

ALTERNATIVE
libertaire



AL 224 - JANVIER 2000

LES ANARS
des origines à hier soir

DOSSIER

EN GUISE D'INTRODUCTION...

Une mémoire pour le futur

AUX ORIGINES...

Des refus essentiels

BAKOUNINE ET...

La Première Internationale

DES ATTENTATS AU SYNDICALISME...

Le temps des actes

LE TEMPS DES REALISATIONS...

Révolutions sociales

Les Anars des origines à hier soir...

Une grande fresque historique de 48 pages A4
dont des extraits sont disponibles ici
peut être commandée en version papier
(avec de nombreuses illustrations
et une trentaine de portraits individuels)
au prix de 200 fb ou 30 ff
à verser sur le compte 001-0536851-32
de 22-Mars éditions
ou par chèque à l'ordre d'Alternative Libertaire
à la BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Bruxelles

EN MOUVEMENT

ATTAC : grain de sable ?

Alternative Libertaire

CONTR'INFO

Ce que vous ne deviez pas savoir sur Nihoul

Marc Reinsinger

Les Anars des origines à hier soir

Éditions du Monde Libertaire
Éditions Alternative Libertaire
(extraits choisis)

EN GUISE D'INTRODUCTION

Une mémoire pour le futur

Depuis quelques années, leurs drapeaux (noir ou noir et rouge) flottent à nouveau dans les manifs. Leurs militants sont toujours plus présents dans les luttes et les mouvements sociaux. Leurs radios, leurs journaux, leurs librairies, leurs livres, leurs brochures... chahutent les idées en place et en font naître de nouvelles. Les réunions publiques, conférences, colloques... qu'ils organisent, dans leurs locaux, se font chaque jour plus nombreux et passent de moins en moins inaperçus. Leurs organisations spécifiques, leurs syndicats, les différentes alternatives qu'ils animent, sortent peu à peu de la confidentialité.

Leur nombre (grandissant), leur sérieux (jamais dénué d'humour), leur courage (incontestable), leur intransigeance (énervante), leur manière d'être (aux antipodes du paraître), leur révolte (permanente), leurs principes (fascinants), leurs mots d'ordre (radicaux), leurs propositions (évidentes), leurs rêves (bouleversants)... interpellent jusqu'au petit monde de la réflexion politique et séduisent même certains curs purs, las des billevesées de la gauche caviar, de l'écologie gouvernementale, du communisme à la mémoire courte, du gauchisme qui lui aussi voudrait sa part du gâteau...

Toujours présents, parfois à l'initiative, ils se bagarrent, bras dessus bras dessous, avec toutes les tribus dissidentes qui hissent haut le drapeau de la révolte contre le capitalisme et ont encore, chevillée au corps, l'espérance en un monde de liberté, d'égalité et d'entraide.

Bref, en un mot comme en cent, en ce début de vingt-et-unième siècle, les anars, que l'on a dit maintes fois morts ou enfermés dans des chimères d'une autre époque, sont de retour ! Et ils annoncent la couleur !

Les oppressions de toutes sortes (politique, économique, sociale, militaire, religieuse, sexuelle...), poubelle ! Les inégalités de toutes sortes (on prend les mêmes et on recommence), poubelle ! Les exploitations de toutes sortes (on reprend les mêmes et on recommence), poubelle !. Les patrons, les gouvernants, les flics, les curés, les militaires, les fonds de pension, les boursicoteurs, les banquiers, les multinationales, les culs-serrés de la rente, les pignoufs de la bureaucratie, les engagés volontaires de tous les petits pouvoirs, les docteurs Folamour de la destruction de la terre, les scientifiques de merde de l'opéra-bouffe-ta-merde, les zozos du réformisme, les malades du pouvoir, les charognards de la propriété et de l'héritage, les marchands de tout et de rien, les derniers imbéciles du droit du sang et de la loi du plus fort... poubelle ! Expropriation et licenciement sans indemnité ! Tout et tout de suite ! Partage des richesses, pas de la misère ! Autogestion généralisée, ici et maintenant !

L'état actuel de la technique et de la science offre à l'ensemble des habitants de notre planète les moyens de nourrir, de loger, d'éduquer et de faire accéder à la culture tous les êtres humains. Vivre entre égaux (et donc, sans patrons, ni hiérarchies...), s'associer librement entre égaux (et donc, sans État, ni bureaucratie), s'entraider entre égaux (et donc sans marché, ni profit), manger à sa faim, se loger décemment, se vêtir correctement, s'enivrer des arts et des lettres (et donc en ne consacrant au travail productif qu'un minimum de temps), respecter l'environnement... c'est non seulement possible, mais, plus le temps passe, plus ça devient nécessaire, sauf à se résigner à la barbarie qui s'annonce.

Les anarchistes sont les seuls, aujourd'hui, à tenir ce discours tout de bon sens.

Un discours dont le bon sens tient peut être au fait qu'il a mis un siècle et demi à se construire !

Les anars ne tombent pas du ciel

L'anarchisme, en tant qu'aspiration à des valeurs (refus des oppressions et des exploitations de toutes sortes, aspiration à des relations sociales égalitaires favorisant l'épanouissement des libertés individuelles et collectives...), existe depuis la nuit des temps, car il colle littéralement à la peau d'un éternel humain, tout de peur de mourir et de désir de vivre.

L'anarchisme, en tant qu'élaboration d'un projet global de société, en tant que mouvement social et organisation militante, ne date, lui, que d'un siècle et demi.

Proudhon, Bakounine, la guerre au couteau au sein de la Première Internationale entre deux conceptions du socialisme (autoritaire et antiautoritaire, étatiste et fédéraliste, électoraliste et acteurs de l'action directe, accros de la prise du pouvoir et partisans de l'autogestion généralisée...) ; les illets rouges de la Commune de 1870 ; l'édification des premières cathédrales du mouvement ouvrier que furent les bourses du travail et les maisons du peuple ; la constitution, pierre à pierre, des premiers syndicats comme outils et armes d'une volonté de transformation sociale radicale ; les premières expériences d'éducation populaire dans les associations ouvrières ; les premiers pas d'une éducation libertaire (avec l'orphelinat de Cempuis de Paul Robin, la Ruche de Sébastien Faure, les écoles modernes de Ferrer) ; les premières luttes pour le droit à l'avortement, à la contraception et à l'union libre ; les premiers groupes espérantistes, végétariens, naturistes, écologistes ; l'élan, brisé net, d'une volonté d'empêcher la boucherie de la Première guerre mondiale ; l'engagement, aux premiers rangs, dans le camp de la révolution russe ; l'Ukraine libertaire écrasant les armées blanches de Dénikine et sauvant, de ce fait, la révolution de 1917 ; le combat des marins de Cronstadt pour une troisième révolution

(devant succéder à la révolution bourgeoise et au coup d'État bolchévique) ; le chant du cygne des conseils ouvriers de Bavière et de Turin ; la remise sur pied d'une Internationale antiautoritaire ; les grandes luttes ouvrières de l'entre-deux guerres en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Argentine, en Espagne et ailleurs ; le coup de tonnerre de la plus grande révolution sociale de tous les temps en juillet 1936 en Espagne ; le grand souffle libertaire d'un printemps trop bref en 1968 ; une traversée du désert jusqu'à ces dernières années, la *Fédération Anarchiste Francophone*, la *CNT* ; les alternatives sociales, le renouveau libertaire actuel... tout cela forme un tout. Une continuité. Une histoire à nulle autre pareille. Une épopée dont les roses ne se sont jamais fanées.

Le chemin se trace en marchant

Le fait d'avoir une telle histoire constitue un atout certain pour le mouvement libertaire de cette fin de siècle.

C'est, en effet, dans la durée que les cohérences se jaugent et se jugent. Et celle de l'idéal libertaire, on s'en doute, ne s'est pas faite en un jour.

Notre histoire, et c'est ce qui la rend vivante et actuelle, a toujours été à plusieurs voix, à cent nuances et à mille tâtonnements.

Impossible, donc, de s'y référer comme à un catéchisme, de la mythifier ou de l'ânonner.

En ce sens, c'est une histoire qui est en devenir permanent. Qui s'arc-boute sur quelques grands principes et les conjugue au seul temps qui vaille, celui de l'expérimentation. Qui sera toujours inachevée.

Notre haine du capitalisme, de l'État, du réformisme, de l'électorisme, des patrons, des curés, des militaires, des avant-gardes autoproclamées, des petits marquis de la gestion de l'existant, des dictatures brunes ou rouges... s'est forgée au feu des faits et de leur répétition. Notre passion pour une liberté des autres étendant celle de chacun à l'infini est une longue histoire d'amour et de désamour. Cet

autre futur que nous avons dans le cur s'est toujours enraciné dans l'obsession d'un autre présent.

Notre histoire (n'en déplaie aux historiens et aux intégristes qui sévissent jusque dans nos rangs), même si elle n'est pas exempte de quelques pages jaunies et datées, a cela d'extraordinaire qu'elle ne se veut qu'un grand livre ouvert sur les pages blanches du présent et de l'avenir.

Notre histoire, c'est clair, pour avoir déjà été écrite, et de quelle manière, restera toujours... à vivre !

Traces d'ombres et bâtisses d'être

Ici, là ou ailleurs, il est courant de dire et d'entendre dire que les anarchistes ne sont pas des mauvais bougres mais qu'ils manquent cruellement de réalisme. De réalisme, justement, parlons en !

Dès la fin du dix-neuvième siècle, les anarchistes dénonçaient les chimères des socialistes réformistes de la gestion du moins pire et le caporalisme des petits bourgeois d'un marxisme autoproclamé scientifique.

Et, qu'ont fait les socialistes réformistes depuis un siècle et demi si ce n'est gérer l'insupportable et l'intolérable du capitalisme ?

Et, qu'ont fait les soi-disant puits de science du marxisme si ce n'est faire pire que les pires des capitalistes et autres fascistes du moment, au point de construire un fascisme rouge, et de favoriser, sur leurs tombes, la pousse des plantes vénéneuses du nationalisme et de l'obscurantisme religieux ?

Qu'ont-ils fait tous ces gens et toutes ces idéologies qui nous ont toujours expliqué que le plus court chemin menant de l'intolérable à l'espérance socialiste était... la ligne courbe ?

150 ans d'histoire sont là pour témoigner de leurs échecs.

Et 150 ans d'histoire sont là pour témoigner de la pertinence des soi-disante utopies anarchistes !

Utopiste que de dire lors de la commune de Paris que... ? *Utopiste* que de dire en 1917 que tout le pouvoir devait aller aux soviets ? *Utopiste* que de dire que la liberté et l'égalité ne passent pas par les impasses du goulag ? *Utopiste* que de dire que l'État est une classe sociale "en soi" ? *Utopiste* que de dire que l'on n'accède à la liberté et à l'égalité que par l'exercice de la liberté et de l'égalité ? *Utopiste* que de dire qu'on ne peut pas faire pire que l'intolérable du moment et qu'il n'est d'aucun intérêt de s'en accommoder ? *Utopiste* que de dire et de démontrer que l'autogestion généralisée est possible et que ça marche dès lors que des Franco ou des Lister ne viennent pas détruire une espérance en actes ? *Utopiste* que de dire que la fin est contenue dans les moyens ? Ben, tiens !

Qui des visionnaires ou autres précurseurs de l'éducation nouvelle, du droit à l'avortement et à la contraception, de l'évidence de léguer aux générations futures une Terre qui ne soit pas une poubelle, de l'inanité d'une transformation réformiste de l'intolérable, de l'inacceptable des dictatures rouges... ou des harkis sociaux et des marxistes autoritaires, relèvent de l'utopie ?

À l'évidence, nous avons plus fait avancer le schmilblick de l'histoire des êtres humains que ces petits chefs de tous les compromis et de toutes les compromissions.

De ce fait, la mémoire des vaincus, qui semble être l'âme de notre histoire, ne se résume, peut-être, qu'à une absence de mémoire ?

Cette brochure, qui voudrait s'adresser à un large public, n'a pas d'autre ambition que de vous donner envie d'en savoir plus !

Le voulez-vous ?

Là a toujours été, est et sera toujours la question !

*Pour les Éditions du Monde Libertaire,
Jean-Marc Raynaud*

*Pour les Éditions Alternative Libertaire,
Roger Noël, dit Babar*

- 2 -

AUX ORIGINES

Des refus essentiels

La lutte collective ou la lutte isolée contre l'autorité définit l'essence même de l'anarchisme, cette Autorité pouvant être aussi bien l'État (*contrainte politique*) que le capital (*contrainte économique*) ou la religion (*contrainte morale*). On n'est point surpris dès lors de voir certains auteurs anarchistes découvrir dans les premiers âges de l'humanité les précurseurs de l'Anarchisme. L'existence de l'Autorité est en effet inséparable de l'existence de tout groupe humain. Le rejet de l'autorité est un phénomène très ancien. Lao-Tseu, six cents ans avant l'ère chrétienne, notait dans son *Livre de la voie et de la vertu* : *Plus les décrets sont nombreux, plus la plèbe est pauvre. Plus il y a de lois, plus il y a de larrons.*

Aux origines...

Vouloir intégrer dans la "lignée anarchiste" tous les révoltés équivaut à confondre l'histoire de l'anarchie avec l'histoire de l'humanité.

Dans cette perspective, la révolte des esclaves et la *Cité du Soleil* imaginée par les compagnons de Spartacus, comme les jacqueries et les mouvements populaires (tel le mouvement communal des Xème et XIème siècles ou le soulèvement des Hussites de Bohème au XVème siècle) seraient à créditer à l'actif de l'*esprit libertaire*.

Nombre d'écrivains mériteraient alors le qualificatif d'anarchiste. Et la célèbre *Abbaye de Thélème* de François Rabelais serait un des hauts-lieux de l'anarchie, abbaye où toute la vie des religieux *estoit employée non par loix, statuz ou reigles, mais selon leur vouloir et franc arbitre. Se revoient du lict quand bon leur semblaient, beuvoient, mangeaient, travailloient, dormoient quand le désir leur venoit... En leur reigle n'estoit que cest clause : Fay ce que voudras.*

Les philosophes du XVIII^{ème} siècle, Diderot, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau... qui ont largement contribué à l'ébranlement et à la ruine de l'Ancien Régime et ont développé les idées de liberté, de justice, d'égalité trouveraient une place de choix dans l'anthologie de cet anarchisme universel ; tout comme Jean Meslier, curé d'Étrépy de 1689 à 1729, qui laisse dans son Testament une peinture de la société idéale : *Les hommes devraient tous également posséder et jouir en commun de tous les biens et de toutes les richesses de la terre... Si les hommes mangeaient sagement entre eux les fruits de leurs travaux et de leur industrie, s'ils partageaient également les biens de la terre, ils auraient suffisamment lieu de vivre tous heureux et contents... Alors plus d'inquiétude pour le nécessaire de la vie, plus de procès, plus de haines, plus d'envies, plus de tromperies, plus de vols, plus de meurtres, plus d'assassinat pour dérober au prochain ce qu'il possède et dont nous manquons.*

Dans la même optique, certains groupes révolutionnaires français des années 1793-1795 ont œuvré à la réalisation de principes typiquement anarchistes. En pleine crise du printemps 1793, les *Enragés*, avec Jacques Roux et Varlet s'en prennent à la Convention, réclament la taxation et la réquisition des denrées de première nécessité, dénoncent *le despotisme sénatorial, aussi terrible que le sceptre des rois*. Les sans-culotte revendiquent le droit à l'insurrection, conséquence extrême d'une souveraineté populaire chère à Jean-Jacques Rousseau ; pour eux, *le souverain c'est eux-mêmes*.

Terme d'insulte ou reconnaissance d'une force évidente on se jette alors le mot *anarchiste* qui figure en bonne place dans la chanson populaire *Sermon d'un honnête curé*.

Les précurseurs

Mais déjà l'influence de la Révolution française se fait sentir dans les pays européens, en Angleterre par exemple, où le jeune William Godwin est enthousiasmé.

Pour Godwin, chaque homme porte en lui la *raison* ; cette raison, identique chez tous les individus, remplace avantageusement toute loi. Chacun est donc son propre législateur. Doivent par conséquent être abattues toutes les forces qui oppriment notre raison : les institutions, mais aussi les instincts humains, qui perturbent cette raison.

Le règne de la Raison remplace dès lors le droit et les lois contraignantes : *Aussi longtemps que quelqu'un est pris dans les filets de l'obéissance, écrit-il, et qu'il est accoutumé à régler ses pas sur ceux de quelqu'un d'autre, sa raison et son intelligence demeureront infailliblement endormies. Le règne de la Raison abolira également l'État, le gouvernement, mal absolu puisqu'il est l'abdication de notre propre jugement et de notre conscience. La raison élimine enfin la propriété privée qui noie la plupart des hommes dans des soucis sordides.*

L'État ayant disparu, la Société subsiste pourtant. *Née de nos besoins*, cette société sera fractionnée en multiples petites paroisses où les hommes s'occuperont à des recherches intellectuelles. Le travail manuel sera ré-duit à sa plus simple ex-pression : une demi-heure par jour. Les différends entre particuliers seront réglés par un jury et les différends entre sociétés par des assemblées nationales ; jury et assemblées appliqueront simplement les préceptes dictés par la raison.

Est-ce la violence qui installera cet âge d'or ? En aucun cas. Le but sera atteint par l'*éducation mutuelle*. Ainsi des conversations d'homme à homme amèneront progressivement le règne de la vérité, l'éclat d'une cité affranchie de la mort. L'Angleterre, tout au moins dans ses salons et ses intellectuels, se passionne pour les idées de William Godwin. Wordsworth et Coleridge songent un instant à réaliser en Amérique la cité merveilleuse dépeinte par Godwin. À l'intention d'un plus vaste public en 1794, Godwin diffuse d'ailleurs sous forme de roman

l'essentiel de ses théories. Sa défense courageuse de démocrates britanniques injustement condamnés accroît encore le prestige de l'écrivain. Mais l'oubli de Godwin et de ses idées accompagne très vite l'hostilité que le peuple anglais porte à présent à la Révolution française. Dès lors, le prophète redevient un homme. Lui qui a dénoncé le mariage comme la pire des lois, se marie par deux fois ! Poussé par le besoin, il ne cesse d'écrire, s'abaisse même à réclamer de l'argent, y compris à Shelley, amant de sa fille Mary. Et c'est sous le costume d'un très officiel gardien huissier de l'Échiquier que l'ancien pourfendeur de l'État passe les quatre dernières années de sa vie.

Max Stirner, l'individualiste

Johann Kaspar Schmidt est né le 25 octobre 1806 à Bayreuth, en Bavière. Très tôt orphelin d'un père fabricant de flûtes, délaissé par sa mère remariée, Johann réussit pourtant à entreprendre des études universitaires. Frappé de la longueur de son front (en allemand *Stirn*), ses condisciples l'affublent du sobriquet qu'il utilise plus tard comme pseudonyme : *Stirner*.

À 28 ans, il affronte l'examen *pro facultate docendi*, mais ne réussit pas à décrocher le titre de docteur d'État. À Berlin, une institution privée de jeunes filles accepte les services de ce jeune professeur, veuf après six mois de mariage et qui vit présentement avec une mère folle. Le soir, après ses cours, Stirner fréquente la taverne du cabaretier Hippel, où se réunit bruyamment la *Ligue des Affranchis*. *Chez les Affranchis*, écrit Émile Armand, *on discutait de tout et sur tout : sur la politique, sur le socialisme, sur l'antisémitisme, sur la théologie, sur la notion d'autorité.*

Sous la fumée des longues pipes et dans le bruit des chopes remplies de bière, Stirner paisible ennemi de toute contrainte, disait Engels, toujours quelque peu à l'écart du tapage et des cris, ne reste pas insensible aux charmes de Maria Dänhardt qui devient sa deuxième épouse en 1843. En 1844, Stirner publie un livre, son seul livre : *L'Unique et sa propriété*. D'emblée, c'est le triomphe. Mais très vite la misère surgit. La direction de l'institut de jeunes filles juge opportun

de se séparer d'un enseignant aussi original. Des travaux obscurs de traduction, le lancement d'une laiterie, qui tourne au fiasco, n'arrivent pas à sauver Stirner des griffes des créanciers. Après deux séjours en prison, il meurt oublié le 25 juin 1856.

Il faut attendre les travaux de l'Allemand John-Henry Mackay, à la fin du XIX^{ème} siècle, pour que le nom et l'uvre de Stirner ressuscitent et prennent une place de choix dans l'histoire de l'anarchisme. *L'Unique et sa propriété* est en effet, selon l'expression de Victor Basch, *la Bible de l'Anarchisme individualiste ou de l'individualisme anarchiste*. Comme toute Bible, il ne livre son secret qu'au terme d'une lente méditation.

À l'inverse de Feuerbach, qui érige l'Homme ou l'Humanité en absolu, Stirner voit dans le moi individuel, le moi en chair et en os, la suprême valeur : *Qu'ai-je à faire de réaliser l'humain en général ? Ma tâche est de me contenter de me suffire à moi-même. C'est Moi qui suis mon espèce. Je suis sans règle, sans loi, sans modèle*. Dès lors il est fondamental de débarrasser l'individu de toute cette gangue d'aliénations que les Églises, les lois, l'État, la bourgeoisie libérale, ont édifiée au cours des âges. Au terme de l'entreprise purificatrice, *l'unique* regarde comme sa propriété tout ce qui s'offrait à lui, ne reconnaît qu'un seul droit : le droit à son bien-être.

La vie sociale n'est possible et valable que par l'association volontaire basée sur un *contrat résiliable*. Cette association d'*égoïstes* (ego = je) procurera en effet davantage de jouissances et de bien-être qu'une vie solitaire. L'individualisme aboutit ainsi à l'*associationnisme librement consenti*.

Certains des grands thèmes de l'anarchisme sont ainsi brossés avec une fermeté que le lecteur ne saurait oublier.

Proudhon, le fils du peuple

Proudhon est le seul théoricien *socialiste* venu de la classe ouvrière. Ce cinquième enfant d'une cuisinière et d'un tonnelier de Besançon connaît une jeunesse rude. Une bourse d'externe au Collège de Besançon lui permet d'entreprendre ses études classiques. À 18 ans, pour faire vivre

sa famille, il doit travailler comme typographe, connaît le chômage, quête le travail de ville en ville, ce qui ne l'empêche ni d'apprendre l'hébreu, ni d'étudier la Bible, la théologie, la linguistique. À 29 ans, il passe le baccalauréat. Une bourse allouée par l'Académie de Besançon lui permet de venir à Paris, où il suit les cours du Collège de France et de l'École des Arts et Métiers.

En 1839, il publie son premier ouvrage *De la célébration du dimanche*. En 1849, *Qu'est-ce que la Propriété ?* le rend célèbre dans le monde entier. Karl Marx n'hésite pas à écrire dans *La Sainte Famille* que cet ouvrage a pour l'économie sociale moderne la même importance que l'ouvrage de Sieyès "*Qu'est-ce que le Tiers-État ?*" pour la politique moderne. Son livre est le manifeste scientifique du prolétariat français.

Traduit devant la Cour d'Assises du Doubs sous le triple motif d'attaques contre la propriété, d'excitation à la haine et d'outrage à la religion, son acquittement ne le sauve pas des embarras d'argent. Il quitte Paris et gagne Lyon, où ses amis, les frères Gauthier, lui offrent une place de commis dans leur entreprise de transports. Il fréquente des révolutionnaires *mutuellistes*, publie en 1843 *La Création de l'ordre dans l'Humanité* et en 1846 le *Système des Contradictions économiques* ou *La philosophie de la Misère*. Ce dernier ouvrage entraîne la rupture entre Proudhon et Karl Marx.

Installé de nouveau à Paris, Proudhon dirige, fin 1847, le journal *Le Peuple*. Il est élu député à l'Assemblée Constituante de 1848. Il développe à la tribune de l'Assemblée une proposition de loi qui élargit son premier projet : *que les propriétaires consentent la remise pendant trois ans d'un tiers du montant des loyers et fermages dus par les chômeurs*.

Pour ranimer la vie économique, il réclame en effet la gratuité de la circulation des capitaux. Par 691 voix contre deux, un ordre du jour condamne le projet de loi comme *une atteinte odieuse aux principes de la morale*. Louis Blanc lui-même vote avec la majorité. Seul le canut lyonnais Greppo joint sa voix à celle de Proudhon.

En novembre 1848, Proudhon est un des 30 opposants à la Constitution, votée par 739 voix. En mars 1849, il est condamné à trois ans de prison pour offense au Président de la République (du 7 juin 1849 au 4 juin 1852) et incarcéré à Sainte-Pélagie. Il y écrit les *Confessions d'un Révolutionnaire*, *L'idée générale de la Révolution*, *La philosophie du Progrès*. Pendant son séjour à Sainte-Pélagie, il épouse une jeune et pauvre ouvrière. Aux côtés d'Euphrasie Piégard, Proudhon ne cessera de goûter les joies paisibles d'une vie familiale heureuse qu'immortalise le tableau de Gustave Courbet *Proudhon et ses filles*.

Ne voyant en Louis-Napoléon qu'un *infâme aventurier, bâtard adultérin de la fille de Joséphine, fils et petit-fils de catins, inepte, incapable...* il n'est pourtant pas inquiet à sa sortie de prison. Mais en 1858 ses quatre volumes intitulés *De la justice dans la Révolution et dans l'Église* lui valent de nouvelles poursuites. Condamné à trois ans de prison et 4.000 francs d'amende, il s'enfuit en Belgique, s'installe à Bruxelles sous le nom de Dürfort, professeur de mathématiques, en compagnie de sa femme et de ses enfants. Dans des conditions difficiles, il poursuit son travail de réflexion et publie en 1861 *La guerre et la paix*. Profitant d'une amnistie, il rentre en France, prend résidence à Passy et, avant sa mort en 1865, trouve le courage de rédiger deux livres importants : *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution* et *De la capacité politique des classes ouvrières*.

La doctrine politique de Proudhon

Proudhon veut avant tout émanciper et régénérer l'ouvrier par la récupération de ses instruments de production. Il est donc ennemi du capital, adversaire de l'État, hostile à tout pouvoir.

La dénonciation du règne de l'Autorité est une des constantes de la pensée proudhonienne, surtout dans les années qui voient la montée et l'implantation du régime bonapartiste (1850-1855). *On raconte*, écrit Proudhon (dans *Qu'est-ce que la propriété ?*), *qu'un bourgeois de Paris du XVIIe siècle ayant entendu dire qu'à Venise il n'y avait point de roi, ce bonhomme ne pouvait revenir de son étonnement et pensa mourir de*

rire à la première nouvelle d'une chose si ridicule. Tel est notre préjugé : tous tant que nous sommes nous voulons un chef ou des chefs.

À ses jeunes lecteurs, qui reconnaissent en lui un républicain, Proudhon n'hésite pas à répondre : *Je suis anarchiste [...] Vous venez d'entendre ma profession de foi sérieuse et mûrement réfléchie ; quoique très ami de l'ordre, je suis, dans toute la force du terme, anarchiste.*

L'anarchie n'a pourtant rien à voir avec le désordre ou le chaos. L'anarchie *forme de gouvernement dont nous approchons tous les jours cette absence de maître, de souverain est, sera le résultat de l'évolution des sociétés : au fur et à mesure des progrès de la réflexion, de l'observation, de la science, l'homme finira par comprendre que rois, ministres, magistrats et peuples, en tant que volontés, ne sont rien pour la science et ne méritent aucune considération. Dès lors l'autorité de l'homme sur l'homme est en raison inverse du développement intellectuel auquel cette société est parvenue.*

Ainsi, plus de lois. *Je n'en reconnais aucune ; je proteste contre tout ordre qu'il plaira à un pouvoir de prétendre nécessité d'imposer à mon libre arbitre. Des lois ! On sait ce qu'elles sont et ce qu'elles valent. Toiles d'araignées pour les puissants et les riches, chaînes qu'aucun acier ne saurait rompre pour les petits et les pauvres, filets de pêche entre les mains du Gouvernement. De surcroît, l'abondance, l'inflation permanente de lois votées par les assemblées successives permettent-elles à quiconque de se retrouver dans pareil *dédale* ? Surtout, le mode de confection des lois empêche tout citoyen conscient de leur accorder le moindre crédit : *La loi a été faite sans ma participation... L'État ne traite point avec moi ; il n'échange rien ; il me rançonne. La récusation des lois conduit tout naturellement à celle de la justice rendue par la société.**

L'homme seul a le droit de juger [...] La justice est un acte de la conscience, essentiellement volontaire ; or la conscience ne peut être jugée, condamnée ou absoute que par elle-même. Ceci implique la suppression totale et définitive des cours et tribunaux.

Quant au suffrage universel, il est bien incapable de discerner les mandataires soucieux des intérêts du peuple ! Le peuple, *tel qu'il se révèle au forum, dans les urnes du scrutin*, est en effet incapable de reconnaître les plus vertueux et les plus capables ; le choix de Louis-Bonaparte est à cet égard édifiant. Et surtout *Qu'ai-je besoin de mandataires, pas plus que de représentants ? Et puisqu'il faut que je précise ma volonté, ne puis-je l'exprimer sans le secours de personne ?*

Ayant fait table rase de l'Autorité exprimée par l'État, l'Église ou le Capital, Proudhon aperçoit sous les rayons de la Justice, *astre central qui gouverne toutes les sociétés*, les grands traits de la société future surgie de la révolution sociale. Le système fédératif est pour lui la seule synthèse valable entre l'autorité et la liberté. Dans le fédéralisme, le contrat libre se substitue en effet aux lois imposées : *Qui dit liberté, dit fédération, ou ne dit rien. Qui dit république, dit fédération ou ne dit rien. Qui dit socialisme, dit fédération, ou ne dit encore rien.*

Le fédéralisme politique, en éliminant la raison d'État, limite le pouvoir central au profit des groupements et pouvoirs locaux ; il réalise ainsi la nécessaire décentralisation. Décentralisation d'autant plus réussie que les groupements ou collectivités fédérées seront de taille plus restreinte.

Sur le plan économique, Proudhon voit l'affranchissement des producteurs et des consommateurs dans l'avènement du *mutuellisme*, *mutuel* étant synonyme de *réciproque*, *réciprocité*. L'organisation du travail doit s'opérer en dehors du pouvoir et sans recourir au capital. *L'atelier doit remplacer le gouvernement. Le citoyen a succédé à l'honnête homme, le producteur va succéder au citoyen.* Ici, les travailleurs agissent de leur propre initiative, sûrs de percevoir de justes salaires, certains de consommer des produits offrant toute garantie. Afin d'abolir *la royauté de l'argent* et de créer *l'égalité entre les produits*. Proudhon s'emploie vainement à fonder une *Banque d'échange* puis une *Banque du Peuple*, utilisant à la place du numéraire des billets de crédit ou bons de travail et pratiquant la gratuité des prêts ou de l'escompte.

Grâce à ces structures originales, le pouvoir part désormais du bas ; le gouvernement ou **commission exécutive centrale** (*toujours révocable*) est élu par une délégation législative choisie par les groupes locaux librement fédérés. L'individu devient le seul maître de son existence. L'accord de l'intérêt de chacun avec l'intérêt de tous réalise la Révolution.

- 3 -

Bakounine et la Première Internationale

La première *Internationale des Travailleurs* est constituée, à Londres, lors du meeting de Sant-Martin's Hall le 29 septembre 1864. Elle tient son premier congrès à Genève, du 3 au 8 septembre 1866. En l'absence de Marx, l'influence des proudhoniens français est prépondérante ; ces derniers voient dans l'extension du *mutuellisme* la clé de l'émancipation ouvrière, veulent fonder l'échange par *l'organisation d'un système de crédit mutuel et gratuit*, se refusent à détruire la société existante par des grèves ou la révolution mais veulent seulement l'aménager.

Au Congrès de Lausanne (2-8 septembre 1867) les proudhoniens reconnaissent que *l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique*. Mais en France les poursuites engagées à la demande du gouvernement impérial contre la section parisienne de l'Internationale présidée par Tolain se terminent par la dissolution de la Commission parisienne. Eugène Varlin, élu au deuxième bureau de la section française, s'est rallié aux conceptions des *collectivistes antiétatistes* ou *communistes non autoritaires*. Son influence supplante dès lors les thèses *mutualistes* de Tolain.

Au Congrès de Bruxelles (6-13 septembre 1868), les délégués reconnaissent la grève comme une arme nécessaire et légitime, comme une nécessité dans le cas où une guerre viendrait à éclater entre les différents pays. Partisans de la propriété individuelle, garantie de la

liberté des citoyens, les mutuellistes proudhoniens se rallient à la collectivisation du sol et des moyens de transport.

Le congrès de Bâle (5-12 septembre 1869) confirme les précédentes affirmations. Est-ce le déclin du proudhonisme ou la prise de conscience des proudhoniens désormais convaincus de l'inéluctable liaison entre révolution sociale et révolution politique ? Le Congrès appelle enfin les travailleurs à *s'employer activement à créer des sociétés de résistance dans les différents corps de métiers. Ces sociétés de résistance ou syndicats* sont cependant pour Eugène Varlin un levier, une méthode d'éducation, une école de combat vers la Révolution.

Les idées de Marx l'emportent donc d'une certaine manière. *Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine des phrases de Proudhon les plus vides ; ils parlent de science et ils ne savent rien.* Pour-tant le conflit *collectivisme autoritaire* contre *mutuellisme anarchisant* se tourne à présent en duel entre Marx et Bakounine.

Bakounine, le révolutionnaire

Bakounine et la révolution se confondent, a-t-on dit. Les anarchistes se réclament de lui, a-t-on écrit. Et Kaminski a sans doute raison d'affirmer *Il y a sans doute peu d'hommes qui soient devenus anarchistes, uniquement parce qu'ils ont lu les uvres de Bakounine (à l'inverse des marxistes pour lesquels la connaissance de la doctrine de Marx est souvent primordiale).* Les anarchistes le rencontrent sur leur chemin, ils n'ont pas besoin de se laisser convaincre par lui, ils se reconnaissent tout de suite en lui. Ils trouvent en lui leur idéal : *L'homme d'action qui est en action perpétuellement. Et voilà leur précurseur ! L'histoire de la rencontre d'un anarchiste avec Bakounine mort ou vivant est toujours la même. C'est le coup de foudre. Leur coïncidence théorique n'est que postérieure.* Effectivement la biographie de Bakounine révèle l'histoire d'une force de la nature peu commune.

Michel Bakounine, né le 8 mai 1814, est le troisième enfant d'une famille de nobles libéraux russes retirés sur leurs domaines après l'échec du mouvement décabriste de 1825. Son père, seigneur qui règne sur mille

"âmes", l'envoie à l'École d'Artillerie de Saint-Pétersbourg. Après avoir démissionné de l'armée, il s'en va à l'Université de Moscou, fréquente les *occidentaux* et les *slavophiles*, lit Fichte, Kant, Hegel, conserve pour sa sur Tatiana un amour passionné. À 26 ans, il part à Berlin afin de s'y préparer à la carrière de professeur d'université. La philosophie allemande lui révèle le visage de la révolution et donc son propre destin. En 1842, il est à Dresde, fréquente la noblesse saxonne, lit les théoriciens socialistes français. Surveillé par la police, il passe en Suisse, s'arrête un moment à Zurich et à Berne, mais toujours épié se rend en Belgique puis à Paris où il s'installe en juillet 1844. Il y fréquente les démocrates et les socialistes, discute des nuits entières avec Proudhon, s'affirme publiquement solidaire des Polonais asservis par le régime tsariste et refuse tout naturellement d'obtempérer à l'ukase qui lui enjoint de rentrer en Russie.

1848 ! La Révolution éclate partout en Europe. À Paris, Bakounine se dépense sur tous les fronts. *Quel homme ! quel homme !* dit le préfet de police Caussidière. Le premier jour de la Révolution, il fait tout simplement merveille, mais le deuxième il faudrait le fusiller. C'est qu'en effet dans la révolution *cette fête sans commencement et sans fin*, Bakounine est *comme ivre*, voyant tout le monde et ne voyant personne. Enthousiasme, griserie...

Lucidité aussi, car Bakounine comprend que *si la royauté ne disparaît pas complètement de la surface de l'Europe la Révolution périra*.

Barricades et prison

Bakounine fomenta alors le projet de soulever la Pologne. Heureux de se débarrasser de pareil personnage, le gouvernement français lui remet deux mille francs. Seul avec sa flamme révolutionnaire, Bakounine part donc vers l'Est. En Allemagne, il rencontre Karl Marx. Surveillé par la police prussienne, il passe en Bohême, où il espère soulever l'armée restée fidèle à l'Empereur d'Autriche. Vains espoirs. Les troupes du

général Windischgraetz écrasent les barricades de Vienne et celles de Prague, où Bakounine s'est bravement battu.

Ses échecs ne l'accablent pourtant pas et pas davantage les calomnies diffusées par la *Neue Rheinische Zeitung*, journal de Marx désignant Bakounine comme un agent à la solde de la Russie ; calomnies que la rédaction devra d'ailleurs démentir peu après. Expulsé de Prusse et de Saxe, Bakounine lance son célèbre *Appel aux Slaves*, premier document qui préconise la constitution en États des Slaves non russes, tandis qu'Engels et Marx affirment encore : *Des peuples qui jamais n'ont eu d'histoire [...] qui n'ont aucune vitalité n'arriveront jamais à une indépendance quelconque.*

Début mai 1849, à Dresde, on édifie des barricades pour arrêter les Prussiens. Aux côtés de Richard Wagner, Bakounine est une fois encore avec les insurgés. Son titre d'ancien officier lui donne une place dans l'état-major insurrectionnel. Mais le romantisme ne peut rien contre les troupes aguerries de Frédéric-Guillaume. Les Prussiens arrêtent Bakounine, le condamnent à mort, le livrent aux Autrichiens, qui le destinent à la pendaison, puis l'expédient finalement aux Russes (mai 1851).

Le voici à 37 ans captif du tsar Nicolas 1er. Enfermé dans la vieille forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg, il voit entrer deux mois plus tard dans sa cellule le Comte Orloff, ministre de l'intérieur. Le visiteur incite le prisonnier à adresser au tsar une *confession écrite*. Après réflexion, Bakounine accepte et se met à rédiger par la suite un long et curieux document ; les phrases d'humiliation devant *Votre Majesté Impériale, Très Gracieuse Majesté* s'y mêlent aux descriptions d'une Russie apeurée où tout n'est qu'oppression et au récit de l'épopée révolutionnaire à travers l'Europe.

Ce repentir factice n'a vraisemblablement pour but que d'obtenir le fin de l'épouvantable isolement dans lequel Bakounine est maintenu. C'est seulement en février 1857 qu'Alexandre daigne commuer l'emprisonnement en déportation à perpétuité en Sibérie. Le captif y reste quatre années, prend la fuite par le Japon, San Francisco et New-York. Fin décembre 1861, il est à Londres auprès de son vieil ami

l'écrivain Alexandre Herzen, qui publie le célèbre journal *Kolokol* (La Cloche) préconisant un régime républicain et socialiste. Et c'est à nouveau l'aventure !

En 1863, Bakounine se rend en Suède dans l'espoir de gagner la Pologne pour soutenir l'insurrection qui gronde. Après l'insuccès de cette dernière, il s'établit en Italie et imagine un projet de révolution radicale. En septembre 1868, il fonde *L'Alliance Internationale de la Démocratie socialiste* qui affirme vouloir avant tout l'abolition définitive et entière des classes et l'égalisation politique, économique et sociale des individus des deux sexes. Les frères Reclus, Jules Guesde, Benoît Malon, Ferdinand Buisson, Victor Dave, Alfred Naquet, James Guillaume... sont membres de cette *Alliance* qui reconnaît que tous les États politiques et autoritaires actuellement existants devront disparaître dans l'union universelle des libres fédérations tant agricoles qu'industrielles.

Dès juillet 1868, Bakounine donne son adhésion à l'*Association Internationale des Travailleurs* comme membre de la Section Centrale de Genève. Le 28 juillet 1869, le Conseil Général installé à Londres admet comme section adhérente la section de l'*Alliance de la Démocratie socialiste* de Genève.

Cette adhésion (et Marx le pressentait) ne pouvait manquer de faire rebondir les controverses qui s'étaient déjà manifestées entre marxistes et proudhoniens.

Les idées

Toutes les conceptions de l'anarchisme se résument chez Bakounine en un mot : *Liberté*.

Certes la destruction totale de la société existante est le premier acte pour fonder le nouveau monde. Certes, la seule forme d'organisation est la libre fédération des communes, des régions, des pays et des peuples. Mais la Liberté ne saurait souffrir aucune entorse. Une dictature révolutionnaire, même provisoire, ne peut donc pas être envisagée. Théoricien de l'anarchie positive Bakounine rejette totalement toute

autorité comme tout pouvoir : *Nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, officielle et légale même sortie du suffrage universel convaincus que ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie.*

C'est pourquoi Bakounine n'hésite pas à écrire : *La véritable unité de l'Internationale [...] est dans les aspirations communes et dans le mouvement spontané des masses populaires de tous les pays, et non dans un gouvernement quelconque, ni dans une théorie politique uniforme, imposée par un Congrès général à ces masses.*

Je me demande comment il [Marx], fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements.

La liberté exige donc la lutte contre toute autorité : étatique, religieuse, intellectuelle, morale, économique, sociale, militaire.

L'État que représente-t-il ? La réponse de Bakounine est nette : *La somme des négations des libertés individuelles de tous ses membres ; ou bien celle des sacrifices, que tous ses membres font, en renonçant à une portion de leur liberté au profit du bien commun [...] Donc là où commence l'État la liberté individuelle cesse et vice-versa [...] L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise, classe bureaucratique [...] L'État c'est l'autorité, la domination et la puissance organisée des classes possédantes et soi-disant éclairées sur les masses.*

Dieu. *Celui qui veut adorer Dieu doit, sans se faire de puériles illusions, renoncer bravement à sa liberté et à son humanité* Quelle est en effet l'essence de la religion ? La réponse est nette : *l'appauvrissement,*

l'anéantissement et l'asservissement, systématiques, absolus de l'humanité au profit de la divinité.

La liberté exige aussi l'égalité et la justice. Il convient donc d'ouvrer au triomphe d'une organisation sociale qui garantisse à chaque être humain, homme ou femme, d'heureuses et faciles conditions d'existence, d'éducation, de bien-être. Des moyens pacifiques ne pourront pas abattre la coalition des privilèges et des intérêts en place ; l'action politique ne peut donc être envisagée. S'il est vrai que *les révoltés les plus furibonds, lorsqu'ils se sont trouvés dans la masse des gouvernés, deviennent des conservateurs excessivement modérés dès quels sont montés au pouvoir une chambre élue, un parlement bourgeois est condamné à ne jamais faire autre chose que légiférer l'esclavage du peuple et de voter toutes les mesures qui auront pour but d'éterniser sa misère et son ignorance.*

Il faut ainsi admettre la voie révolutionnaire, organiser la révolution qui *ne pourra se faire en dernier lieu que par le peuple*, révolution dont l'incendie doit embraser tous les États du monde, révolution en quelque sorte naturelle puisque le mythe d'Adam et Ève enseigne qu'à la différence des autres animaux l'homme est doué de *deux facultés précieuses : la faculté de penser et la faculté, le besoin de se révolter.*

L'influence de Bakounine

L'opposition des *collectivistes* partisans de la propriété collective et des *mutuellistes* partisans de la propriété individuelle et de la libre association sous forme contractuelle et fédérative, cette opposition se trouve renforcée par l'adhésion de Bakounine à l'Internationale.

Au Congrès de Bâle, en 1869, la presque totalité des délégués, dont Bakounine, s'est prononcée pour la propriété collective. Mais deux courants distincts se dessinent : l'un représenté par les socialistes anglais, allemands et suisses allemands choisit, avec Marx, le *communisme d'État* au moins temporairement. L'autre rassemble les Belges, avec César de Paepe, les Espagnols, une grande partie des Français, autour d'Eugène Varlin et les Suisses romands avec Bakounine. Ce deuxième groupe revendique à présent le titre de *collectivistes* pour

se différencier des *communistes*. Un deuxième point différencie les deux groupes : comment organiser l'Internationale ? Les *communistes* prônent la mise sur pied d'une *centralisation* étroite, les *collectivistes* reven-diquent l'*autonomie* complète des sections.

L'influence de Bakounine se répand solidement dans toutes les sections italiennes. Ses voyages en compagnie d'Antonia, sa femme (épousée en Sibérie), l'ont conduit à Florence, à Naples, dans l'île d'Ischia. Un de ses compagnons, Giuseppe Fanelli, ancien garibaldien, fonde en Espagne les sections de Barcelone et de Madrid.

Mais c'est surtout dans le Jura suisse que les idées de Bakounine trouvent un écho favorable. La question sociale est particulièrement aiguë dans le canton de Neuchâtel, où l'horlogerie assure un travail peu rémunérateur aux artisans des petites cités de la Chaux-de-Fonds, du Locle, de Saint-Imier. Constantin Meuron, échappé d'une forteresse prussienne, James Guillaume, y exercent alors une influence non négligeable. Entre Guillaume et Bakounine se noue très vite une solide amitié.

Or, à Genève, la section de l'*Alliance de la Démocratie Socialiste*, fondée par Bakounine, n'a pu se faire admettre au sein de la Fédération des sections romandes, bien que le Conseil général de l'Internationale ait finalement accepté son adhésion. Le 4 avril 1870, le Congrès régional de La Chaux-de-Fonds ou Congrès de la Fédération romande voit s'opérer une scission entre les minoritaires, c'est-à-dire les Genevois hostiles à l'*Alliance* et les majoritaires ou *sections du Jura* qui soutiennent l'*Alliance* et constituent dès lors avec elle une fédération dissidente qui prendra à l'automne 1871 le nom de *Fédération Jurassienne*.

Les dissidents s'opposent aux minoritaires sur une question essentielle : L'action politique est-elle oui ou non un moyen d'émancipation ? Considérant que toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autres résultats que la consolidation de l'ordre de choses existants, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat, les Jurassiens refusent

d'envisager la transformation sociale *au moyen des réformes politiques nationales* et veulent créer les fédérations de corps de métier.

Du 17 au 23 septembre 1871, le Congrès de Londres décide que l'action politique est une obligation et invite les dissidents bakouninistes du Jura à rejoindre la Fédération de Genève ou à s'ériger en Fédération autonome. Les Jurassiens organisent alors le Congrès de Sonvillier, dans le Jura bernois, le 12 novembre 1871. Ce Congrès rassemble huit sections montagnardes, des membres de la Démocratie socialiste à présent dissoute et des communards parisiens réfugiés en Suisse, tels Jules Guesde, Lefrançais, Benoît Malon. Bakounine, installé, à Locarno, n'assiste pas au Congrès qui donne officiellement naissance à la *Fédération jurassienne*. Fédération qui, d'emblée, affirme l'autonomie de la base puisque son Comité Fédéral n'est investi d'aucune autorité. *Il remplit simplement le rôle de bureau de renseignement de correspondance et de statistique. Les sections, en entrant dans la fédération, conservent leur autonomie absolue [...] Les présents statuts sont révisables en tout temps, à la demande d'une section.*

En 1872, le Conseil général londonien de l'Internationale dénonce l'esprit anarchiste dans une circulaire privée diffusée à toutes les sections dans laquelle les opposants ne veulent voir que *l'arme habituelle de M. Marx, un tas d'ordures.*

Le 5ème Congrès de l'Internationale se tient alors à La Haye du 2 au 7 septembre 1872. Les Jurassiens y viennent dans le but de demander *l'abolition du Conseil général et la suppression de toute autorité dans l'Internationale.* Mais en l'absence des Italiens, qui refusent de se déplacer dans une ville très éloignée, les amis de Marx détiennent une solide majorité. Tous les appels des minoritaires en faveur de l'autonomie fédérative restent donc sans écho. L'autorité du Conseil général est maintenue. Et après un débat animé on vote le transfert du siège du Conseil de Londres à New-York.

Les marxistes pensent ainsi conserver plus aisément un pouvoir que pouvaient menacer les anarchistes ; les réformistes anglais et les blanquistes quittent alors le Congrès. C'est alors que par 27 voix contre 7 et 8 abstentions le Congrès prononce l'exclusion de Bakounine, suivie

de celle de James Guillaume. La victoire de Marx est néanmoins une victoire encore problématique. L'Association Internationale des Travailleurs s'achemine vers son éclatement. L'aspiration à l'unité du monde socialiste et ouvrier, l'originalité et les préoccupations divergentes des milieux nationaux s'avèrent pour l'instant inconciliables.

D'un côté un *socialisme d'État*, basé sur l'autorité, envisageant la dictature du prolétariat, appelant les socialistes à conquérir les rouages du pouvoir d'État. De l'autre, un *socialisme d'autogestion*, dont le projet est de construire, à la place de l'État, une société fédérale responsable basée sur des communes libres et des associations de producteurs. Ici, *l'autorité*, là *une coopération volontaire*. En Espagne, en Italie, en Belgique, les internationalistes épousent les thèses libertaires auxquelles se rallie également une partie des Français. Anglais et Suisses, plus réservés, inclinent eux aussi vers les idées bakouniniennes. Quant aux Allemands, ils suivent Marx. Mais il est vrai que l'échec de la Commune de Paris et la répression qui s'ensuit ont porté un coup sévère aux espérances révolutionnaires.

La Commune de Paris

La propagande officielle des Versaillais s'est efforcée de dépeindre la Commune comme une conspiration fomentée de l'étranger par des aventuriers installés à Londres. Or, le 4 septembre 1870, le Comité central de l'Internationale adresse aux ouvriers français une mise en garde contre toute *insurrection prématurée*.

La Commune n'a duré que 73 jours, du 18 mars au 28 mai 1871. Elle a pourtant inscrit, dans la réalité, une série de mesures administratives, économiques, politiques... l'essentiel des théories proudhoniennes. Le 23 mars 1871, le Comité Central définit ses buts : *l'autonomie communale, la fin du principe d'autorité, la liberté la solidarité, le crédit, l'association [...] bref la révolution communale, base de la révolution sociale*. Au lendemain des élections (légalles puisque l'appel au suffrage universel a été contresigné par les maires des arrondissements parisiens et approuvé par Thiers, chef du pouvoir exécutif) la Commune

s'installe le 28 mars 1871. Beslay, ami de Proudhon, prononce le discours d'inauguration.

Les 19 et 20 avril, la *Déclaration au peuple français* expose le programme de la Commune. Cette déclaration a été rédigée par Pierre Denis et Delescluse, tous deux proudhoniens. Elle revendique *l'autonomie absolue de la commune étendue à toutes les localités de France [...] et n'ayant pour limites que le droit d'intervention égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'association doit assurer l'unité française. C'est là le fédéralisme total, d'où le nom de fédérés* donné à tous les partisans de la Commune.

Elle réclame également *le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité, et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres. La garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et de la liberté du travail. L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées. L'organisation de la défense urbaine et de la garde nationale qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité.*

Le 11 mars 1870, Eugène Varlin publie dans le journal de Rochefort, *La Marseillaise*, un long article sur la révolution sociale, article qui écarte le communisme de Marx et prône un collectivisme libertaire. *Qui, en un mot, va organiser la production et la répartition des produits ? À moins de vouloir tout ramener à un État centralisateur et autoritaire qui nommerait les directeurs d'usines, de manufactures, de comptoirs, de répartition, lesquels directeurs nommeraient à leur tour les sous-directeurs, contremaîtres, chefs d'atelier, etc. et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient sans liberté ni initiative, à moins de cela nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités.*

Pour les anarchistes, les enseignements de l'expérience des communards restent toujours actuels.

Lutte anticléricale. La Commune affirme ses sentiments anticléricaux, laïcise l'enseignement, sépare l'Église de l'État, supprime le budget des cultes, déclare *propriétés nationales*, les biens de l'Église.

Antimilitarisme. Abolition de l'armée. *Cette armée permanente qui prend des hommes et rend des esclaves*, disait Eugène Varlin, est remplacée par le peuple armé.

Internationalisme. Fraternalisation avec tous les peuples marquée par l'exaltation de l'Internationale et la chute de la colonne Vendôme, symbole de *la prostitution monarchique et de la conquête guerrière*.

Autonomie et fédéralisme des communes.

Démocratie directe, de bas en haut. La souveraineté du peuple s'affirme sans intermédiaire. Le Conseil de la Commune, les Clubs, la Fédération de la Garde nationale reflètent le triomphe de *la base*.

C'est donc bien la fin de l'État traditionnel. Le principe anarchiste s'oppose ainsi au caractère dictatorial de la commune jacobine. *C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la Patrie ses malheurs et ses désastres.*

La scission de l'Internationale

Au moment où la commune sent la pression des Versaillais se resserrer, ses dirigeants lancent un dernier appel aux grandes villes ; mais celui-ci ne rencontre pas d'écho. Certes, Saint-Étienne, Narbonne, Toulouse, Limoges, Le Creusot, Marseille, voient surgir d'éphémères Communes. Mais les troupes régulières ont vite raison de ces mouvements fédératifs. En septembre 1870, Bakounine a pu personnellement mesurer à Lyon les difficultés de l'entreprise. Menée par le Comité central fédératif et le Comité central du Salut de la France, la

Commune lyonnaise ne réussit pas à survivre et, fin octobre 1870, Bakounine, vieilli et désabusé, reprend la route de la Suisse après avoir constaté : *Le peuple de France n'est plus révolutionnaire du tout. L'ère des soulèvements spontanés semble close.*

Déjà divisée, l'Internationale peut-elle survivre à pareil échec ? À La Haye, le 7 septembre 1872, Bakounine est exclu de l'Internationale. Qui peut alors prévoir que ses amis jurassiens vont, durant quelques années, regrouper toutes les fédérations nationales hostiles au Conseil marxiste transporté à New-York ? Le 15 septembre 1872, un Congrès extraordinaire regroupe à Saint-Imier (Suisse) les délégués des fédérations dissidentes : espagnole, italienne, jurassienne, auxquels s'ajoutent des délégués américains et français, dont Pindy, ancien gouverneur de l'Hôtel de Ville parisien durant la Commune. Considéré comme l'acte de naissance de l'anarchisme le Congrès de Saint-Imier pose les principes essentiels de la nature de l'action politique du prolétariat.

Considérant :

Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire.

Que nul n'a le droit de priver les sections et fédérations autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme.

Que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes.

Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante.

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare

que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Ainsi, au moment où le Conseil général de New-York ne représente plus que lui-même, le regroupement des internationaux s'opère au sein de l'*Internationale Antiautoritaire*. Du 1er au 6 septembre 1873, un Congrès réunit les représentants des Fédérations antiautoritaires à Genève. Sixième Congrès général de l'AIT, il vote l'abolition du Conseil général et l'autonomie complète des fédérations et des sections. Un septième Congrès, à Bruxelles en septembre 1874, et un huitième Congrès, à Berne en octobre 1876, entérinent la décentralisation de l'organisation en même temps qu'ils appellent à l'unité les divers courants socialistes, cependant que l'italien Malatesta parle de *révolution permanente* et de *propagande par le fait*.

En octobre 1873, Bakounine, épuisé, démissionne de la Fédération jurassienne. *Je ne suis qu'un bourgeois, écrit-il à ses amis, et comme tel, je ne saurais faire autre chose parmi vous que de la propagande [...]* *J'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques est passé. Dans les neufs dernières années on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si*

les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes.

Le vieux lutteur se retire dans la propriété que son ami Cafiero vient d'acquérir sur les bords du lac Majeur. L'insouciance et l'inconscience de Bakounine dilapident cette fortune. À Berne, le 1er juillet 1876, une crise d'urémie emporte cet éternel révolté qu'un fonctionnaire anonyme inscrit sur le registre des décès sous la mention : *Michel de Bakounine, rentier.*

- 4 -

DES ATTENTATS AU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Le temps des actes

L'Espagne

Les Fédérations espagnole et italienne (où l'influence des antiautoritaires proches de Bakounine avait toujours été prépondérante) s'efforcent en ces années de désorganisation du mouvement ouvrier de montrer qu'au-delà des paroles et des congrès le temps des actes est arrivé.

Le 19 juin 1870, s'est déroulée, à Barcelone, le premier Congrès de la section espagnole de la Première Internationale ; 40.000 travailleurs y sont représentés. La résolution relative à *l'Organisation des travailleurs* préconise bien avant la constitution des *Bourses de travail* en France, la mise sur pied de fédérations de métiers unies dans une fédération régionale.

Dans chaque localité, on organisera, en sections spécialisées, les travailleurs de chaque métier ; on constituera, en outre, la section d'ensemble qui comprendra tous les travailleurs appartenant à des métiers n'ayant pas encore constitué de section spéciale : ce sera la section des métiers divers.

Toutes les sections de métier d'une même localité se fédéreront et organiseront une coopération solidaire appliquée aussi aux questions d'entraide, d'instruction, etc. qui présentent un grand intérêt pour les travailleurs.

Les sections d'un même métier appartenant à différentes localités se fédéreront pour constituer la résistance et la solidarité dans leur profession.

Les fédérations locales se fédéreront pour constituer la Fédération régionale espagnole qui sera représentée par un Conseil fédéral élu par les congrès.

Toutes les sections de métiers, les fédérations locales, les fédérations de métiers, de même que la Fédération régionale se régiront d'après leurs règlements propres, élaborés par leurs congrès.

Tous les travailleurs représentés par les congrès ouvriers décideront, par le truchement de leurs délégués, des modes d'action et de développement de notre organisation.

Le 1er septembre 1871, trente-cinq ans avant la célèbre *Charte d'Amiens*, la conférence de Valence met sur pied un type de coopération par métier et développe ses thèses universalistes.

Considérant que la signification réelle du mot "République" est "chose publique", donc ce qui est propre à la collectivité et englobe la propriété collective ;

Que "démocratie" signifie le libre exercice des droits individuels, ce qui n'est praticable que dans l'anarchie, c'est-à-dire par l'abolition des États politiques et juridiques au lieu desquels il faudra constituer les États ouvriers dont les fonctions seront purement économiques ;

Que les droits de l'homme ne peuvent être soumis aux lois car ils sont imprescriptibles et inaliénables ;

Qu'en conséquence, la Fédération doit avoir un caractère purement économique ;

La Conférence des travailleurs de la région espagnole de l'Internationale des Travailleurs réunie à Valence déclare :

Que la véritable république démocratique et fédérale est la propriété collective, l'anarchie et la Fédération économique, c'est-à-dire la libre fédération universelle des libres associations ouvrières, agricoles et industrielles, formule qu'elle adopte intégralement.

À la fin de 1872, 25.000 adhérents se répartissent dans les dix fédérations locales d'Espagne. Le gouvernement de Madrid déclare alors l'Internationale *hors-la-loi*. La proclamation de la République, en février 1873, ouvre dans tout le pays la voie aux émeutes et aux insurrections. En dépit des principes qui établissent l'éloignement du mouvement anarchiste de toute lutte politique, des anarchistes prêtent main forte aux républicains. En 1874, la répression s'exerce donc contre les locaux, les journaux et les militants. Le mouvement anarchiste se développe alors dans la clandestinité.

En juin 1874, un Congrès clandestin tenu à Madrid met au point un *Manifeste aux travailleurs* qui spécifie : *Dès ce jour, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus ou que la révolution sociale ait triomphé, tout exploiteur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur qui, confiant dans l'impunité que lui promet l'État, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible et ses propriétés seront livrées au feu, afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux.*

En dépit de la véhémence du ton employé, le bulletin de la Fédération Jurassienne n'hésite pas à reproduire le *Manifeste aux Travailleurs*. C'est qu'en septembre 1872 déjà, au Congrès jurassien de Saint-Imier, Bakounine a terminé un de ses rapports par cette phrase : *La Commission recommande la section espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour.*

Une scission était d'ailleurs intervenue entre la minorité marxiste de la Fédération espagnole, qui constitue la Nouvelle Fédération madrilène, et

les autonomistes groupés dans la Fédération régionale espagnole contrainte de mener une existence clandestine jusqu'en 1888.

L'Italie

Profondément influencée par Bakounine, la Fédération italienne, née à Rimini en août 1872, est entraînée par des personnalités comme Malatesta, Costa, Cafiero, pour lesquels la prison ou l'exil tiennent lieu de pain quotidien. Traqués dès leurs premières réunions, ils créent une organisation secrète, *Le Comité italien pour la Révolution Italienne*. Au cours de l'été 1874, des soulèvements épisodiques secouent la Romagne, la Toscane, les Pouilles. Alertée, la police brise facilement ces coups de main. Les inculpés profitent du jugement public pour plaider la cause de l'anarchie et sont acquittés.

Malatesta, qui vient d'adhérer à la franc-maçonnerie, déploie une singulière activité ; en Espagne tout d'abord, en Hongrie ensuite, contre les Turcs, en Serbie avant de rejoindre après 1884 l'Argentine, la Patagonie, la Belgique, la Suisse, Cuba, la Hollande, la Grande-Bretagne. Caisse de machine à coudre, charrette de foin, déguisements divers, tout est bon pour déjouer la surveillance policière.

Pour Cafiero et Malatesta, il est nécessaire d'éclairer les masses paysannes miséreuses et illettrées sur la vraie nature du socialisme. Dans ce but, chasser les représentants de l'État et les propriétaires de quelques villages paraît la première étape révolutionnaire. Il sera alors possible d'appliquer la formule : *À chacun selon ses propres forces, à chacun selon ses besoins*. En faisant progressivement tache d'huile, le mouvement s'étendra à tout le pays. *La propriété collective des produits du travail et le fait insurrectionnel destiné à affirmer par des actes les principes socialistes* apparaissent ainsi parfaitement réalisables.

La tentative du printemps 1877 ne corrobore cependant pas ces espoirs. En compagnie du russe Serge Stepniak, Cafiero et Malatesta rassemblent, dans la province du Bénévent, un groupe d'une trentaine d'hommes armés, envahissent quelques villages et brûlent, sur la place publique, archives et papiers officiels raflés dans les mairies. Tout

heureux de recevoir l'argent des caisses publiques, de retrouver leurs haches confisquées pour délits forestiers, les paysans acclament *la Révolution sociale* et le drapeau rouge, d'autant que les curés de deux villages reconnaissent en Malatesta et ses hommes les vrais apôtres du Seigneur.

Encerclés par les carabinieri, la petite troupe tient la campagne pendant quelques jours. Affamés, transis, désabusés... il faut se rendre. En prison, Cafiero rédige un résumé du *Capital* de Marx, largement diffusé par la suite en France et en Italie. Jugés en août 1878, les "bandits" sont tous acquittés, mais la tactique de l'insurrection révolutionnaire semble à présent compromise.

Pourtant, l'idée de la *propagande par le fait* chemine. Paul Brousse écrit, en août 1877, dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* : *Les socialistes révolutionnaires cherchent par les émeutes dont ils prévoient parfaitement l'issue, à remuer la conscience populaire [...]* *L'idée sera jetée, non sur le papier, non sur le journal, non sur un tableau [...]* *elle marchera, en chair et en os, vivante devant le peuple.*

L'exemple des nihilistes et terroristes russes va-t-il faire se lever en Europe des adeptes résolus de la violence ? *Il faut venir en aide à toutes les grèves et émeutes, les provoquer même, et cela à main armée. Mourir en défendant ses idées vaut dans tous les cas mieux que se suicider par suite de mauvais traitements.* Ces lignes d'un révolutionnaire russe parues dans le *Bulletin Jurassien* ne restent pas sans écho. En 1878, l'ouvrier Hoedel, le docteur Nobilihg, ouvrent le feu sur l'Empereur d'Allemagne. Oliva Moncasi tente de tuer le roi d'Espagne. Plus tard, le couteau d'un cuisinier nommé Passamente menace le roi d'Italie.

Certes, ces exaltés ne sont point anarchistes, mais les Jurassiens voient en eux des martyrs de la bonne cause. Le 10 décembre 1878, les autorités helvétiques interdisent le journal de Brousse *L'Avant-Garde* en raison d'articles jugés favorables aux régicides.

Le Congrès de Fribourg publie une résolution exprimant ses sympathies à Hoedel, *nouveau martyr des revendications populaires [...]* *qui a su*

sacrifier sa vie pour lancer un superbe défi à la société, et avec son sang jaillissant sous la hache du bourreau a su inscrire son nom sur la longue liste des martyrs qui montrent au peuple la route vers un meilleur avenir, vers l'abolition de toutes les servitudes économiques et politiques.

Quelques années plus tard, Kropotkine pousse à l'extrême cette exaltation du poignard et de la dynamite dans le journal *Le Révolté* dont il assume la responsabilité.

Kropotkine

Pierre Alexeïévitch Kropotkine est né le 27 novembre 1842 à Moscou au sein de la plus haute aristocratie russe. Il fait ses études au Corps des Pages et de 1862 à 1867 est affecté comme officier auprès du général gouverneur de la région d'Irkoutsk. Il profite de ce séjour pour entreprendre des expéditions scientifiques en Sibérie et en Mandchourie. Il sympathise avec l'insurrection polonaise de 1863 et finit par démissionner de l'armée.

Il consacre son temps à de nouvelles expéditions et des recherches de zoologie et d'anthropologie. Ses études sur l'époque glaciaire le conduisent à mettre au point une théorie de l'époque glaciaire et des glaciations quaternaires,

Venu en Suisse en 1872, Kropotkine fait connaissance avec les horlogers du Jura qui, par leur travail artisanal et indépendant, éprouvent une certaine aversion contre tout régime autoritaire. Peu sensibles aux luttes de classes, ils en sont venus à admettre la nécessité d'une certaine violence si les gouvernements refusent d'entrer dans la voie des réformes. La confiance qu'ils portent à l'Association Internationale des Travailleurs est entretenue par les réunions nocturnes qui rassemblent les sympathisants des villages voisins.

Kropotkine rencontre l'horlogier Adhémar Schwitzguebel, James Guillaume, à présent chef d'atelier dans une petite imprimerie de Neuchâtel. En Suisse, il s'affilie à la Première Internationale,

fréquente la Fédération jurassienne et prend conscience des thèses anarchistes. De retour en Russie, il adhère au Cercle que Nicolas Tchaïkorsky, étudiant en chimie et anarchiste, a fondé en 1869. Arrêté en 1874, il est enfermé dans la sinistre forteresse Pierre et Paul. Il réussit à s'évader en 1876 et connaît la vie des émigrés en Angleterre, en Suisse, en France. Plusieurs fois arrêté et emprisonné pour ses idées jugées subversives il continue ses travaux scientifiques, collabore avec Élisée Reclus à *La Nouvelle Géographie Universelle*.

Sous le nom de Lévachof, Kropotkine se rend au neuvième et dernier Congrès international de la section bakouniniste de la Première internationale (6-8 septembre 1877). Des divergences se manifestent sur la nécessité d'appuyer chaque pays engagé dans la voie révolutionnaire. Mais l'unanimité se fait pour condamner tous les partis politiques *qu'ils se disent socialistes ou non ; tous ces partis, sans distinction forment [...] une masse réactionnaire* qu'il importe de combattre.

À présent, le débat essentiel tourne en effet autour du problème des partis. Or, la Fédération belge qu'anime César de Paepe (1848-1890) abandonne les thèses anarchistes et rejoint les rangs du socialisme. De Paepe est arrivé à l'idée qu'il s'agit moins dans cette civilisation moderne de détruire l'État que de le transformer.

Les délégués de la Fédération jurassienne, réunis à Fribourg début août 1878, estiment alors que, dans cet état de crise, il est sage de ne plus participer aux congrès ou conférences de l'Internationale. À cette date, James Guillaume a quitté la Suisse et s'est installé à Paris. Pourtant, autour de Kropotkine et d'Élisée Reclus, un effort de réflexion se développe, dont le Congrès de la Fédération jurassienne de la Chaux-de-Fonds (octobre 1879) porte l'empreinte. Désormais, les anarchistes revendiquent l'appellation de *communiste*. Face aux communistes *autoritaires*, ils se disent communistes *libertaires* ou communistes *anarchistes*.

Le dernier Congrès de la Fédération jurassienne, tenu à La Chaux-de-Fonds les 9 et 10 octobre 1880, retient pour but ce communisme anarchiste *conséquence nécessaire et inévitable de la révolution sociale*.

Ainsi, au moment même où disparaît définitivement la Première Internationale, tout s'est clarifié : d'un côté les *marxistes*, de l'autre les *libertaires*. Aux *communistes d'État* s'opposent les *communistes anarchistes*. Des deux côtés, on admet l'appropriation des moyens de production. Ici, des structures centralisées, là des *communes* c'est-à-dire des libres groupements humains. À l'ancienne rivalité *mutuellistes / collectivistes* s'est substitué le fossé qui sépare les *étatistes* des adeptes de la formule blanquiste *Ni Dieu ni Maître*. Il reste à faire passer dans les faits cette doctrine nouvelle, au moment même où le mouvement socialiste affirme, année après année, son implantation dans tous les pays.

En France, les années de poudre...

Avec les bombes et les coups de poignard, une furie destructrice semble emporter certains groupes anarchistes des années 1900. Dans cette crise de jeunesse, l'activisme supplée à la réflexion, mais pour longtemps, aux yeux d'une opinion publique horrifiée, *anarchie* devient synonyme de *désordre absolu* et les *anarchistes* sont considérés comme de *dangereux malfaiteurs*.

Un courant autonome

Dans la France des années 1871-1880, les nouveaux adeptes de la violence n'ont pas manqué de s'interroger sur l'ampleur de la répression des communards : 30.000 tués, 38.500 arrestations, des milliers de fugitifs. Mais le vote de la loi d'amnistie du 11 juillet 1880 ouvre les prisons et les bagnes. Le 23 octobre 1879, le *Troisième Congrès ouvrier* se réunit à Marseille. Il rassemble des anarchistes tel Jean Grave, délégué des cordonniers de Marseille, des positivistes, des socialistes collectivistes. Le Congrès décide la création d'un parti neuf, la *Fédération du Parti des Travailleurs socialistes de France*. L'influence anarchiste y est sensible puisqu'on affirme que les moyens de production arrachés à leurs propriétaires seront mis à la disposition des travailleurs.

C'est qu'en effet les délégués marseillais avaient préconisé la participation du prolétariat aux élections et aux fonctions électives. La vieille opposition marxistes / anarchistes réapparaissait. En juillet 1880, les Congrès régionaux de Marseille, Lyon et Paris témoignent de la force du courant anarchiste. À Marseille, le président lève la séance en exaltant la Révolution et l'Anarchie. À Lyon, on déclare *ne rien espérer de la politique*. À Paris, Jean Grave déclare sans équivoque : *Par révolution, nous entendons le renversement par la force, c'est-à-dire à coups de fusil, de tout ce qui constitue le gouvernement actuel, administration, magistrature, police et armée ; enfin nous entendons employer le peloton d'exécution, aussi bien contre ceux qui voudraient escamoter la révolution à leur profit que contre ceux qui voudraient nous empêcher de l'accomplir. Oui, nous sommes anarchistes et la propagande à faire dans ce peuple, c'est de lui démontrer que, dans une révolution, au lieu d'aller bêtement à l'Hôtel de Ville y proclamer un gouvernement quelconque, il faut qu'il n'y aille que pour fusiller celui qui tenterait de s'y établir.*

Le quatrième congrès ouvrier socialiste, qui se tient au Havre en novembre 1880, consacre la scission entre modérés et anarchistes. Les modérés siègent salle Franklin, les collectivistes et les anarchistes salle de l'Union lyrique. Le programme d'action immédiate est adopté par 43 voix contre 10. Les anarchistes ont fait ajouter un amendement précisant que la propriété collective soit considérée *comme une phase transitoire vers le communisme libertaire*. Mais ils doivent admettre d'attendre le résultat des élections législatives de 1881 *avant d'inaugurer activement la propagande par le fait*.

Les résultats électoraux ne sont alors guère enthousiasmants : 60.000 voix pour la *Fédération du Parti des travailleurs socialistes*. Mais Jules Guesde reste décidé à poursuivre l'expérience électoraliste.

À la suite de divergence sur le contrôle des mandats des délégués venus assister, à Paris, au Congrès régional du Centre (22 mai 1881), les anarchistes tiennent isolément leur propre congrès du 25 au 29 mai. La date du 22 mai 1881 marque ainsi la séparation officielle du courant anarchiste et des autres groupes socialistes. Ce Congrès trace par

ailleurs l'essentiel des orientations à venir : répudiation du suffrage universel, appel à la propagande par le fait que certains compagnons vont à présent mettre en pratique.

Le terme de *compagnon* par lequel les anarchistes se désignent a été utilisé d'abord en Belgique, affirme Jean Maitron, qui cite une lettre de Paul Robin : *Nous disons compagnon, en Belgique, c'est encore moins homme du monde que citoyen*. Les recherches du même historien montrent bien la tonalité particulière de ce terme. *Quant les républicains, s'écrie Tévenin jugé devant la cour d'assise de l'Isère, ont voulu se désigner séparément des monarchistes ils ont pris l'appellation de "citoyen" ; nous qui méprisons le droit de cité, nous avons cherché un terme absolument ouvrier et nous avons adopté celui de compagnon ; cela veut dire compagnon de lutte, de misère, quelquefois aussi de chaîne.*

James Guillaume écrit en 1905 *Pour les ouvriers, la qualité de producteur prime la qualité de citoyen ; c'est pour cela que les membres de l'internationale s'appelaient entre eux "compagnons" et non "citoyens"*.

Ces compagnons appartiennent non à un parti, mais à des groupes locaux dépourvus de structures et vivant d'une vie autonome. Le groupe est pour eux une simple *école éducative ; il n'y a ni bureau ni caisse, chacun est indépendant. Les adhérents s'occupent d'être eux-mêmes, puis se développent, s'instruisent ; l'on discute afin de savoir ce qui est bien et ce qui est mal et chacun agit suivant les facultés que lui permet son tempérament. L'on ne dit à personne faites ceci ou faites cela, et jamais vous ne deviez pas le faire, mais voilà ce qui est bien, voilà ce qui est mal, voilà ce qu'il conviendrait de faire.*

École éducative, le groupe est aussi un lieu de camaraderie, de rendez-vous pour libres discussions avec des amis connus ou des compagnons de passage auxquels nul ne s'aviserait de faire décliner leur identité et où personne ne se préoccupe de verser ou d'encaisser des cotisations.

Quelle force numérique représentent alors les groupes anarchistes ?

En 1881, on recense une quarantaine de groupes disséminés à travers la France. En 1884, les treize groupes parisiens rassemblent quelque 200 membres. On voit la modestie des effectifs, modestie compréhensible, car il n'existe alors aucun "parti" politique et le nombre des compagnons fréquentant les groupes ne révèle pas le chiffre des sympathisants.

Vers la fin du siècle, la presse libertaire atteint cependant un public varié. Les principaux journaux sont alors *L'En-dehors* de Zo d'Axa, *Le Pot à colle*, *La Revue libertaire*, *Le Père Peinard* d'Émile Pouget, *Le Révolté*, puis *Les temps nouveaux* de Jean Grave, *Le libertaire* de Sébastien Faure et Louise Michel.

Premières violences

Les compagnons qui préconisent alors la propagande par le fait trouvent dans les conclusions du Congrès de Londres (14 juillet 1881) de sérieux motifs de satisfaction. Devant la perspective d'une proche révolution générale, le Congrès préconise de porter l'action *sur le terrain de l'illégalité* et donne même une recette en ce sens : *Les sciences techniques et chimiques ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre encore de plus grands à l'avenir, le Congrès recommande aux organisations et individus faisant partie de l'Association internationale des Travailleurs de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences comme moyen de défense et d'attaque.*

Le 23 octobre 1882, au petit matin, une bombe explose au restaurant du Théâtre Bellecour à Lyon, provoquant la mort d'un employé et des dégâts considérables. La presse et les orateurs anarchistes ayant depuis quelque temps dénoncé ce restaurant comme un repaire de *la fine fleur de la bourgeoisie et du commerce*, l'anarchiste Cyvoct est arrêté sans preuves très formelles, jugé et expédié au bagne...

La même année 1882, courant anarchiste et révolte populaire se conjuguent au Creusot et à Montceau-les-Mines, où se succèdent menaces expédiées aux notables, incendie de chapelle, bris de croix, attaques de demeures du personnel de direction. De lourdes peines de

travaux forcés mettent fin aux activités de la *Bande Noire*, société secrète dont quelques membres lisent le journal anarchiste *Le Révolté*.

Croyant déceler, dans cette agitation, les premiers symptômes d'un complot insurrectionnel patronné par les anarchistes, le gouvernement fait arrêter dans la région lyonnaise une fournée de militants notoires, tous jeunes ou adultes, presque tous des ouvriers, dont 66 sont ensuite déférés, début janvier 1883, devant le tribunal correctionnel de Lyon. Les débats donnent aux inculpés l'occasion d'affirmer publiquement leurs convictions tandis qu'Élisée Reclus écrit vainement au juge d'instruction de Lyon une lettre demandant son inculpation. Quatre des inculpés sont condamnés à cinq ans de prison. Kropotkine sort de Clairvaux le 17 janvier 1886, après avoir rédigé d'innombrables articles scientifiques, durant ces années d'emprisonnement. L'administration du journal *Le Révolté* s'installe à Paris. Le nom change, *La révolte*, *Les Temps nouveaux*, mais Jean Grave, jusqu'en 1914, en dirige la rédaction.

À l'heure où les prisons de la République s'ouvrent aux anarchistes, la misère des mineurs de Decazeville provoque la célèbre émeute de janvier 1886. La colère de la foule se cristallise sur l'ingénieur le plus détesté, Watrin, sous-directeur de la compagnie minière. Il est frappé à la tête, défenestré, puis lynché, son nom devenant par la suite symbole d'acte radical. *Notre devise*, écrit par exemple un journal anarchiste de 1887, *est de watriner les buveurs de sueur humaine*.

Ainsi les anarchistes, en cette fin d'un XIXe siècle où le drame de la condition ouvrière reste une réalité (les enfants travaillent dès leur plus jeune âge et l'espérance de vie des ouvriers ne cesse de diminuer), s'efforcent-ils d'animer ou de participer aux explosions de révolte populaire. *Quand il n'y a pas de pain on tape sur la viande !* s'écriera un de leurs orateurs. *Et s'il le faut, on trouvera à coup de piques et de pieux la viande des ventres qui pend à l'étal du gouvernement*.

Le 9 mars 1883, Mareuil, Louise Michel, Pouget, drapeaux noirs déployés, prennent la tête d'une manifestation de chômeurs, Sur le parcours, trois boulangeries sont pillées. Des bagarres éclatent avec la police. Mareuil et Pouget sont arrêtés. On saisit chez Pouget un lot de brochures *À l'armée !*. Louise Michel se constitue prisonnière. Le procès

se déroule le 21 juin devant les assises de la Seine. Verdict : 8 ans de réclusion pour Pouget, 6 pour Louise Michel.

Enfermée d'abord à Saint-Lazare avec les prostituées et les voleuses, Louise Michel étudie les différents argots de la même manière qu'elle avait étudié les dialectes canaques. Transférée ensuite à la centrale de Clermont, elle est amnistiée en 1886 après être sortie un court moment, sur intervention personnelle de Clémenceau, pour assister aux derniers instants de sa vieille mère. En janvier 1888, une tentative d'assassinat est perpétrée contre Louise Michel, qui réussit à faire acquitter son assassin !

L'appel à la violence, la soif passionnée d'un monde juste et égalitaire, va pourtant se concrétiser dans des actes individuels qui, depuis cette époque et jusqu'à nos jours, ont valu aux anarchistes une réputation de terroristes.

Il reste pourtant difficile d'isoler la violence anarchiste du contexte politique. Terroristes, illégalistes, bandits tragiques méritent ainsi d'être replacés dans leur époque, dans une société où les grands principes posés par la Révolution de 1789 ne s'incarnent pas réellement dans la vie quotidienne des travailleurs, où une génération entière, passant de la campagne à l'usine est broyée par un capitalisme sauvage et primitif.

La reprise individuelle

Certains compagnons trouvent que la propagande donne des résultats médiocres. Ils décident donc de s'attaquer directement à la propriété soit pour récupérer à leur profit ce que la société, estiment-ils, leur a volé, soit pour apporter des ressources au mouvement.

Clément Duval, membre du groupe *La Panthère des Batignolles*, pille ainsi, en octobre 1886, un hôtel particulier de la rue Monceau, à Paris. Il estime, en effet, que lorsque *la société vous refuse le droit à l'existence, on doit le prendre et non tendre la main*. Il s'agit, en somme, de prendre le nécessaire là où existe le superflu, de faire rendre gorge *aux accapareurs*.

L'italien Pini, cordonnier à Paris et membre du groupe *Les Intransigeants*, s'efforce pendant quelque temps de réaliser le même idéal. Il rêve même d'*exproprier* le Pape et commence par opérer dans les communautés religieuses de la région parisienne. En 1889, le montant de ses butins s'élevait à 500.000 francs de l'époque. Jugé en novembre 1890, il déclare devant le tribunal : *Nous, anarchistes, c'est avec l'entière conscience d'accomplir un devoir que nous attaquons la propriété, à un double point de vue : l'un pour affirmer à nous-mêmes le droit naturel à l'existence que vous, bourgeois, concédez aux bêtes et niez à l'homme ; le second pour nous fournir le matériel propre à détruire votre baraque et, le cas échéant, vous avec elle.*

Ces actes nouveaux contribuent à éloigner un peu plus les anarchistes des socialistes guesdistes. C'est sûrement Marius Jacob (né le 27 septembre 1879 à Marseille) qui reste la figure la plus typique de cette *reprise*. Ce fils d'ouvriers, élève des Frères des Écoles Chrétiennes puis mousse et typographe, fréquente à 17 ans les milieux anarchistes. Réduit au chômage, il devient ennemi de la propriété. Le 1er avril 1897, sa première *reprise* est un coup de maître. En compagnie de Roques et de deux autres anarchistes, il dévalise un des commissionnaires au Mont de Piété de Marseille. Au cours de sa carrière, Jacob opère de la sorte 156 *reprises*. Il s'agit toujours d'argent, de bijoux, de tableaux... appartenant à des nobles, des juges, des *nantis*. Puis, Jacob met sur pied une bande de douze individus, *Les travailleurs de la nuit*, qui opèrent en France dans une zone déterminée et remportent succès sur succès. Finalement, arrêté en 1904, Jacob est déféré devant les Assises d'Amiens. Condamné aux travaux forcés à perpétuité, il est embarqué pour la Guyane en novembre 1905. Il a 24 ans. On comprend pourquoi Maurice Leblanc a choisi Marius Jacob comme modèle de son Arsène Lupin...

Propagande par le fait

La *reprise individuelle* est donc, dans l'esprit de ses auteurs, la récupération de la propriété jugée comme un vol. Le terrorisme est un moyen beaucoup plus radical d'abattre les dirigeants d'une société que l'on considère *corrompue* ; c'est donc bien la véritable *propagande par*

le fait recommandée par le Congrès de l'Internationale tenu à Londres en 1881.

Les journaux anarchistes divulguent alors de multiples recettes permettant de fabriquer des explosifs. En juillet 1883, un grand journal lyonnais, *La Lutte*, écrit ainsi *Sous ce titre, "produits anti-bourgeois" nous mettrons sous les yeux de nos amis les matières inflammables et explosives les plus connues, les plus faciles à manipuler et à préparer, en un mot les plus utiles [...] il faut que pour la lutte prochaine chacun soit un peu chimiste.*

Une brochure appelée *L'indicateur anarchiste* dévoile aux compagnons les secrets de cette chimie particulière. *Camarade*, affirme la préface de ce manuel, *il est absolument inutile de te faire un épouvantail de la fabrication des produits détonants ou explosifs. En suivant scrupuleusement nos prescriptions, tu peux manœuvrer en toute confiance ; un enfant de douze ans ferait tout aussi bien que toi.* Suit alors la liste des substances explosives : nitrobenzine, poudre verte... la fabrication des bombes fait l'objet d'une longue description tout comme celle des balles incendiaires et explosives.

Il convient naturellement de se souvenir que le gaz *au point de vue révolutionnaire peut rendre de grands services, d'autant qu'il se trouve presque partout. On peut faire sauter une maison par le gaz, on peut aussi faire sauter presque un quartier tout entier.*

Le feu, la bombe, l'explosif auront facilement raison du vieux monde et cette certitude triomphante transparait dans la conclusion de *L'indicateur anarchiste* : *Que tous les monuments qui pourraient servir de point de ralliement à une autorité quelconque soient jetés bas, sans pitié ni remords. Faites sauter les églises, les couvents, les casernes, les prisons, les préfectures, les mairies [...] Brûlez toutes les paperasses administratives, partout où elles se trouvent. Au feu les titres de propriété, de rente, d'actions, d'obligations, les hypothèques, les actes notariés, les actes de société. Au feu le grand livre de, la dette publique, ceux des emprunts commerciaux et départementaux, les livres de banques, de maisons de commerce, les billets à ordre, les chèques, lettres de change. Au feu les papiers de l'état-civil, du*

recrutement, de l'intendance militaire, des contributions directes et indirectes.

Les attentats

Les premiers attentats commencent en 1881. Jusqu'en 1892, il s'agit de faits isolés dont l'opinion ne se soucie guère. Le 20 octobre 1881, le jeune tisseur Émile Florian, ne pouvant tuer Léon Gambetta, décharge son revolver sur le premier *bourgeois* rencontré, un médecin, avenue de Neuilly. Résultat immédiat : vingt ans de travaux forcés. Le 16 novembre 1883, un adolescent, Paul-Marie Curien, lecteur de journaux anarchistes, ne peut abattre Jules Ferry, président du Conseil ; il doit se contenter de menacer l'huissier de service : trois ans de prison.

Début 1884, Louis Chaves, qui se dit *anarchiste convaincu et d'action*, ancien jardinier dans un couvent marseillais, tue la mère supérieure, blesse son adjointe, tire sur les gendarmes, est abattu par eux. Le 5 mars 1886, la Bourse de Paris, temple du capitalisme, est en émoi. L'anarchiste Charles Gallo, âgé de 27 ans, vient de jeter un flacon d'acide prussique et de tirer des coups de revolver. Traduit devant la Cour d'Assises de la Seine, son attitude fait sensation : il affirme se moquer des lois, s'adresse *au citoyen président, aux citoyens jurés*, crie *Vive la Révolution sociale ! Vive l'anarchie ! Vive la dynamite !*

De 1892 à 1894, les attentats se succèdent et l'heure de Ravachol arrive. François Koenigstein, dit Ravachol, du nom de sa mère, est né le 14 octobre 1859 à Saint-Chamond. Son père était lamineur, sa mère moulinière en soie. Le père ayant déserté le foyer, Ravachol connaît une difficile jeunesse : vacher, berger, aide-mineur, aide-chaudronnier, apprenti-teinturier, manuvre. À 21 ans, il fréquente les réunions du Parti Ouvrier, lit des journaux collectivistes, devient anarchiste, s'exerce à fabriquer des explosifs. Il se lance dans la contrebande, fabrique de la fausse monnaie et poussé par la nécessité, en vient au crime. En mai 1891, à Terrenoire, il profane la sépulture de la comtesse de la Rochetaillée, mais ne trouve aucun bijou sur le cadavre. Un mois plus tard, il assassine à Chambres un ermite de 92 ans et dérobe 15.000

francs. En juillet, le meurtre de deux quincaillères stéphanoises lui rapporte seulement 48 sous...

Pour échapper aux recherches, Ravachol arrive à Saint-Denis chez le compagnon Chaumartin. Il suit le procès des trois anarchistes Decamps, Dardare et Léveillé, arrêtés et passés à tabac au soir du 1er mai 1891, lit la longue plaidoirie de Léveillé, écrite par Sébastien Faure. Ulcéré par le verdict qui frappe les trois inculpés, Ravachol décide de les venger. Le 11 mars, il fait sauter à l'aide d'une marmite explosive l'immeuble dans lequel habite le juge Benoît, 136 bd Saint-Germain. Le 27 mars, la maison du substitut Bulot, rue de Clichy, est ravagée par un engin contenant 120 cartouches. Dans les deux cas, on relève des blessés et les dégâts sont considérables. Chaumartin ayant été arrêté sur dénonciation d'une auxiliaire de la police, le signalement de Ravachol est rapidement diffusé. Or, le 27 mars, au sortir de la rue de Clichy, Ravachol s'arrête déjeuner au restaurant Véry, boulevard Magenta. Là, il essaie (imprudance fatale) de convertir aux théories anarchistes le garçon de salle Lhérot. Quelques jours plus tard, Ravachol revient au même restaurant. Grâce au signalement donné par la presse, Lhérot l'identifie et alerte la police. Il faut le renfort d'une dizaine d'agents de la force publique pour maîtriser ce colosse. Le 26 avril, Ravachol et ses amis sont aux assises de la Seine. Le Palais de Justice est transformé en véritable forteresse. La veille, en effet, des compagnons ont fait sauter le restaurant Véry (simple "vérification" notera *Le Père Peinard*) et l'opinion se montre inquiète. Condamné aux travaux forcés à perpétuité, Ravachol comparaît en juin devant la Cour d'Assises de la Loire pour répondre des vols et assassinats commis avant sa montée à Paris. Il accueille sa condamnation à mort au cri de *Vive l'anarchie !* Délaissant les derniers conseils de l'aumônier, il marche d'un pas ferme à la guillotine dressée à Montbrison en chantant quelques obscénités du *Père Duchesne*. Sujet de romans ou de feuilletons, Ravachol entre dans la légende tandis que l'*Almanach du Père Peinard* de 1894 lance sur l'air de la *Carmagnole* et du *ça ira*, *La Ravachole*, dont le refrain résume bien l'esprit : *Dansons la Ravachole / Vive le son, vive le son / Dansons la Ravachole / Vive le son / d'l'explosion / Ah ça ira, ça ira, ça ira / Tous les bourgeois goûtront la bombe / Ah ça ira, ça ira, ça ira / Tous les bourgeois on les saut'ra / On les saut'ra.*

Effectivement, Ravachol exécuté, les "sauteries" ne s'arrêtent pas. 13 novembre 1893 : attentat contre le ministre de Serbie, avenue de l'Opéra. 9 décembre 1893 : attentat d'Auguste Vaillant contre la Chambre des Députés. 12 février 1894 : Émile Henry jette une bombe dans le café Terminus de la Gare Saint-Lazare. 20 février 1894 : explosions rue Saint-Jacques et faubourg Saint-Martin. 15 mars 1894 : L'anarchiste belge Pauwels est déchiqueté par l'explosion prématurée de la bombe qu'il transporte à l'église de la Madeleine (à la suite de la destruction du magasin d'alimentation de luxe Fauchon, place de la Madeleine à Paris, le 19 décembre 1877, certains communiqués, revendiquant l'attentat, évoquent précisément l'anarchiste Pauwels). 24 juin 1894 : Santo Caserio poignarde à Lyon le président Sadi-Carnot.

Le 28 juillet, le gouvernement a obtenu, à une importante majorité, le vote de la troisième loi qualifiée de *scélérate* par l'opposition, loi visant à réprimer tout acte de propagande anarchique. Et les attentats cessent. Les mesures de surveillance à l'égard des milieux anarchistes sont notablement renforcées. Le gouvernement n'hésite même pas à traduire devant la Cour d'Assises de la Seine une trentaine d'anarchistes connus (Sébastien Faure, Jean Grave, Émile Pouget), d'ailleurs acquittés à la fin de ce *Procès des Trente*.

Ils cessent (en France du moins) parce qu'en réalité les anarchistes désapprouvent cette propagande par le fait, uvre d'individualités marginales ou exaltées. Ils cessent enfin car d'autres formes de lutte se dessinent. La poussée des voix socialistes lors des élections législatives de 1894 est un indice de ce changement ; mais surtout un syndicalisme révolutionnaire, animé par les anarchistes est en train de se constituer. Dès 1890, Kropotkine avait spécifié : *Il faut être avec le peuple, qui ne demande plus d'acte isolé, mais des hommes d'action dans ses rangs. C'est donc au sein des masses que nous retrouverons le cheminement du mouvement anarchiste.*

Néanmoins, jusqu'au début du XX^{ème} siècle, une vague d'attentats peu ordinaires fait trembler les grands de ce monde : 20 septembre 1898, l'impératrice Élisabeth d'Autriche tombe à Genève sous le poignard de Luccheni ; le 29 juillet 1900, Humberto 1^{er} d'Italie est abattu par

Bresci ; le 6 septembre 1910, Léon Czolgosz tire deux coups de revolver sur le président des États-Unis, Mac Kinley.

L'illégalisme

Dernière forme de la révolte anarchiste, l'illégalisme se veut un témoignage et une affirmation. Un de ses théoriciens, André Lorulot, l'a défini comme *la réaction permanente et raisonnée de l'individu sur tout ce qui l'entoure ; c'est l'affirmation par chacun de l'existence de son moi et du désir de son développement intégral.*

Sans attendre la révolution, il s'agit donc de *faire sa révolution soi-même*. Cette totale liberté du moi nietzschéen, cette exaltation de la noblesse de chaque individu ne pouvaient manquer de connaître de dangereuses déviations. Le journal *L'Anarchie*, fondé en avril 1905, ne condamne pas cette nouvelle tendance. Ernest Arnaud, André Lorulot, Kibaltchiche, Rirette Maitrejean... collaborent à sa rédaction. Jusqu'en 1908, l'influence de Libertad, personnage singulier et véhément, est prépondérante.

Le bouillonnement des esprits aboutit à une tragédie qui défraie la chronique. Le 21 décembre 1911, rue Ordoner, un garçon de recettes est assassiné en plein jour. Ses quatre agresseurs le dépouillent de sa sacoche, vident ses poches et sautent dans une automobile. Le lendemain, la voiture est retrouvée à Dieppe.

Tel est le premier "exploit" de la Bande à Bonnot.

Pendant plusieurs jours, l'opinion publique croit voir partout les mystérieux assassins. Les révélations d'un garagiste orientent alors les soupçons sur l'anarchiste Carouy, dont la maîtresse vient d'être interpellée. Trois semaines plus tard, le 3 janvier 1912, un rentier de 91 ans et sa servante sont assassinés à Thiais, 2 rue de l'Église. À défaut d'arrêter les bandits, le 31 janvier, la police fait une descente au siège de *L'Anarchie*, perquisitionne six heures durant et incarcère tous les assistants.

Or, le soir du 27 février, à Paris, un agent de faction arrête une luxueuse automobile qui n'a pas respecté le sens giratoire au carrefour des rues d'Amsterdam, Saint-Lazare et du Havre. Au moment où le policier s'apprête à verbaliser, les occupants du véhicule l'abattent. On a reconnu les agresseurs du garçon de la rue Ordoner et voici que la presse révèle enfin les noms des bandits Garnier, Bonnot, Callemin. Peu importe, le 29 février, les bandits tragiques essaient vainement de dévaliser, à Pontoise, l'étude d'un notaire. Le 25 mars, après avoir dérobé vers Montgeron une automobile et abattu ses occupants, Callemin, Garnier, Valet, Monnier, Bonnot, Soudy attaquent, à Chantilly, les bureaux de l'agence de la Société Générale. Deux employés sont tués. Le député de l'arrondissement de Montgeron, Franklin-Bouillon, interpelle le gouvernement.

Le 30 mars, Soudy est arrêté à Berck-sur-Mer ; le 2 avril Carouy à Lozère ; le 7 avril Callemin, dit *Raymond-la-Science*, chez un anarchiste parisien. Cependant, Bonnot, Garnier et Valet courent toujours. La police perquisitionne alors à Alfortville, chez un nommé Cardy soupçonné de camoufler le butin enlevé à Thiais.

Le 24 avril, le sous-directeur de la Sûreté et ses hommes partent à Ivry arrêter Cardy et Gauzy, mais se trouvent brusquement devant Bonnot caché dans une chambre du premier étage. Le chef de la police est abattu, Bonnot réussit à déguerpir.

Le dénouement intervient le 29 avril 1912 à Choisy-le-Roi, où Bonnot s'est réfugié. À l'aube, la maison du garagiste Dubois est cernée par la police. Des pompiers, deux compagnies de la Garde Républicaine, des agents, des habitants d'alentour encerclent le garage. Le Directeur de la Sûreté et le préfet Lépine dirigent les opérations. Vers midi, on décide de faire sauter la maison à la dynamite. Trente mille personnes suivent le spectacle. Ainsi périt l'homme qui pendant des semaines et des mois avait tenu l'opinion publique en haleine.

Le dernier acte se joue le 15 mai à Nogent-sur-Marne, où se cachent Garnier et Valet. Le scénario de Choisy-le-Roi se répète : la police encercle la maison, tandis que des zouaves postés sur un viaduc

projetent d'énormes pierres sur la toiture. La dynamite et les mitrailleuses ont finalement raison des deux malfaiteurs.

En février 1913, la Cour d'Assises de la Seine commence le procès de 22 inculpés : Callemin, Carouy, Simentoff, Soudy, Rirette Maîtrejean, directrice de *L'Anarchie*, Kibaltchiche son ami, Eugène Dieudonné, Monnier, Gauzy de Boué, Marie Vuillemin...

Considérée à tort comme l'âme de la bande, Rirette Maîtrejean et Kibaltchiche affirment qu'en tant qu'anarchistes ils ont toujours combattu les théories et les pratiques illégalistes, mais n'ont jamais demandé à aucun de ceux qui fréquentaient le siège de *L'Anarchie* leur identité ou leur mode de vie.

Victor Kibaltchiche, fils d'un ancien sous-officier du tsar devenu révolutionnaire, a d'abord mené à travers l'Europe une existence de proscrit. Condamné à cinq ans de réclusion parce qu'on a trouvé deux revolvers au siège de *L'Anarchie* ; il épouse Rirette Maîtrejean en 1915. À peine libéré en 1917, il gagne la Russie où il se rallie au nouveau régime. Déporté par Staline en Sibérie, celui qui s'appelle à présent *Victor Serge* est sauvé par l'intervention de Romain Rolland, de Gide, de Malraux, de Barbusse. Autorisé à vivre en Occident, il y devient un écrivain célèbre.

Le 27 février, 383 questions sont posées au jury.

Au petit matin, le verdict tombe : quatre acquittements (dont Rirette Maîtrejean), dix bénéficiaires de circonstances atténuantes (dont Kibaltchiche, condamné à cinq ans de réclusion), quatre peines capitales : Callemin, Dieudonné, Soudy, Monnier. Un dernier coup de théâtre se produit alors : Callemin innocente Dieudonné de l'agression sur le garçon de la rue Ordener. Peu de temps avant l'exécution, fixée au lundi 21 avril 1913, le président de la République Poincaré commue la peine de Dieudonné en celle de travaux forcés à perpétuité.

De tels actes n'ont rien d'anarchiste, écrit un rédacteur libertaire en janvier 1912. Ce sont des actes purement et simplement bourgeois... La fraude, le vol, le meurtre bourgeois s'opèrent à la faveur des lois

bourgeoises ; la fraude, le vol, le meurtre prétendus anarchistes s'opèrent en dehors et à l'encontre d'elles, il n'est pas d'autre différence. Gustave Hervé s'exclame dans La Guerre sociale : Bonnot et Garnier tuant froidement des chauffeurs et des employés de banque à 150 francs par mois pour s'offrir des billets de mille, ah, non ! Ils sont à vous, Messieurs les détresseurs et les massacreurs du Maroc ! Gardez-les ! Quant à Rirette Maîtrejean, elle affirme dans ses mémoires de 1913. *Derrière l'illégalisme, il n'y a pas même des idées. Ce qu'on y trouve : de la fausse science et des appétits. Surtout des appétits. Du ridicule aussi et du grotesque.*

Les condamnations venues du monde anarchiste sont donc fermes et sans équivoques. Bonnot n'est pas anarchiste ; lui et les siens ont fréquenté les milieux anarchistes, ont été séduits par des thèses généreuses. Leurs esprits frustrés se sont laissés prendre au piège de l'illégalisme égoïste. Réduits au rang de parias, ils voient alors dans le revolver la solution de leurs souffrances en même temps qu'ils croient obscurément abattre cette société pourrie.

L'Anarchie du 17 avril 1913 a bien saisi l'ambiguïté de pareille situation : *Je me demande si nous n'avons pas quelque responsabilité indirecte, involontaire dans ces hécatombes. Non en prêchant l'illégalisme, ce que peu de nous ont fait, n'en déplaît à nos détracteurs, mais en appelant à la lutte, à la révolte, à la vie des natures malades ou impatientes, simplistes ou mal équilibrées.*

Alors que sont donc ces bandits ? Certainement des individus en marge de la société, puisque sur vingt inculpés, six sont insoumis, quatre n'ont pas de domicile fixe et quatre sont dépourvus de toute profession.

Ainsi, les exploits de la *Bande à Bonnot* illustrent, d'une manière dramatique, l'incompréhension des doctrines anarchistes, tout comme les exploits de Ravachol ou d'Émile Henry avaient montré en leur temps à quels écarts un idéal difficile à cerner peut conduire des natures passionnées ou exaltées. Au lendemain de l'assassinat du Président Sadi-Carnot, répudiant ces sombres exploits, l'anarchisme préconise la résistance au capital et la préparation d'une société *quasi-libertaire*.

L'arme décisive de cette *action directe* doit être la grève générale expropriatrice.

La bombe et les produits chimiques cèdent la place à une action persévérante et réfléchie dans les syndicats.

Les grèves pour les 8 heures

En 1877, une violente grève éclate à Pittsburg. À Boston, de jeunes individualistes rédigent la revue *The Anarchist* dont la police saisit le deuxième numéro. Le 1er mai 1886, l'*American Federation of Labor* (qui regroupe plusieurs centaines de milliers de syndiqués) déclenche une grève largement suivie. À Chicago, les grèves se prolongent le 2 et le 3 mai. Des charges de police entraînent la mort de quatre manifestants. Le 4 mai au soir un meeting de protestation se déroule sur la place du marché au foin de Haymarket. Des incidents éclatent, une bombe est lancée dans les rangs de la police. Sans aucune preuve et malgré leurs dénégations, cinq anarchistes sont exécutés le 11 novembre 1887 (en 1893, Spies, Engel, Parsons, Fisher, Lingg seront réhabilités après avoir été reconnus innocents).

En France, les anarchistes s'efforcent de transformer les pacifiques manifestations du 1er mai 1890 en mouvements de révolte devant aboutir à la grève générale.

C'est qu'au départ, certains anarchistes ne croient pas qu'une revendication reprise à date fixe d'année en année ait la moindre chance de faire céder le patronat. Ils estiment également que la revendication des *3 fois 8* (la journée des huit heures) n'a rien de révolutionnaire.

Pourtant, le soutien à cette forme d'action reste permanent et le *Père Peinard* ne manque pas de constater : *Le 1er mai est une occase qui peut tourner bien. Il suffirait pour cela que nos frangins, les trouvades, lèvent la crosse en l'air, comme en février 1848, comme au 18 mars 1871, et ça ne serait pas long du coup.*

En effet, le Congrès de la Fédération des Syndicats à tendance guesdiste, réuni en 1888, a retenu, sur la proposition du métallurgiste Jean Dormoy, l'organisation d'une grève générale en faveur des *trois huit* pour le 1er mai 1890. Les anarchistes, soucieux de travailler parmi les masses ouvrières, par ailleurs adeptes de la cessation complète du travail comme moyen révolutionnaire, ne peuvent se dissocier de manifestations populaires décidées par les syndicalistes. Dans ces années 1890-95, où en est précisément le syndicalisme ?

Bourses du travail

En 1884, Waldeck-Rousseau, Ministre de l'intérieur de Jules Ferry, fait voter une loi reconnaissant les syndicats. Pour le ministre, c'est la preuve du libéralisme gouvernemental. Mais certains syndicalistes voient dans cette loi une mesure d'immixtion de l'État dans la vie ouvrière. Ils voient même dans la fondation des *Bourses du Travail* un nouvel exemple de tentative d'intégration.

Le 3 février 1887, le Conseil Municipal de Paris vient en effet de remettre aux syndicats parisiens un immeuble rue Jean-Jacques Rousseau, auquel s'ajoutera, en 1892, celui de la rue du Château d'Eau. À l'exemple de Paris, surgissent les Bourses du travail de Béziers, Montpellier, Sète, Lyon, Marseille, Nîmes, Toulouse, Bordeaux, Toulon, Cholet.

En février 1892, au congrès de Saint-Étienne, est créée une fédération des Bourses du Travail, première organisation syndicale nationale.

Loin de constituer un instrument d'intégration du syndicalisme à l'État, sinon aux municipalités, les Bourses du Travail deviennent les bastions de ceux qui préconisent l'indépendance syndicale. L'uvre des Bourses du Travail fut considérable et considérable fut le travail réalisé par Fernand Pelloutier.

Bibliothèques, musées du travail, offices de renseignements, presse corporative, enseignement sont les pièces maîtresses qui doivent permettre l'éducation ouvrière. C'est l'application de la formule : *L'émancipation des travailleurs sera l'uvre des travailleurs eux-mêmes.*

La totale liberté de l'enseignement, préconisée par Pelloutier, garantit de surcroît les diverses croyances.

Ainsi, par leurs multiples activités, les Bourses du Travail *aspirent consciemment ou non à créer un État dans l'État, entendent monopoliser tout service relatif à l'amélioration du sort de la classe ouvrière.*

Syndicaliste hostile à toute compromission et à toute promenade dans les allées du pouvoir, Fernand Pelloutier décline en juin 1900 l'invitation à déjeuner que Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, vient de lui adresser : *Il ne convient pas aux membres du Comité Fédéral de s'asseoir à une table qu'ils rêvent de renverser.*

Au début, les Bourses du Travail rassemblent essentiellement aux côtés des anarchistes, des disciples de Blanqui, de Jean Allemane, de Brousse, bref les courants socialistes hostiles au Parti Ouvrier qu'anime Jules Guesde. N'appartenant à aucune des chapelles en présence, les anarchistes sont souvent placés aux postes de responsabilité et la diffusion des thèses anarchistes s'en trouve tout naturellement facilitée. Mêlés au monde ouvrier, animateurs du courant syndical, les anarchistes sont de surcroît plus à l'abri des tracasseries, surveillances et répressions policières.

Grève générale

Dans le *Père Peinard* d'octobre 1894, Émile Pouget exprime avec un style très pittoresque les avantages de l'entrée des anarchistes dans les syndicats : *Un endroit où il y a de la riche besogne pour les camaros à la redresse, c'est la Chambre syndicale de leur corporation. Là, on ne peut leur chercher pouille. Si les ambitieux ont fourmillé et fourmillent encore dans ces groupements, c'est parce que les gars francs du collier n'y ont pas mis le holà. Si la première fois que ces merles-là ont jacassé d'élections et autres ragougnasses politicardes, un bon bougre s'était trouvé à point pour leur répliquer : "La syndicale n'est pas une couveuse électorale, mais bien un groupement pour résister aux crapuleries patronales et préparer le terrain à la Sociale. La Politique, n'en faut pas ! Si tu en pinces pour elle vas en faire aux chiottes !". Du coup vous*

auriez vu, sinon tous, du moins la grosse part des prolos, approuver le camarade et envoyer coucher l'ambitieux...

Faire comprendre à l'ouvrier que les discussions politiques n'ont pas leur place au syndicat, qu'il faut se défier des intermédiaires politiques (*socio-politicards, dépotés socialos qui moisissent à l' Aquarium*) est déjà une tâche enthousiasmante. Elle ne saurait suffire. Le compagnon doit défendre pied à pied les intérêts ouvriers, *constamment guigner le patron, empêcher les réductions de salaires, et autres crapuleries qu'il rumine. Si les prolos n'étaient pas toujours sur le qui-vive, les singes les auraient vite réduits à boulotter des briques à la sauce cailloux !*

Enfin, au-delà de cette *popote courante, une autre besogne bougrement chouette attend le militant : préparer le terrain à la Sociale, tout faire converger vers un but unique : le chambardement général.*

Or précisément, le compagnon Tortelier, ouvrier parisien appartenant au syndicat des menuisiers, se fait le propagandiste infatigable de l'arme essentielle capable de provoquer ce chambardement : *la grève universelle ou grève générale.*

C'est vers 1890 que l'idée de grève générale s'impose dans les syndicats. Elle apparaît comme le moyen original de lutte du monde ouvrier constitué de producteurs, par opposition au suffrage universel, moyen de lutte bourgeois dans le cadre du système parlementaire. Les allemanistes avec Bourderon et Lévy, les blanquistes avec Griffuelhes, rejoignent ainsi les anarchistes. Mais les collectivistes guesdistes s'y opposent. Pour eux, les syndicats doivent être subordonnés au Parti Socialiste. En attendant la révolution, les guesdistes préfèrent donc le suffrage universel.

Syndicalisme révolutionnaire

Le 3 septembre 1892, le Congrès de Tours, réuni à l'instigation de la *Fédération des travailleurs socialistes de l'Ouest* (broussistes), adopte la proposition de Pelloutier de mettre à l'étude un projet complet de grève, universelle. La résolution adoptée reconnaît qu'au cours de l'histoire *le peuple n'a jamais conquis aucun avantage aux révolutions*

sanglantes dont ont seuls bénéficié et les agitateurs et la bourgeoisie. Il pense que parmi les moyens pacifiques et légaux [...] il en est un qui doit hâter la transformation économique : la suspension universelle et simultanée de la force productrice.

Grève générale n'est donc pas, ici, synonyme de destruction ou sabotage, mais seulement d'arrêt total de la production. Lecteur de Proudhon et de Bakounine, Pelloutier veut organiser le prolétariat uniquement sur le plan économique. La préparation de la grève générale doit donc se faire dans la légalité.

À Nantes, en 1894, se déroule, du 17 au 21 septembre, le sixième Congrès de la *Fédération nationale des Syndicats*.

À la majorité des deux tiers, il se rallie à la thèse défendue une fois encore par Pelloutier : *Considérant qu'en présence de la puissance militaire mise au service du capital, une insurrection à main armée n'offrirait aux classes dirigeantes qu'une occasion nouvelle d'étouffer les revendications sociales dans le sang des travailleurs ; considérant que le dernier moyen révolutionnaire est donc la grève générale, le VIème Congrès national des Syndicats ouvriers de France décide : il y a lieu de procéder immédiatement à l'organisation de la grève générale.*

Ce texte marque la défaite des collectivistes. Désormais, la première place dans les syndicats va être occupée par les anarchistes. Les guesdistes marxistes se retirent, abandonnant les postes de commande à leurs adversaires.

La Deuxième Internationale

Ainsi il ne saurait y avoir de confusion entre la lutte politique et le combat syndical. C'était bien l'écho du Congrès de Limoges qui, en 1895, vient de créer la *Confédération Générale du Travail (CGT)* en affirmant que la CGT devait se tenir *en dehors de toutes les écoles politiques* et grouper sur le seul terrain économique les travailleurs en lutte pour leur émancipation.

Fondée à Paris, rue Rochechouart en 1889, la IIème Internationale voit, elle aussi, l'opposition des marxistes et des libertaires. Par le biais des syndicats, le courant anarchiste est représenté aux premiers congrès de la seconde Internationale. Il défend chaque fois la primauté de l'émancipation économique, ce qui décide la majorité du Congrès de Bruxelles (août 1891) à exclure les anarchistes. Le troisième congrès, réuni à Zurich en août 1893, expulse pareillement les anarchistes allemands, toutes expulsions acquises au cours de débats tumultueux et de chahuts mémorables.

La scission définitive s'opère au Congrès de Londres (26 juillet - 2 août 1896). Les discussions de la plupart des séances sont absorbées par la question de la vérification des mandats. Ce n'est pas, en effet, une banale affaire. Il s'agit de savoir si l'on validera les mandats des anarchistes Pelloutier, Pouget, Tortelier, Malatesta, Grave... qui se présentent non en tant que délégués de groupes libertaires mais de syndicats professionnels. Trois tendances s'opposent : celle des anarchistes et des anarcho-sindicalistes (qui défendent la cause de l'antiparlementarisme et de la grève générale), celle des partisans de la tolérance à l'égard de toutes les opinions, celle de l'expulsion des anarchistes, défendue par les sociaux démocrates allemands.

La délégation française se scinde en deux. Finalement, aux termes de débats épuisants, le Congrès donne raison à Jules Guesde et à Jean Jaurès qui viennent de proclamer : *Si les travailleurs renonçaient à conquérir le pouvoir, s'ils n'arrachaient pas à la bourgeoisie capitaliste le bouclier gouvernemental dont elle couvre ses privilèges économiques, ils se trouveraient à jamais dans l'impuissance, voués à la servitude, sous la risée de leurs maîtres.*

Que les gouvernementaux détournent les travailleurs de l'action politique, c'est leur rôle ; que les anarchistes, sous le couvert de quelques mandats syndicaux tentent de désorganiser le socialisme et de rejeter le prolétariat en plein chaos, c'est encore leur rôle. Mais nous, serions coupables, si par notre silence, nous paraissions accepter, même un moment, le désarmement de la classe ouvrière.

Au moment du vote, 17 délégations votent l'exclusion des anarchistes, deux seulement contre. L'importance de l'action politique se trouvait donc confirmée. Du même coup, le parti politique l'emportait sur l'organisation syndicale. Mais les anarchistes, dégagés désormais des décisions et résolutions prises par les Congrès internationaux, peuvent pleinement développer leur activité au sein du monde syndicaliste. Activité de minorités conscientes qui voient parfois dans les foules syndiquées une masse égoïste ou amorphe.

Le mirage de la grève générale entraîne également un certain dédain pour les formes de lutte immédiate ; Pelloutier parle même *des huit heures et autres plaisanteries du même genre*. Une grande défiance est exprimée à l'égard des lois susceptibles d'améliorer la condition ouvrière. Discuter une loi, c'est la reconnaître pensent certains, tout comme discuter avec un patron c'est accepter l'exploitation. L'action directe, le boycottage, le sabotage sont des armes plus sûres.

La CGT

Jusqu'en 1902, la CGT végète du fait de l'hostilité que lui manifeste la *Fédération des Bourses du Travail* qui lui est antérieure.

Délaissant les conflits entre les partisans de l'organisation horizontale et les partisans de l'organisation verticale, il est important de saisir l'évolution du courant anarchiste à l'intérieur du syndicalisme.

Jusqu'en 1914, l'influence libertaire est prédominante à la CGT. Elle préserve l'autonomie syndicale par rapport aux partis politiques. Le syndicat veut être alors *une école de volonté*.

Le *Congrès d'Amiens* apparaît comme un moment essentiel du mouvement syndical et du mouvement anarchiste. Jusque-là, les anarchistes entrent dans le syndicat pour propager leurs propres thèses. Le syndicat n'est qu'un moyen ; le but, c'est le triomphe du mouvement anarchiste. Les syndicats sont les cellules de la société de l'avenir et la grève générale est le moyen de destruction du monde capitaliste.

Les anarcho-syndicalistes font leur la pensée d'Émile Pouget : *La suprématie des syndicats sur les autres modes de cohésion des individus réside en ce fait que l'œuvre d'amélioration partielle et celle plus décisive de transformation sociale y sont menées de front et parallèlement. À terme, ils veulent remplacer le gouvernement par un conseil des corps de métiers.*

En 1906, le syndicalisme révolutionnaire envisage moins le triomphe de l'anarchisme que l'essor du syndicalisme en tant que tel.

On n'entre plus au syndicat pour diffuser l'idéologie libertaire, on milite au syndicat parce que le syndicat est l'arme essentielle de la révolution.

Émile Pouget, le rédacteur du *Père Peinard*, devient secrétaire adjoint de la CGT de 1901 à 1908 ; il a parfaitement explicité comment un syndicaliste révolutionnaire comprend l'action syndicale : *Mouvement politique et mouvement économique ne sont pas comparables. Le premier est surtout de façade, d'extériorité (comme l'objectif qu'il poursuit) le second a des racines profondes, poussées en plein cur des intérêts primordiaux des travailleurs. En ce dernier, la vie est partout, comme l'ennemi auquel il a à faire face : le capitalisme. Il n'y a pas centralisation mais une coordination d'efforts créée par un fédéralisme, du centre à tous les points de la périphérie, excite et développe les activités. Syndicats, bourses du travail, fédérations corporatives sont des agglomérats d'individualités pensantes et agissantes.*

Dans l'esprit des anarchistes, la CGT est donc un organe de coordination mais non de centralisation. Le principe fédéral doit assurer l'autonomie des organisations.

École de volonté, le syndicat devient, en même temps, le lieu de rencontre et de discussion où peuvent s'exprimer et se clarifier les diverses opinions. De novembre 1901 à 1909, le secrétaire général de la CGT est Victor Griffuelhes, blanquiste, partisan de la grève générale, mais adepte de la grève partielle comme gymnastique révolutionnaire. Il est remplacé en juillet 1909 par Léon Jouhaux, fils d'un communard, lui-

même de formation anarchiste. N'a-t-il pas été condamné à trois mois de prison en 1901 pour avoir crié aux côtés de l'anarchiste Libertad : *À bas l'armée !*

En octobre 1906, le *Congrès d'Amiens* tranche définitivement la question des rapports CGT / Parti socialiste. Contre les guesdistes (qui préconisent une collaboration étroite des deux forces), contre les réformistes, une majorité massive, influencée par les anarchistes, se prononce pour une *Charte* qui prévoit l'indépendance totale des syndicats à l'égard du patronat, des partis politiques, de l'État. Rédigé par Pouget, Griffuelhes, Delesalle, Niel, le texte final est approuvé par 830 voix contre 48. Le syndiqué est libre d'adhérer hors du syndicat à toute organisation politique de son choix ; il ne doit pas introduire dans le syndicat les opinions professées au-dehors.

Le syndicalisme se veut donc une force autonome destinée dans l'immédiat (par la grève générale) à assurer l'émancipation des travailleurs, destinée dans l'avenir à fournir les cadres de l'organisation sociale.

Sous l'influence anarchiste, s'affirme fermement l'antiétatisme du monde ouvrier et sa confiance dans l'action directe, seule capable de détruire l'État. *Action directe* n'est pas synonyme de violence permanente. C'est, explique Griffuelhes, l'action des ouvriers eux-mêmes. *Par action directe, l'ouvrier crée lui-même sa lutte ; c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de le libérer.* L'action revendicative directe contre le patron reste la seule chose importante ; les syndicats ne doivent manifester aucun intérêt pour les partis ou pour "les sectes". Si le Parti socialiste est ainsi implicitement tenu à l'écart de l'œuvre syndicale, le mouvement anarchiste se trouve également concerné. L'autonomie du syndicalisme signifie l'effacement de l'influence anarchiste.

En cette année 1906, où la Charte d'Amiens est ainsi adoptée, la CGT regroupe 200.000 syndiqués, le Parti socialiste seulement 35.000 militants. Anticapitaliste et antiétatique, le syndicalisme révolutionnaire veut remplacer l'État par le syndicat qui, de groupement de lutte, deviendra groupement de production, les Bourses du travail se

chargeant alors de répartir les denrées. À terme, le syndicalisme n'est plus un instrument de lutte mais l'idéal de la société future.

Tenu du 24 au 31 août 1907, le Congrès anarchiste international, réuni à Amsterdam, oppose les tenants de l'indépendance syndicale par rapport au courant anarchiste et les défenseurs du mouvement anarchiste par rapport au courant syndical.

Pierre Monatte, membre du comité confédéral de la CGT, tout en reconnaissant les points de convergence qui unissent l'anarchisme et le syndicalisme, réclame avec fermeté le respect de l'indépendance syndicale. *La classe ouvrière devenue majeure entend se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation.* Qu'est-ce à dire sinon que l'anarchisme a fini de coiffer le mouvement syndical ? Et quel anarchiste sincère pourrait s'opposer à une émancipation qui est dans la logique même de la pensée libertaire.

À l'inverse de Monatte et de la nouvelle génération qui s'engage totalement dans le syndicalisme, Malatesta défend la conception originelle de l'anarchisme. *La révolution anarchiste entrevue dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral.*

C'est cependant la thèse de Monatte qui l'emporte. Le Hollandais Croiset, hostile à l'organisation qui *a pour résultat fatal de limiter, toujours plus ou moins la liberté de l'individu*, s'est vainement opposé au Français Amédée Dunois qui a l'oreille du Congrès et n'hésite pas à déclarer : *Le temps n'est pas loin derrière nous où la majeure partie des anars était opposée à toute pensée d'organisation... C'était le temps où les "anars", isolés les uns des autres, plus isolés encore de la classe ouvrière, semblaient avoir perdu tout sentiment social ; où l'anarchisme avec ses incessants appels à la réforme de l'individu, apparaissait à beaucoup comme le suprême épanouissement du vieil individualisme bourgeois...*

La guerre

Il faut cependant constater qu'à la veille de la Première Guerre mondiale le syndicalisme regroupe seulement 700.000 travailleurs sur dix millions de salariés. En dépit de l'optimisme des syndicalistes révolutionnaires, cette *minorité agissante* ne peut en 1914 s'opposer à la vague patriotique qui cimente *l'Union Sacrée*.

Les appels de quelques dirigeants syndicalistes, souvent anarchistes, se sont pourtant efforcés de mobiliser le monde ouvrier contre la guerre. C'est par exemple Georges Yvetot qui s'écrie salle Wagram : *L'ennemi, vous n'irez pas le chercher au-delà des frontières ; vous ferez les premiers usages des armes que l'on mettra dans vos mains en les tournant contre ceux qui auraient déchaîné la guerre.*

À Lyon, Liothier déclare aux jeunes syndicalistes : *Ce qu'il faut faire, c'est empêcher la mobilisation et la concentration des troupes. Dans quelles conditions ? Ecoutez : si vous voulez partir au reçu de votre feuille de mobilisation, vous n'avez qu'à ne pas couper les fils télégraphiques, les poteaux, à ne pas faire sauter les ponts et les tunnels, à ne pas faire dérailler les trains. Si au contraire vous ne voulez pas partir, vous m'avez compris.* Et Jouhaux lui-même confirme publiquement en novembre 1912 : *Si la guerre est déclarée nous nous refusons d'aller aux frontières.*

Adhérent à la *Fédération communiste anarchiste*, Louis Lecoin est arrêté en septembre 1912, inculpé de provocation au vol, au meurtre et au pillage, condamné à cinq ans de prison. Mais la revue dirigée par Henry Combes, *Le mouvement anarchiste*, appelle ouvertement au sabotage et à la révolte, cependant que la *Brochure Rouge*, tirée à 2.000 exemplaires, donne toutes les indications techniques pour perpétrer les assassinats et confectionner des explosifs.

Pourtant, le 4 août 1914, Léon Jouhaux, sur la tombe de Jaurès, annonce le ralliement collectif de la classe ouvrière au sursaut national : *Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente entre les nations, par l'alliance entre les peuples.*

En toute sécurité, le ministre de l'Intérieur Malvy peut alors annuler toutes les mesures inscrites dans le carnet B à l'encontre des dirigeants syndicalistes et suspendre notamment l'arrestation préventive des militants anarchistes.

Passés les premiers mois du conflit, quelques personnalités anarchistes s'efforcent néanmoins de développer une propagande pacifiste. En janvier 1915, Sébastien Faure lance un appel de quatre pages *Aux socialistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes* pour une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples. Pas plus que les conférences de Kienthal et de Zimmerwald, ces idées généreuses n'aboutiront à arrêter le conflit.

L'éducation

Parvenus à ce point, il est nécessaire de délaissier un moment l'ordre chronologique des événements pour considérer le moyen essentiel par lequel l'anarchisme entend réaliser ses tâches reconstructives : **l'éducation**. C'est en effet l'éducation que Sébastien Faure, dans *l'Encyclopédie Anarchiste*, place au premier rang (avant l'organisation et l'action) des buts immédiats de l'anarchisme.

La tâche révolutionnaire, affirme Jean Grave, consiste d'abord à fourrer des idées dans la tête des individus. Plus que tout autre, le militant anarchiste accorde aux problèmes culturels une place privilégiée ; plus que tout autre, il s'instruit et veut que la société donne à tous, sans exception, une éducation solide. D'ailleurs, la solidarité de toutes les parties du globe fait qu'à l'heure présente tout événement s'insère dans la vie internationale. L'enfant doit donc recevoir une instruction intégrale qui le préparera aussi bien à la vie de la pensée qu'à celle du travail. Adversaires de l'autorité, les anarchistes conçoivent un enseignement apte à développer, dans la liberté, les facultés propres à chaque enfant. L'enseignement dispensé dans les écoles laïques leur paraît fort suspect puisque, selon Kropotkine, toute l'éducation aura pour but de faire croire à nos enfants que hors l'État providentiel, point de salut.

Francisco Ferrer

L'école moderne

Parmi les grandes figures anarchiste qui se sont vouées à l'édification de leurs semblables, se détachent celles de Francisco Ferrer, de Paul Robin et de Sébastien Faure.

Francisco, Juan, Ramon Ferrer naît le 10 janvier 1859 dans une bourgade voisine de Barcelone. L'éducation profondément chrétienne qu'il reçoit est vite contrebalancée par l'influence de son oncle libre-penseur et de son premier employeur : un minotier républicain. À Barcelone, il rencontre Anselmo Lorenzo, fondateur du périodique anarchiste *Solidaridad*.

Contrôleur des chemins de fer, le jeune Francisco passe une partie des heures de voyage à s'instruire et, en liaison avec un groupe de républicains, se charge de faire passer en France les anarchistes poursuivis et les adversaires du régime. À son tour, il doit, en 1886, prendre la route de l'exil et séjourne en France jusqu'en 1901.

Installé à Paris comme gérant d'un modeste restaurant du Quartier Latin, Ferrer devient ensuite secrétaire du chef républicain Ruiz Zorrilla et se passionne pour la réforme de l'enseignement qu'entreprend Jules Ferry. En 1890, il devient franc-maçon au Grand Orient de France. Convaincu de l'inutilité des luttes politiques, il se consacre alors à l'enseignement populaire, ouvre un cours gratuit d'espagnol, enseigne au lycée Condorcet, croit à la nécessité de créer des écoles populaires rationalistes et rédige une méthode d'*espagnol pratique*.

Rentré en Espagne, Ferrer fonde à Barcelone, en août 1901, l'*École Moderne* qui veut élever l'enfant de manière qu'il se développe à l'abri des contraintes idéologiques et aussi publier les manuels scolaires susceptibles d'atteindre ce but. Les enfants pauvres y sont admis le cas échéant gratuitement, les enfants des milieux aisés paient proportionnellement aux ressources de leurs familles.

Dans son ouvrage, *La Escuela Moderna*, Ferrer précise ses principes éducatifs. Ce qu'il vise, c'est la libération de l'individu, la formation d'hommes capables de transformer la société. Cette école nouvelle est athée ; s'inspirant d'un rationalisme scientifique, elle fait confiance au progrès, veut éduquer la pensée et la personnalité de l'enfant.

Immédiatement, *l'École Moderne* apparaît comme *révolutionnaire* donc perturbatrice de l'ordre établi. Elle admet en effet la coéducation des sexes afin de faire disparaître tout préjugé entre hommes et femmes.

Elle admet aussi la coéducation des classes sociales. Faire asseoir côte à côte, sur les mêmes bancs, des enfants de la bourgeoisie et des fils de paysans ou d'ouvriers, c'est *attaquer à la racine les préjugés de classe et préparer l'avenir des générations futures*. Il existe pourtant une notable différence entre les anarchistes préconisant la violence et l'école dite anarchiste de Ferrer. Pour ce dernier, l'éducation changera l'homme, qui à son tour changera la société. Double transformation qualitative et non-violente destructrice, tel est le message lancé : *L'éducation est l'uvre d'affranchissement qui seule acheminera chaque jour davantage le monde vers un avenir meilleur, qui conduira sans cesse vers plus de vérité, de grandeur et de bonté*. L'esprit critique permettra à l'enfant d'échapper à la tyrannie de l'État ou de la Société. La tolérance lui permettra de découvrir ses frères. *Il faut dialoguer sur tous les plans, entre partis, entre nations, sans oublier le dialogue avec soi-même*, écrit Ferrer. *Dialoguer, c'est déjà avancer vers la tolérance. L'absence de dialogue mène tout droit au fanatisme. N'oublions pas qu'avec la bonté on fait des miracles*. Pourtant, dans cette Espagne encore prisonnière de bien des préjugés, les fruits de la nouvelle éducation pourront-ils arriver à maturité ? Et d'ailleurs, le poids des structures étatiques, les intérêts de classe ne condamnent-ils pas au départ tout espoir de réussir ?

C'est au moment où l'influence de Ferrer commence à atteindre les milieux intellectuels que le jeune anarchiste Mateo Morral lance, le 31 mai 1906, une bombe sur le cortège royal. Précisément, Morral a été bibliothécaire de *L'École Moderne*. Ferrer est donc arrêté et maintenu treize mois en prison comme instigateur de l'attentat. *L'École Moderne* est fermée. À l'étranger, les groupes libres-penseurs tiennent des

réunions de protestation. Le 20 juin 1907, Ferrer est acquitté. Le procureur du roi a pourtant déclaré : *Les anarchistes sont comme des fauves malfaisants et moi, représentant la Société, je dois les traiter comme tels, non seulement eux personnellement, mais tous ceux qui les encouragent et les soutiennent par leurs écrits ou leur activité.*

Après un voyage dans quelques capitales européennes (à Londres il s'entretient avec Kropotkine), Ferrer s'installe à Paris, boulevard Saint-Martin. Il fonde alors la *Ligue Internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance* qui veut diffuser dans l'enseignement de chaque pays *les idées de science, de liberté et de solidarité.* Anatole France collabore à la fondation de la Ligue qui, dans de nombreux pays, rassemble des enseignants et des savants. La revue *L'École Rénovée*, diffuse auprès de ses neuf cents abonnés les thèmes essentiels de cette rénovation pédagogique. Rappelé en Espagne par la maladie de ses proches, Ferrer est arrêté au lendemain des émeutes de Barcelone, qui ont vu la rébellion des réservistes expédiés au Maroc (juin 1909). Accusé par la presse de droite d'être l'instigateur des incendies d'églises, dénoncé par l'évêque Casanes comme *le coupable de la puissance accrue du laïcisme et du rationalisme, le véritable déclencheur du fléau qui ravage notre Sainte-Mère l'Église et met à feu et à sang l'Espagne tout entière*, Ferrer est incarcéré à la prison modèle de Madrid, maintenu au secret et traduit devant le Conseil de Guerre de Barcelone. Condamné à mort, il est fusillé, le 13 octobre 1909, dans les fossés de la forteresse de Montjuich. Après l'exécution, affirme Sol Ferrer, *le nonce apostolique fit parvenir au procureur du tribunal militaire, principal responsable de la condamnation de Ferrer, une épée d'honneur à la poignée d'or sculptée, avec les félicitations et la bénédiction de Pie X.*

La mort de Ferrer suscite dans le monde entier une intense émotion. Des grèves, des meetings, des manifestations sont organisées un peu partout. Le Grand Orient de France constate que *sur cette terre d'Espagne, où les jésuites règnent en maîtres absolus, Ferrer avait osé fonder des écoles laïques et une librairie rationaliste ; il avait eu l'audace inouïe, la perversité diabolique, de vouloir dans les cerveaux*

enténébrés par les superstitions catholiques, faire pénétrer un peu de lumière, aux dogmes religieux, il opposait la science.

Paul Robin

Cempuis

Le 3 avril 1837, Paul Robin voit le jour dans une grande famille de la bourgeoisie toulonnaise. Sa mère, née Martin de Roquebrune, son père haut fonctionnaire de la marine, lui assurent une éducation très soignée. Les études secondaires qu'il suit à Bordeaux puis à Brest semblent l'orienter vers la marine. Attiré par l'enseignement, il prépare cependant l'École Normale Supérieure. Pas plus que Louise Michel, Paul Robin ne peut supporter le cadre étouffant de l'enseignement sous le second Empire. Il quitte donc le professorat et se rend en Belgique. Il rencontre César de Paepe et Eugène Hins, fonde avec eux une Association positiviste et des cours du soir pour les fils d'ouvriers. Ses sympathies pour le mouvement socialiste naissant l'entraînent à prendre la rédaction du journal proudhonien *La Liberté* et à s'affilier à la section bruxelloise de l'*Association Internationale des Travailleurs*. Expulsé de Belgique (où il vient d'épouser la fille du socialiste Delesalle), Paul Robin se rend à Genève. Bakounine l'installe un moment au poste de secrétaire de l'Alliance de la démocratie socialiste. Rentré en France en 1870, il travaille avec Eugène Varlin à la mise sur pied de la fédération française de l'Internationale. Arrêté et condamné à deux mois de prison, la proclamation de la République lui rend la liberté en septembre 1870.

Réfugié à Londres, il devient, sur proposition de Marx, membre du Conseil général de l'Internationale. Très vite pourtant, Paul Robin s'oppose aux thèses autoritaires, ce qui lui vaut d'être exclu du Conseil général.

Épousant les thèses de Bakounine, il fréquente les Jurassiens, rencontre Kropotkine et les frères Reclus. En France, Ferdinand Buisson, directeur de l'Enseignement primaire et principal collaborateur de Jules Ferry, se souvient de Robin, rencontré à l'Alliance bakouninienne. Il lui propose d'uvrer à l'implantation de l'enseignement

laique en l'assurant d'une parfaite liberté pour les initiatives pédagogiques à venir. Après mûre réflexion, Paul Robin accepte. Directeur d'une école professionnelle à Chambéry, puis d'une École Normale, il est promu en 1879 inspecteur primaire à Blois : *Toute éducation, disait-il, qui ne tend pas à faire un penseur, un travailleur, un être intelligent et un être actif est une éducation incomplète et stérile.*

Au scandale des uns, à la surprise des autres, l'inspecteur Robin aménage les programmes et réunit dans les mêmes classes et sur les mêmes bancs filles et garçons. Mais, c'est à partir du 16 septembre 1880 que Paul Robin peut donner dans l'enseignement sa pleine mesure. Nommé directeur de l'orphelinat Gabriel Prévost à Cempuis, dans l'Oise, il s'efforce de réaliser ses principes pédagogiques basés sur la liberté, la confiance, la coéducation des sexes. *L'enseignement n'était ni polythéiste ni monothéiste, ni déiste, ni panthéiste, ni athée, devait dire un ancien élève, il était purement et simplement humain.*

Heureux, les enfants le sont à Cempuis. Ils le sont aussi à Mers-les-Bains, où Robin acquiert un terrain et fait bâtir une maison. Cette colonie de vacances accueille chaque été une partie des jeunes pensionnaires de Cempuis. Toutes ces nouveautés ne peuvent manquer d'attirer les suspicions et les critiques. Robin, directeur d'une école *sans dieux*, est révoqué le 31 août 1894 (1894, année des attentats anarchistes et de la mort de Sadi-Carnot). Paul Robin va dès lors consacrer les dix-huit dernières années de son existence au mouvement néo-malthusien qui s'efforce de propager l'idée de régulation des naissances ou de *bonne naissance*.

Sébastien Faure

La Ruche

En 1904, Sébastien Faure rassemble une quarantaine d'enfants qui vont vivre sur un domaine de 25 hectares à proximité de la forêt de Rambouillet. Les principes du nouvel établissement, *La Ruche*, sont exactement ceux que Robin a déjà appliqués à Cempuis : coéducation des sexes, absence de récompenses ou de punitions, libre discussion entre

les professeurs et les élèves, formation de l'esprit critique, pratique de l'observation, enseignement rationnel.

Cette fondation s'inscrit tout naturellement dans l'idéal de la vie de Sébastien Faure. Né en 1858 à Saint-Étienne, dans une riche famille catholique, il entre au noviciat des jésuites de Clermont-Ferrand, où ses talents d'orateur sont vite décelés. La mort de son père l'oblige à revenir à la vie civile. En 1885, il adhère au mouvement socialiste et milite dans un groupe guesdiste. Une discussion avec l'anarchiste Antignac le convainc de la pertinence de l'anarchisme. Rejeté par sa famille et son épouse, Sébastien Faure parcourt alors la France ; ses conférences attirent partout de nombreux auditeurs, mais lui valent des emprisonnements répétés. Inculpé dans le Procès des Trente, en 1894, il fonde le 16 novembre 1895 *Le Libertaire*. Au moment de la Première Guerre mondiale, il affirme ses convictions de pacifiste convaincu. Par la suite il met en chantier *L'Encyclopédie anarchiste*, part en Espagne soutenir les républicains espagnols et meurt le 14 juillet 1942.

De ses uvres, on retiendra surtout : *La douleur universelle*, *Philosophie libertaire*, *Mon communisme*. Mais une de ses activités essentielles est l'organisation, au début du XX^{ème} siècle, de *La Ruche* qui ressemble davantage à une grande famille qu'à une école. Les professeurs assument leur tâche gratuitement. À la fin de la semaine, ils tiennent une assemblée commune pour étudier la bonne marche de la communauté ; des élèves peuvent participer aux débats. De la critique commune surgissent alors des améliorations pédagogiques, culinaires, culturelles. Les motifs qui ont poussé Sébastien Faure à réaliser cette expérience éducative sont significatifs de l'évolution de la pensée anarchiste. Infatigable propagandiste des thèses anarchistes, Faure reconnaît qu'il, s'est fait, grâce à ses dons d'orateur pour ainsi dire *une clientèle nombreuse d'auditeurs*. Au bout d'une vingtaine d'années, deux constatations lui permettent de reconnaître pourtant que cette tâche n'est pas primordiale : *De toutes les objections que l'on oppose à l'admission d'une humanité libre et fraternelle, la plus fréquente et celle qui paraît la plus tenace, c'est que l'être humain est foncièrement et irréductiblement pervers, vicieux, méchant et que le développement*

d'un milieu libre et fraternel, impliquant la nécessité d'individus dignes, justes, actifs et solidaires, l'existence d'un tel milieu, essentiellement contraire à la nature humaine est et restera toujours impossible. Par ailleurs, il est pratiquement impossible de tenter avec succès l'uvre désirable et nécessaire d'éducation et de conversion sur les adultes. La Ruche serait donc la preuve qu'à une éducation nouvelle correspondra un être nouveau, actif, indépendant, digne et solidaire. C'est presque uniquement avec les ressources provenant de ses tournées de conférences que Sébastien Faure réussit à faire vivre un établissement qui, selon les moments, abrite de vingt à quarante enfants. La guerre de 1914-1918 vient mettre un terme à ces espérances. Par la suite, Freinet et les partisans d'une pédagogie renouvelée vont s'inspirer des méthodes pratiquées dans cette école libertaire.

Néo-malthusiens

L'activité de Paul Robin ne se limite pas au développement d'une uvre pédagogique originale. Très tôt passionné par l'étude des économistes malthusiens, il pense qu'il est nécessaire de limiter les naissances. Lié aux frères Drysdale, leaders malthusiens anglais, Robin essaie vainement d'intéresser les milieux socialistes et anarchistes à son idée de la *bonne naissance*. En 1878, il publie un dépliant intitulé *La question sexuelle*. Mais c'est surtout au lendemain de son départ de Cempuis qu'il dispose du temps nécessaire à la propagation de ses idées. Installé à Paris, rue du Surmelin, dans le XXIIème arrondissement, il fonde en août 1896, la *Ligue de la Régénération humaine*. En décembre suivant, Robin lance la revue *Régénération* dont Léon Marimont, militant socialiste, assure la gérance. Gabriel Giroud, qui a épousé Lucie Robin, publie sous le pseudonyme de *G. Hardy* ou de *C. Lyon* de nombreux articles, des bibliographies, des échos. Pour lui *le néo-malthusianisme, c'est la disparition de la concurrence folie, des guerres, de la prostitution, de la misère. C'est l'humanité régénérée par l'éducation rendue possible.*

La solution de Malthus préconisait le mariage tardif et une chasteté prolongée en dehors du mariage. La solution néo-malthusienne prétend donner les moyens aptes à limiter les naissances. Avec et après Robin, le

propagandiste le plus passionné est Eugène Humbert, né en Lorraine en 1870. Imprimeur, gérant de la revue *Régénération*, Humbert réussit à convaincre Sébastien Faure du bien-fondé des thèses malthusiennes. Le 15 avril 1908, Eugène et Jeanne Humbert lancent un nouveau journal, *Génération consciente*. Les poursuites et les procès se multiplient devant pareille activité. *La Ligue contre la licence des Rues*, parrainée par le sénateur Bérenger, manifeste partout son hostilité. L'opinion se divise. Les milieux intellectuels brandissent des arguments contradictoires. La prison et les amendes n'empêchent pas Humbert de songer à ouvrir en plein centre de Paris *une clinique néo-malthusienne médicale et pharmaceutique*. La guerre de 1914 arrête la réalisation du projet. En 1912, devant les menaces croissantes du conflit européen, Humbert écrit un appel significatif : *Par milliers et par milliers, on tuera des hommes de vingt ans. Le moment serait mal choisi pour faire des enfants. Plutôt que de fournir encore de la chair à mitraille, femmes refusez vos flancs aux fécondations malheureuses. Que vos étreintes soient stériles. Pour protester efficacement contre les criminelles hécatombes humaines, faites la grève des ventres !*

La guerre de 1914 ne surprend donc point Humbert qui, fidèle à ses convictions libertaires, part s'installer en Espagne. En 1919, l'*Alliance nationale pour l'accroissement de la population française* développe une vaste campagne pour obtenir le vote d'une loi hostile aux propagandistes de la limitation des naissances. En dépit des efforts des néo-malthusiens, la loi du 31 juillet 1920 donne satisfaction à l'*Alliance* en prévoyant de très lourdes peines contre l'utilisation ou la propagande de tout moyen anticonceptionnel. Après avoir connu de 1922 à 1924, trente-deux mois d'emprisonnement, Humbert fonde en 1927, avec Victor Marguerite et G. Hardy, la section de la *Ligue mondiale pour la Réforme sexuelle sur une base scientifique* dont le siège est à Copenhague. En 1931, âgé de 61 ans, Humbert lance un nouveau journal, *La Grande Réforme*. Jusqu'à sa mort, survenue en juin 1944 dans la prison d'Amiens, détruite par un raid aérien, Humbert ne cessera plus, par la parole et par la plume, de défendre et de propager les thèses néo-malthusiennes. Et en 1946, Jeanne Humbert trouvera encore le courage de faire reparaître *La Grande Réforme*.

En marge de cette activité néo-malthusienne, certains anarchistes ont défini très clairement ce que doit être *L'Amour en liberté*. Ce n'est plus le problème de la limitation des naissances qui est ici envisagé mais la volonté de supprimer les tabous et les interdits en matière sexuelle.

- 5 -

LE TEMPS DES RÉALISATIONS

Révolutions sociales

Russie 1917 : libertaires contre bolchéviques

En 1917 comme en 1870, les marxistes et les libertaires s'opposent en tous points.

Après avoir réussi le coup d'État d'octobre, la tendance bolchévique du *Parti social-démocrate de Russie* met en pratique les mesures préconisées par son dirigeant, Lénine, dans ses *Thèses d'Avril* : la confiscation et le partage des terres agricoles, la nationalisation des fabriques et des usines, la cessation immédiate des hostilités avec l'Allemagne.

Pour affirmer leur pouvoir, les bolchéviques mettent en pratique le concept de *dictature du prolétariat*, phase "transitoire" où tout le pouvoir est concentré entre les mains de la classe ouvrière ou plutôt du Parti qui s'arroge le droit de la représenter. Un pouvoir politique ultra-centralisé organise la vie de l'État.

Malgré leur influence limitée, les anarchistes veulent, eux, après la révolution démocratique contre le tsarisme, mettre en uvre une véritable révolution sociale où la nouvelle société serait administrée par la libre activité des associations de travailleurs. Pour eux, il n'est pas

question d'édifier un nouvel État (fût-il "démocratique") et encore moins de mettre en place une quelconque dictature (fût-elle "transitoire").

Les libertaires rentrés de l'étranger s'interrogent sur le sens du slogan si populaire *Tout le pouvoir aux Soviets*. Dans l'hebdomadaire anarcho-syndicaliste *Goloss-Trou-da (La voix du travail)* du 29 octobre 1917, on peut lire *Si par pouvoir, on veut dire que tout travail créateur et toute activité organisatrice, sur toute l'étendue du pays, passeront aux mains des organismes ouvriers et paysans soutenus par les masses en armes... Si le mot d'ordre "Pouvoir aux Soviets" ne signifie pas l'installation de foyers d'un pouvoir politique, foyers subordonnés à un centre politique et autoritaire général de l'État ; si enfin le parti politique aspirant au pouvoir et à la domination s'élimine après la victoire et cède effectivement sa place à une libre auto-organisation des travailleurs ; si le "pouvoir des Soviets" ne devient pas, en réalité, un pouvoir étatiste d'un nouveau parti politique, alors et alors seulement, la nouvelle crise pourra devenir la dernière, pourra signifier le début d'une ère nouvelle.*

Pareillement, la décision des bolchéviques de maintenir les élections pour la mise sur pied d'une *Assemblée constituante* se heurte à l'hostilité des anarchistes. Ils pensent, en effet, que deux dangers guettent cette Assemblée. Soit les bolchéviques y seront minoritaires, et dans ce cas, ce sera une institution politique de façade ; soit les bolchéviques y seront majoritaires et dès lors, ils deviendront les maîtres légaux du pays et briseront toute opposition. Enfin, les anarchistes sont hostiles à tout traité de paix avec l'Allemagne.

Comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, les libertaires veulent continuer la lutte, attirer dans les profondeurs du pays l'armée allemande pour la démorale et la battre grâce à la résistance d'une guérilla populaire. Le *Traité de Brest-Litovsk* (la fin des hostilités contre des territoires) met fin à ces espoirs. Il permet aux forces austro-allemandes d'occuper les riches terres ukrainiennes en échange de la paix. En dépit des représailles, les paysans commencent à se soulever, à organiser des groupes d'auto-défense et de francs-tireurs.

Dans le sud de l'Ukraine, les actions paysannes sont particulièrement nombreuses, surtout dans la région de Gouliaï-Polié, où une force autonome anime la résistance.

L'épopée de la Makhnovstina

La Révolution Russe de 1917 n'a pas fini de faire couler l'encre, comme elle a fait couler le sang.

Il est difficile d'aborder ce sujet tabou sans heurter les idées reçues, les idées déformées par plus d'un demi-siècle de falsification stalinienne. Pour résumer notre point de départ, qui est celui de tout observateur non soumis à une idéologie, disons que la Révolution débute en 1917 et s'achève en 1918, quand les Bolchéviques confisquent le pouvoir populaire à leur seul profit et liquident les soviets créés par les ouvriers, soldats et paysans qui ont fait cette révolution. Il faudra vingt ans de massacres ininterrompus, pour que les deux pour cent de léninistes deviennent majoritaires dans le pays, ceci sous la poigne de Staline.

Éliminer l'autogestion et les soviets, ce fut une tâche difficile. En face des leaders bureaucrates, issus de la bourgeoisie russe, Trotsky ou Lénine, de remarquables leaders prolétariens se dressèrent et se firent abattre après de dures bagarres.

L'insurrection de Cronstadt, pour ne citer que la plus célèbre, ne put être réprimée que par une Armée Rouge nombreuse et dirigée en personne par Trotsky, Kamenev et Zinoviev, qui firent un bain de sang des ouvriers et marins, avant de célébrer le lendemain l'anniversaire de... la Commune de Paris.

L'épisode, le plus étonnant reste la guerre civile en Ukraine d'où émerge une personnalité dominante : Nestor Makhno, de son vrai nom Nestor Ivanovitch Mikhienko. Né en 1889 à Goulaïe-Polié, petite bourgade d'Ukraine, dans une famille de paysans pauvres, Makhno milite très tôt. Vacher, ouvrier agricole, ouvrier tout court, il participe au groupe anarchiste de la ville. Avec ses compagnons, il organise un

attentat qui rate lamentablement et lui vaut la prison. À cause de son jeune âge, il échappe à la condamnation à mort, mais ne pourra sortir de prison qu'à la révolution, soit neuf ans plus tard.

En prison, sa conscience politique s'est formée, notamment par sa rencontre avec un militant remarquable, Piotr Archinov (1887-1936), un des leaders anars moscovites, serrurier de son état.

Makhno possède déjà le charisme qui fera de lui le *Batko* (père) de la commune ukrainienne, un mot courant là-bas, mais qui lui est appliqué constamment (il évoque plus le respect qu'on doit à quelqu'un qui est admiré qu'un autoritarisme paternel). Son visage porte les marques de la petite vérole, mais ses hautes pommettes lui donnent un regard fascinant. Son humour, son entêtement légendaire, son intelligence feront le reste.

Libéré par les événements, il court à Goulaïe-Polié, où se constitue un soviet qui va devenir légendaire. Son premier président sera l'instituteur du bourg, Tchernoknijny, qui est sans ambiguïté sur l'orientation politique du conseil : *La conception des soviets libres de travailleurs est suscitée par la vie même. Cette forme transitoire d'autogestion mène dans sa pratique au futur ordre non-autoritaire, fondé sur les principes d'une liberté absolue, d'une égalité et d'une fraternité totales. On a rarement dit plus en si peu de mots.*

Makhno se jette à corps perdu dans la construction du soviet. Les membres du conseil enlèvent les terres et le bétail aux riches latifundistes et les distribuent aux paysans pauvres. Il se crée des communes, à participation uniquement volontaire (on est loin des kolkhozes staliniens qui mèneront l'économie russe au désastre), d'environ cent à trois cents personnes. Les quelques usines de la ville sont autogérées, et des comités de gestion sont chargés de la distribution et de la répartition de la production. Entre usine autogérée et commune paysanne, c'est l'échange le plus primitif qui se réinstaure.

La première commune libre s'appellera *Rosa Luxemburg*, en hommage à celle qui vient d'être assassinée à Berlin. Ces communes se sont créées d'elles-mêmes, et ce sont les paysans pauvres qui en sont les premiers

membres. Chacun y travaille selon ses forces, l'égalitarisme y est poussé à son maximum, et l'entraide devient une obsession. Tous les délégués et les organisateurs sont choisis par les membres au complet. Il y aura des congrès périodiques entre les communes, dont trois à l'échelon de la région entière.

L'éducation est prise en charge par les révolutionnaires, et elle s'inspire des théories de Francisco Ferrer.

Mais dans le même temps, c'est la guerre. Les Blancs menacent. Mais il y a aussi les nationalistes ukrainiens, emmenés par Simon Petlioura, un grand bourgeois modéré. La révolution a peu pénétré encore en Ukraine, que déjà les nationalistes ont créé une Rada Centrale, qui proclame l'indépendance de la république (capitale Kiev).

Les Bolchéviques répliquent en envoyant l'armée. Mais l'armistice de Brest-Litovsk survient. Lénine n'a pas hésité à sacrifier toute l'Ukraine, qui est cédée à l'Autriche-Hongrie. Les Austro-Hongrois désignent un gouverneur, un hetman, Skoropadsky, qui remplace Petlioura. Lénine abandonne Kiev que ses armées venaient de prendre.

Les soviets ukrainiens ne l'entendent pas ainsi, et vont lutter désormais contre l'envahisseur. Makhno a créé à Goulaïe-Polié un syndicat des ouvriers agricoles, il est président de l'union paysanne, du syndicat des ouvriers métallurgistes et menuisiers, du soviet. Il ne lui reste plus qu'à créer une armée. C'est chose faite dès janvier 1918. Rapidement, elle sera connue dans tous les pays sous le nom de *Makhnovtchina*.

C'est une colonne, qui comprendra rapidement 50.000 personnes, avec des canons, des chars et des trains blindés pris à l'en-nemi, et surtout les célèbres tatchanki, attelages à deux chevaux, très mobiles, qui sont l'avant-garde de la colonne, l'infanterie étant au milieu et l'artillerie derrière.

Ces attelages seront l'âme de la *République de tatchanki*, la colonne Makhno, que toute la population paysanne et ouvrière va soutenir deux ans durant. Cette armée est de qualité, sur le plan militaire : les paysans ont combattu entre 1914 et 1918, ils sont encore dans le feu de l'action.

Tous sont volontaires, la discipline est librement consentie, elle est décidée collectivement avant, tous les responsables et officiers sont élus par la troupe, Makhno ayant cependant un droit de veto pour les commandants.

Toutes les colonnes dirigées par d'autres révolutionnaires, soit à leur compte soit pour le compte de l'Armée Rouge, vont rejoindre la *Makhnovtchina*, notamment celle de Berdiansk, menée par le paysan anarchiste Basile Kourilenko, dont on dit souvent qu'il aurait pu prendre la place de Makhno ; celle de Dibrivka, menée par l'ancien matelot Stchouss ; celle de Grichino, dirigée par Pétrenko-Platonoff.

Obligés de se battre sans cesse et de se déplacer, les paysans ont du mal à maintenir les communes. La *Makhnovtchina* manque d'intellectuels, on ne verra guère les rejoindre que Piotr Archinov, de 1919 à 1920 (il repartira à Moscou s'occuper du mouvement en décomposition), Voline, de son vrai nom Vsevolod M. Eichenbaum (1882-1945), un membre du *Nabat*, la principale organisation anar de l'époque, Ossip et Aron Baron, autres membres du *Nabat*, qui s'occuperont quelques temps de la culture et de l'éducation, organiseront les conférences, rédigeront tracts et affiches, assureront toute la propagande.

Voline dirigera aussi le *Conseil Militaire Insurrectionnel* durant six mois. C'est son témoignage essentiel, *La Révolution Inconnue*, qui est la source principale, avec *Le mouvement Makhnoviste* d'Archinov, de tout ce que nous savons de certain sur Makhno et les siens.

La durée des combats est un autre danger pour les Makhnovistes : la militarisation prolongée conduit rarement aux idées autogestionnaires et les partisans de Makhno seront souvent victimes de leurs contradictions. D'autant qu'ils ne sont pas exempts de défauts : Makhno boit, devient très violent et coléreux quand il est ivre, n'a pas toujours avec les femmes le comportement du parfait libertaire, est mal entouré, bien que sa "clique" se fasse souvent remettre à sa place par la base.

Un exemple entre mille : un des commandants, jeune, courageux et combatif, l'immense Klein, blessé à de multiples reprises, se voit

reprocher lors d'un congrès de s'être saoulé, alors qu'il a lui-même interdit cela à ses soldats. Il fera son autocritique, expliquant qu'il s'ennuie loin des combats et qu'on veuille bien le renvoyer se battre. On lui pardonne et on l'envoie au front.

Le manque constant d'armes et de munitions ne compense pas toujours les valeurs combattives de l'armée. En revanche, le niveau politique est très haut, les paysans se font très vite à l'autogestion, et entre chaque mouvement, offensif ou défensif, ils retournent aux réalisations concrètes, encouragés par un Makhno qui a bien senti que construire et détruire sont les deux mamelles du changement. Sur les terres de la région flotte le drapeau noir. Les juges et policiers ont été chassés, voire gardés comme simples messagers. Mais le danger est grand. Alors que la guerre civile s'articule autour des trois forces (Makhno, les Bolchéviques et les nationalistes), qui se battent entre elles, cinquante anarchistes ayant été abattus ou emprisonnés à Moscou ; la *Makhnovtchina* commence à semer la terreur chez les bourgeois ukrainiens.

Petlioura s'était fait connaître par ses pogroms de Juifs (il mourra, assassiné par un militant juif, en exil), mais il avait aussi profité d'un voyage à Moscou de Makhno (au cours duquel se situe la rencontre de ce dernier avec un Lénine déjà incapable de saisir l'évolution de la situation, et des anars avec lesquels il ne s'entend pas, notamment Kropotkine), pour faire assassiner son frère invalide de guerre, brûler sa maison et mettre sa tête à prix. Les Petliourovski verront s'abattre sur eux la vengeance du *Batko* : les persécuteurs, flics, officiers seront chaque fois impitoyablement exécutés, souvent féroceement.

C'est le début d'une lutte à mort. Elle se continuera contre les armées blanches de Skoropadsky, de Dénikine (qui sera vite vaincu), puis de Wrangel. Simon Petlioura laisse la place en 1919. Le Comité Révolutionnaire clandestin charge Makhno d'organiser la lutte contre l'envahisseur austro-hongrois.

Ses tatchanki font merveille : le même jour, il peut attaquer à deux endroits distants de centaines de kilomètres. Ses raids lui apportent armes, vivres, argent, matériel. Aucun bataillon ne lui résiste, les

paysans lui fournissant, outre le gîte et le couvert, des chevaux frais, des armes, des renseignements précieux. Ce qui leur vaut parfois de dures représailles.

Les Bolchéviques, qui ont pourtant les armées blanches sur le dos, n'hésitent pas à s'attaquer violemment aux libertaires : arrestations, assassinats se multiplient. Trotsky, qui ne perd jamais l'occasion de massacrer la canaille anarchiste, et le lugubre Dzerjinski, patron de la Tchéka, mènent la répression. En septembre 1918, la femme et l'enfant de Makhno sont assassinés. Partout le désarmement des non-bolchéviques est systématique. Ou les soldats entrent dans l'Armée Rouge, ou ils retournent chez eux.

Pendant ce temps, Makhno lance une attaque générale contre l'hetman Skoropadsky, puis contre Petlioura à Ekatérimoslaw, où il est soutenu par... les Bolchéviques, qui jouent sur tous les tableaux. Makhno entre dans la ville, habillé en civil, par le train, incognito. L'armée de Petlioura est liquidée, et Makhno abandonne la ville aux Bolchéviques.

Ce sera, de novembre 1918 à juin 1919, la grande pause où Rouges et Blancs se tiennent à distance, et où la *Makhnovtchina* va se développer, l'armée occupant toute la région de Goulaïe-Polié, et où, pour la première fois, ils ont le temps de réfléchir un peu, de théoriser même, sur leur expérience.

Petlioura revient un temps, reprend Kiev, tandis que les Austro-Hongrois se retirent, que l'hetman et les gros propriétaires fuient. L'Armée Rouge récupérera finalement Kiev.

Tout au long de ces événements, des bandes de pillards écument la région, ce qui permettra, le moment venu, à la propagande unie des Bolchéviques et des Blancs de présenter le gêneur Makhno comme un bandit de grand chemin (de même qu'on lui attribuera froidement les progroms anti-Juifs de Petlioura).

L'année 1919 est marquée par la lutte à quatre, les Blancs et les nationalistes ukrainiens ne s'entendant pas toujours. Makhno continue à temporiser avec Lénine. Il joue le jeu et ne veut pas diviser les

révolutionnaires, même s'il n'est pas d'accord avec les Rouges. Ayant enlevé cent wagons de blé à Denikine, il les envoie à Moscou et Petrograd pour soutenir les soviets.

Tandis que les Denikiniens font régner une répression terrible, les Bolchéviques se décident, en mars, à les attaquer. Dybenko les conduit. Un accord est passé avec Makhno. On se ménagera mutuellement. La *Makhnovtchina* restera indépendante, mais Makhno aura un statut de commissaire politique rouge. Le drapeau noir flotte toujours sur chaque tatchanka. On imagine la façon dont les chefs bolcheviques ont dû se contenir pour ne pas éclater, Trotsky entre autres, ou Dybenko qui mènera militairement la répression contre Cronstadt.

La Tchéka, en quelques semaines, se rend odieuse aux paysans, qui virent les tchékistes et leur administration bureaucratique. En représailles, les critiques contre la *Makhnovtchina* pleuvent, les vivres ne parviennent pas toujours, les munitions non plus, et quelques arrestations sont pratiquées.

Les congrès des conseils se déroulent à Goulaïe-Polié en janvier, février et avril. Soixante-douze délégués représentent à ce dernier deux millions d'hommes. Dybenko le déclare contre-révolutionnaire, et une campagne de presse est lancée contre les autogestionnaires, traités de criminels et de koulaks (ce qui ne manque pas de sel étant donné que les paysans sont restés pauvres, parfois même plus qu'avant).

L'ineffable Trotsky aura ce mot historique : Il vaut mieux céder l'Ukraine entière à Denikine que de permettre une expansion du mouvement makhnoviste. Le mouvement de Denikine, franchement contre-révolutionnaire, pourra aisément être compromis plus tard par la voie de la propagande de classe, tandis que la Makhnovtchina se développe au fond des masses et soulève justement les masses contre nous.

C'est à cette époque qu'un premier complot bolchevique visant à l'assassinat de Makhno est conçu. C'est Makhno lui-même qui l'évente. Les comploteurs sont exécutés aussitôt. Et c'est au moment même où Denikine lance sa grande offensive que les Bolchéviques attaquent

Goulaïe-Polié, en juin 1919. C'est la fin de la période de puissance totale de Makhno sur l'Ukraine.

Attaqué dans le dos, ses communes détruites, ses partisans exécutés sommairement, Makhno quitte son poste dans l'Armée Rouge. À la tête des Rouges : Trotsky, une fois de plus, *cet homme borné, mais démesurément orgueilleux et méchant, ce bon polémiste et orateur devenu - grâce à l'égarement de la Révolution - dictateur militaire "infaillible" d'un immense pays*, comme le décrit Voline.

Les Rouges se retirent devant Denikine, afin que celui-ci puisse prendre Makhno à revers et se charger de sa liquidation. Sous le commandement de Vorochilov, de nouvelles forces bolchéviques arrivent, et proposition est faite à Makhno de lutter côte à côte. Il refuse. Il n'a pas tort : Vorochilov a en poche un ordre de Trotsky lui enjoignant de s'emparer de Makhno et de le fusiller sur place. Certains hommes de Makhno accepteront malgré tout, sur ordre, un commandement dans l'Armée Rouge.

Le lendemain du jour où Trotsky proclame publiquement que Denikine ne représente pas une menace sérieuse, celui-ci prend Ekaterinoslaw et menace Kharkov, qui tombe à son tour en juillet.

Paniquée, l'Armée Rouge s'enfuit, et l'Ukraine est abandonnée à son sort.

Il ne reste plus, face à la terreur blanche, que Makhno. Les hommes de Makhno restés dans l'Armée Rouge reviennent à lui, suivis par pas mal de déserteurs bolchéviques. La population fuit avec Makhno, effrayée par les exactions des Blancs, qui fusillent les hommes, violent les femmes (si elles sont juives, c'est systématique). La retraite dure jusqu'en septembre.

Encerclé, dormant à peine, se déplaçant sans arrêt, Makhno a déjà huit mille blessés qu'il traîne derrière lui. À Ouman, tenue par les derniers Petliourovski, il pactise avec eux pour faire soigner ses blessés, mais se fait trahir, et encercler complètement par les Blancs, qui ont à leur

tête le général Slastchoff (qui deviendra plus tard un officier... bolchevique).

Le 26 septembre, c'est le tournant. Makhno change de direction et attaque les Blancs, à Pèregonova. Il disparaît au début de la bataille, puis ressurgit à revers, couvert de poussière, au moment où ses troupes se faisaient enfoncer, provoque la débandade blanche, poursuit impitoyablement les fuyards qui sont massacrés au sabre, près d'une rivière.

Poussant aussitôt son avantage, il enfonce le front, bouscule les Blancs (rien n'est défendu sur leurs arrières), et reprend en quelques jours toute l'Ukraine.

Sur son passage, c'est la panique. Les Makhnovistes brûlent les prisons, exécutent les officiers, les policiers, les koulaks, les curés, les riches bourgeois. Ils suppriment toutes les interdictions quelles qu'elles soient. Sur une affiche placardée partout, où l'on explique ce qu'est la *Makhnovtchina*, il est marqué entre autres : *C'est aux paysans et aux ouvriers eux-mêmes d'agir, de s'organiser, de s'entendre entre eux dans tous les domaines de leur vie, comme ils le conçoivent eux-mêmes et comme ils le veulent. Qu'ils sachent donc dès à présent que l'armée makhnoviste ne leur imposera, ne leur dictera, ne leur ordonnera quoi que ce soit. Les Makhnovistes ne peuvent que les aider, leur donnant tel ou tel avis ou conseil, mettant à leur disposition les forces intellectuelles, militaires ou autres dont ils auraient besoin. Mais ils ne peuvent ni ne veulent en aucun cas les gouverner, leur prescrire quoi que ce soit.*

Denikine fuit. Il est vaincu définitivement. Pas fous, les Bolchéviques reviennent à toute vitesse, attaquent mollement près d'Orel, ce qui leur permettra d'accréditer la légende selon laquelle l'Armée Rouge a vaincu Denikine. Ils tentent de réimplanter leur bureaucratie partout où ils passent, mais Makhno les en empêche.

Un congrès important a lieu à Alexandrovsk, qui organise tout en coopératives, généralise l'autogestion et charge Makhno de superviser les opérations militaires, avec dix-huit commandants sous ses ordres.

Peu après, commence l'épidémie de typhus qui ne lâchera plus la *Makhnovtchina*, décimant ses rangs. Makhno lui-même sera malade longtemps.

Une nouvelle fois, pas aussi naïf que certains historiens semblent le croire, mais n'ayant guère le choix, Makhno va temporiser et faire semblant de s'allier avec les Rouges. Les armées fraternisent. Les Bolchéviques n'hésitent pas à demander à Makhno d'attaquer sur le front polonais, loin de sa province. Il refuse et se replie sur Goulaïe-Polié, une fois de plus.

Désormais, déclaré hors-la-loi, Makhno échappera plusieurs fois aux tueurs de Trotsky. Bela Kun, qui s'est fait connaître lors de la Commune de Hongrie, s'allie avec lui, mais le calomnie dès qu'il tourne le dos.

La propagande insensée dirigée contre lui est curieusement reprise dans le monde entier, les journaux estimant sans doute, et à juste titre, qu'il est un danger bien plus grand pour le capitalisme que Lénine.

Partout où ils le peuvent, les Bolchéviques détruisent ce que Makhno a construit. À cette époque, deux cents mille paysans au total seront fusillés. Goulaïe-Polié change de mains plusieurs fois, et chaque fois ce sont des nouvelles exécutions, Makhno ne ratant pas les commissaires et officiers rouges.

C'est au printemps 1920 qu'une nouvelle offensive des Blancs a lieu, en Crimée cette fois, sous la houlette d'un ancien baron tsariste, Wrangel. À chaque attaque de Makhno, qui reprend les armes contre l'envahisseur, les Bolchéviques attaquent dans son dos. Pour faire bonne mesure, la propagande rouge accuse bien sûr Makhno du contraire (s'allier avec les Blancs). Ils refusent de répondre à l'appel à l'union anti-blanche lancée par Makhno. Ossip et Voline l'ont rejoint.

Tandis que Wrangel avance, prend une à une toutes les villes d'Ukraine, dont Goulaïe-Polié, un accord est finalement conclu entre les Rouges et les Makhnovistes.

Voline en bénéficiera : prisonnier des Bolchéviques, il est libéré à cette occasion, avec d'autres anarchistes. Les communistes et anarchistes

participent ensemble une dernière fois aux soviets, Makhno est libre de sa stratégie et les habitants des régions makhnovistes se voient reconnaître le droit de s'organiser eux-mêmes, droit qu'ils avaient pris depuis longtemps, et les Bolchéviques reconnaissent publiquement qu'il n'y a pas d'alliance Makhno-Wrangel.

Ce dernier subit aussitôt sa première défaite, prélude à une liquidation totale, qui survient en novembre 1920, due aux efforts conjugués des deux "alliés".

À Goulaïe-Polié, une fois de plus, on repart à zéro, on recommence tout. L'école est remise sur pied par des Ferreristes. La *Makhnovtchina* repart de plus belle. De leur côté, Lénine et Trotsky ordonnent l'assassinat de Makhno et l'élimination de ses partisans. Maintenant que l'ennemi commun est dans la poussière, rien ne freine plus leur inévitable affrontement direct.

Le premier complot a été préparé avant la chute de Wrangel. Par surprise, l'état-major makhnoviste de Crimée est arrêté. Les chefs, dont le paysan Simon Karetnik qui le commandait (il remplaçait souvent Makhno comme chef suprême), et Piotr Gavrilenko, paysan anarchiste lui aussi, un des vainqueurs de Denikine, sont exécutés sommairement. Seul Martchenko, un autre paysan de Goulaïe-Polié, commandant de la cavalerie, parvient à s'échapper avec deux cent cinquante hommes (sur mille cinq cents).

En arrivant, Martchenko et Taranovsky (autre commandant) se présentent devant un Makhno abattu : *J'ai l'honneur de vous annoncer le retour de l'armée de Crimée*, dit Martchenko. *Oui, frères, à présent, seulement, nous savons ce que sont les Communistes*. Makhno, lui, le savait depuis longtemps, mais les événements ne lui avaient pas laissé le choix. Il quitte une fois de plus Goulaïe-Polié, avec seulement, deux cent cinquante hommes, pour être plus rapide. Il est malade comme un chien, il a une cheville fracassée. Il lui faut se remettre de ce coup.

Voline, qui à cette époque a été arrêté, rapporte qu'un des responsables de la Tchéka, Samsonoff, qui l'interroge, lui a fait cette remarque : *Nous sommes devenus maintenant de vrais et habiles hommes d'État*

[...] *Dès que nous n'eûmes plus besoin de ses services - et qu'il commença même plutôt à nous gêner - nous sûmes nous en débarrasser définitivement.* Difficile de mieux résumer la situation.

Mais Makhno n'est pas définitivement abattu. Il reconstitue une armée de mille cavaliers et mille cinq cents fantassins. Il contre-attaque, reprend sa Goulaïe-Polié, il fait six mille prisonniers bolcheviques : deux mille vont désertier aussitôt pour se joindre à lui. Il faut dire qu'il commence à être évident pour les vieux Bolchéviques que leur révolution est d'ores et déjà confisquée par une poignée d'arrivistes et de bureaucrates, dont la plupart n'ont même pas participé aux premiers combats, ou encore ne l'ont fait qu'à contre-cur : Trotsky, Kamenev, Zinoviev, etc...

La lutte continuera jusqu'en 1921. Finalement, Makhno doit reculer. L'hiver, la neige, le gel, l'entravent. Nombre de ses fidèles lieutenants sont tués, Martchenko, Grégori Vassilevsky (qui le remplaçait souvent à la tête de l'armée), etc... Lui-même est blessé plusieurs fois, il se tient à cheval avec peine, il a une balle dans la cuisse, une autre dans le ventre.

L'été voit ses derniers compagnons mourir, Stehouss, Kourilenko, Mikhaleff-Pav-lenko. Les paysans le cachent de force, car il ne peut plus marcher ni tenir debout. Il surmonte sa faiblesse et se sauve.

À l'extérieur, il est seul. Tous les anarchistes russes le désavouent, tous se leurrent sur son rôle réel, ils sont trop sensibles à la propagande léniniste. Au Congrès des Syndicats Rouges, il est dénoncé par les anars collabos. Dans les autres pays, il est considéré comme un chef de gang. Quand la *Makhnovtchina* était puissante, il était soutenu par les anars ; une fois celle-ci abattue, tous le lâchent sans vergogne. L'ensemble du mouvement anarchiste russe est alors moscovite. La plupart ignorent tout des problèmes ukrainiens et ruraux.

Cette faiblesse et cet aveuglement des libertaires russes, qui manquent aussi de personnalités fortes, expliquent partiellement que Lénine et les siens aient pu si facilement détourner un mouvement aussi puissant que

la révolution russe, pour en faire un système bureaucratique et capitaliste d'État.

Makhno d'ailleurs méprise profondément les anars de Moscou.

En août, Boudiény bat définitivement les armées makhnovistes. Nestor Makhno est blessé, Ivanuk et Pétrenko tués (c'étaient ses deux derniers compagnons fidèles) ; il réussit à s'enfuir avec - selon les sources - deux cent cinquante ou seulement soixante-dix-sept cavaliers survivants.

Puis, caché dans un char à foin, percé de coups de baïonnettes à un contrôle, il passe en Roumanie, où il est soigné et interné.

Tandis que les derniers éléments de la *Makhnovtchina* sont liquidés, que le sinistre Frounzé massacre femmes et enfants, toute l'Ukraine va être soumise à une dictature qu'aucun tzar n'avait jamais fait peser. À peine remis de ses blessures, Makhno s'évade de Roumanie, passe en Pologne, où il est nouveau arrêté. Il s'évade encore, passe en Allemagne, où il retrouve quelques-uns de ses partisans. Il écrit.

On le retrouvera à Paris, exilé, sombre. Chauffeur de taxi, manuvre chez Renault. Sa femme Galina Andreevna, qui avait rêvé d'être la compagne d'un révolutionnaire ukrainien, l'abandonnent. Son pied jamais guéri, sa joue barrée d'une large cicatrice, il écrit ses mémoires (qui hélas resteront inachevés et s'arrêtent au début de la révolution). Il boit de plus en plus. La tuberculose le ronge. Il meurt en 1935.

1921 : les marins de Cronstadt

Principale base de la flotte de la Baltique et ville fortifiée sur l'île de Kotlin, Cronstadt à trente kilomètres de Pétrograd, abrite en 1917 quelque 50.000 habitants, pour la plupart des marins de la Baltique, soldats, officiers, ouvriers des arsenaux militaires.

De février à novembre 1917, les marins de Cronstadt sont de tous les soulèvements.

Fer de lance de l'insurrection, *l'orgueil et la gloire de la Révolution russe* reconnaîtra Léon Trotsky (En novembre 1905 et en juillet 1906 déjà, les soulèvements de marins et soldats de Cronstadt ont été écrasés par la garde impériale de Saint-Pétersbourg).

Au lendemain de la victoire bolchévique, ce sont les marins de Cronstadt, entraînés par le jeune anarchiste Anatole Jelezniakov, qui dispersent l'Assemblée Constituante).

À la fin du mois de février 1917, les marins commencent par se saisir de 236 officiers particulièrement détestés, proclament *l'éligibilité du commandement*, abolissent le port des pattes d'épaule et organisent le Soviet de Cronstadt.

Dans ce Soviet figure un anarchiste, Efim Yartchouk. *Cronstadt devint bientôt la Mecque révolutionnaire ou se rendaient les différentes délégations du front et de l'arrière*, note Ida Mett.

Pendant les semaines de la révolution bourgeoise (février 1917), la ville apparaît en effet comme un exemple surprenant de pouvoir populaire.

Dans sa séance du 26 Mai 1917, son Soviet décide que *Le pouvoir dans la ville de Cronstadt se trouve désormais uniquement entre les mains des Soviets, des députés, des ouvriers et des soldats, lequel pour les affaires concernant le pays entier se met en contact avec le gouvernement provisoire.*

Mais en dépit de la constitution du premier ministère de coalition (18 mai-5 août 1917), la politique sociale du gouvernement reste très prudente.

Début juillet, l'échec militaire de Lemberg (Lvov) en Pologne, provoque à Pétrograd de violentes manifestations. Les bolchéviques sont débordés. Le 4 juillet, l'arrivée de plusieurs milliers de marins de Cronstadt déployant drapeaux rouges et drapeaux noirs relance l'émeute. Tchernov, ministre de l'Agriculture et chef des socialistes-

révolutionnaires, harangue les manifestants. Les marins se saisissent de lui comme otage et le jettent dans une voiture découverte. Le gouvernement doit dépêcher aussitôt Trotsky, l'idole des marins, pour le délivrer.

En octobre, les marins de Cronstadt sont encore présents et ce sont eux qui occupent un certain nombre de points stratégiques. John Reed, l'auteur de *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, a bien vu l'influence et la confiance qu'inspiraient leurs détachements. Cette influence de Cronstadt repose sur le dynamisme d'hommes prêts à tout pour défendre la révolution. Mais quelle révolution ? L'organisation de la vie quotidienne dans la ville forteresse permet de croire que les marins n'admettaient qu'une révolution : celle du peuple. Ce sont, en effet, les citoyens eux-mêmes, groupés dans les comités de maisons et des milices, qui gèrent tous les services et la vie propre de la cité. Des groupes d'habitants d'un même quartier se mettent à cultiver en commun des terrains jusqu'alors délaissés.

Une *Union des travailleurs de Cronstadt* produit des objets indispensables comme les clous, les faux, les charrues... Des comités de maisons, de rues, de quartiers fournissent hommes et renseignements au *Comité urbain* chargé des intérêts de la ville. Au début de 1918, la population décide la **socialisation** des habitations et des maisons. Le Soviet de Cronstadt composé de bolchéviques pour l'essentiel et de quelques socialistes-révolutionnaires et d'anarcho-syndicalistes ne réussit pas à dissuader les citoyens de remettre à plus tard une mesure aussi radicale. Et l'on commença le recensement et l'examen des locaux de manière à donner un logis convenable à chaque habitant.

Les frictions avec le pouvoir central surgissent en 1918. En février, le *Conseil des Commissaires du Peuple* prononce la dissolution de la flotte et amorce la création d'une nouvelle *Flotte Rouge*. Puis, on procède au désarmement de la population. Des contingents de marins sont expédiés sur les divers fronts intérieurs. En avril, les groupes anarchistes de Moscou sont dissous et traqués. Cronstadt ne peut qu'émettre deux motions de protestation. La très dure mobilisation des énergies au cours des années du *communisme de guerre* (1918-1921) provoque dans

tout le pays, à la campagne comme à la ville, un mécontentement d'autant plus tragique que les denrées de première nécessité ont disparu.

Fin février 1921, des meetings et des grèves paralysent les grandes usines de Pétrograd. Tracts et proclamations se succèdent : *Un changement fondamental dans la politique du gouvernement, dit une de ces affiches, est nécessaire. En premier lieu, les ouvriers et les paysans ont besoin de liberté. Ils ne veulent pas vivre selon les prescriptions des bolchéviques, ils veulent décider eux-mêmes de leur destin.* Mais le Soviet de Pétrograd proclame la loi martiale, décide le *lock-out* des ouvriers des fabriques de Trubotchny, tandis que la *Tchéka* (la police politique) procède à de nombreuses arrestations. Zinoviev, président du Soviet, ne veut voir dans toute cette agitation qu'une suite de machinations fomentées par des *Mencheviks* et des sociaux-révolutionnaires.

À dire vrai, le Cronstadt de 1921 n'est plus le Cronstadt de 1917. L'avant-garde révolutionnaire a déserté la cité ; elle est partie sur les divers fronts intérieurs combattre les armées blanches. En outre, les marins se recrutent de plus en plus sur les côtes de la Mer Noire, dans cette Ukraine sensible aux exploits de Makhno. À l'occasion des permissions passées dans leurs familles, ils observent la rigueur des réquisitions de céréales et le malaise rural. La restauration de la discipline militaire, la suppression des comités de navire, l'installation de commissaires et de spécialistes ont par ailleurs irrité les matelots. Cependant Cronstadt, ouverte aux influences libertaires, a conservé la flamme révolutionnaire et reste à l'écoute de Pétrograd. C'est pourquoi la place forte envoie des émissaires s'informer des revendications des grévistes. À leur retour, les marins des bateaux de guerre *Petropavlovsk* et *Sébastopol* affirment leur solidarité avec les travailleurs de Pétrograd et protestent de leur loyauté envers la Révolution et le Parti Communiste. Très vite, le mouvement s'étend à toute la flotte. Le 1er mars, les équipages organisent un meeting sur la place Yakorny ; 16.000 marins, ouvriers et soldats y participent. Le président de la République, Kalinine, le commissaire de la Flotte de la Baltique, Kuzmin, s'adressent à l'assistance. Le Comité d'enquête

envoyé à Pétrograd dénonce les mesures employées par Zinoviev contre les ouvriers. À l'unanimité moins trois voix (celles de Kalinine, Kuzmin et Vassiliev, président du Soviet de Cronstadt) une résolution est alors adoptée qui stipule entre autres points : *L'assemblée décide qu'il faut, étant donné que les Soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans Procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du vote secret Établir la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche.*

Le 2 mars 1921, 300 délégués se réunissent à la Maison d'Éducation pour discuter des nouvelles élections au Soviet. Les communistes ne sont qu'une minorité et la masse des sans-parti fait adopter la création d'un *Comité Révolutionnaire Provisoire* qui installe temporairement son siège sur le navire de guerre *Petropavlovsk*. Le 3 mars paraît le premier numéro des *Nouvelles du Comité Révolutionnaire provisoire* (*Les Izvestia* de Cronstadt).

Mais quel gouvernement, note Paul Avrich, pourrait se payer le luxe d'une mutinerie prolongée de la marine dans sa principale base stratégique, convoitée par des ennemis désireux d'en faire le tremplin d'une nouvelle invasion ? La réaction du pouvoir central est immédiate. La radio moscovite annonce l'isolement total de Cronstadt. Elle voit dans le soulèvement une *conspiration blanc-gardiste* organisée par les *espions de l'Entente* et le contre-espionnage français. Un autre bulletin précise : *Si vous persistez on vous canardera comme des perdreaux.* Dans la nuit du 4 au 5 mars, Trotsky, *président du Soviet militaire révolutionnaire de la République*, lance l'ultimatum suivant à Cronstadt : *Le Gouvernement ouvrier et paysan a déclaré que Cronstadt et les équipages rebelles doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République Soviétique. C'est pourquoi j'ordonne à tous ceux qui ont pris les armes contre la patrie socialiste de les déposer immédiatement. Les récalcitrants seront désarmés et livrés aux autorités soviétiques. Les communistes et autres représentants du gouvernement doivent être immédiatement libérés. Seuls ceux qui se rendront sans condition peuvent compter sur l'indulgence de la république soviétique. En même temps, je donne des ordres destinés à réprimer la mutinerie et à*

réduire les rebelles par la force des armes. Les chefs des mutins contre-révolutionnaires seront entièrement responsables des dommages que pourraient subir, par leur faute, les populations pacifiques. Cet avertissement est définitif.

Quelques anarchistes de Pétrograd tentent alors une dernière démarche pour dissuader les bolchéviques d'attaquer Cronstadt. Dans une lettre adressée au *Comité du Travail et de Défense de Pétrograd*, Alexandre Berkman, Emma Goldman, Perkus, Petrovsky proposent vainement l'envoi d'une commission apte à dénouer pacifiquement le conflit. Tandis que les troupes bolchéviques se préparent à l'assaut, Cronstadt espère encore l'appui de Pétrograd et des autres grandes villes. À travers la Russie, les anarchistes accueillent avec enthousiasme l'annonce du soulèvement. Ils diffusent à Pétrograd un tract mobilisateur : *C'est pour toi, peuple de Pétrograd, que les marins se sont levés. Sors de ta léthargie et prends part au combat contre la dictature communiste ; après quoi l'anarchie s'installera.*

La presse de Cronstadt dénonce le *feld-maréchal* Trotsky. Des mots d'ordre lapidaires surgissent : *Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis, Vive Cronstadt Rouge avec le pouvoir des soviets libres, Vive les soviets sans les bolchéviques.* Tout dialogue s'avère donc impossible. Est-ce parce qu'il ne tient pas à participer personnellement à l'assaut contre *le fer de lance de la Révolution* ou parce qu'il ne tient pas à opérer dans une zone relevant de l'autorité de Zinoviev, toujours est-il que Trotsky confie la responsabilité de l'attaque au général Toukhachevsky, héros de la récente campagne polonaise. Des troupes sûres affluent. L'artillerie communiste occupe les îles voisines. Et le 7 mars 1921 à 18h45, les batteries communistes ouvrent le feu sur Cronstadt. L'épreuve de force est engagée. Le 8 mars, les *Izvestia* de Cronstadt exposent les motifs de la lutte décisive : *La révolution d'octobre, les ouvriers la firent pour leur libération. Mais l'Homme s'est retrouvé plus esclave encore qu'auparavant [...] Au glorieux emblème de l'État ouvrier (la faucille et le marteau) le gouvernement communiste a substitué la baïonnette et le barreau de prison [...] Ils ont mis la main sur la pensée, sur l'esprit des travailleurs, obligeant chacun à penser uniquement selon leur formule. C'est à Cronstadt que la*

révolution est en marche [...] C'est à Cronstadt que nous avons posé la première pierre de la troisième révolution. Elle brisera les dernières chaînes qui entravent les masses laborieuses. Elle ouvrira la nouvelle et la large route de l'édification socialiste.

En dépit de ces appels pathétiques, que peuvent faire les 14.000 défenseurs de Cronstadt devant les bataillons communistes ? L'attaque décisive débute le 16 mars. Pendant 48 heures, un âpre et sanglant combat se déroule sous les bombes de l'aviation et de l'artillerie. Le 18 mars, l'opération militaire s'achève. Cronstadt agonise. *Des dizaines de milliers d'hommes assassinés, la ville noyée dans le sang* écrit Emma Goldman. *La Néva devint la tombe d'une multitude d'hommes [...] Le 18 mars, l'anniversaire de la Commune de Paris de 1871, écrasée deux mois plus tard par Thiers et Gallifet, les bouchers de 30.000 communards ! Imités à Cronstadt le 18 mars 1921 !*

Cronstadt tombée, Lénine tire la leçon de l'événement. Certes, le Xème Congrès du Parti Bolchévique affirme que dans l'émeute de Cronstadt *la contre-révolution bourgeoise et les gardes blancs de tous les pays du monde se sont aussitôt montrés prêts à accepter jusqu'aux mots d'ordre du régime soviétique, pourvu que fût renversée la dictature du prolétariat en Russie.* Mais devant ce même Xème Congrès du Parti, Lénine annonce l'adoption d'une *nouvelle politique économique, la NEP, desserrant par là l'étouffement du communisme de guerre.*

Les anarchistes n'ont joué qu'un rôle minime dans cette insurrection d'un des hauts-lieux de la révolution russe. Les plus représentatifs des anarchistes (Jetezniakov, Bleikhman, Yartchouk) n'étaient plus en effet dans la cité rebelle. Mais les idées libertaires comme les slogans anarchistes ont mobilisé tous ceux qui croyaient encore possible la création d'une fédération de communes autonomes. C'est pourquoi les anarchistes y reconnurent et y reconnaissent toujours le refus du pouvoir étatique, de la dictature d'un parti s'auto-proclamant représentant des travailleurs, la prise en main par le peuple lui-même de son propre destin, sans bergers politiques, sans chefs ni tuteurs. *Sans perdre de vue l'essentiel, à savoir comme le note Alexandre Nataf, que*

la résistance de Cronstadt n'a pas cristallisé un désir d'arrêter le cours de la révolution, mais une volonté de le radicaliser.

1936 : la révolution sociale en Espagne

L'Espagne de 1936 abrite six millions d'ouvriers, dont deux à trois millions sont inscrits à un syndicat. Deux grandes centrales rassemblent l'essentiel des effectifs : l'UGT (*Union Générale des Travailleurs*) socialiste et la CNT (*Confédération Nationale du Travail*) anarcho-syndicaliste (un million et demi d'adhérents en 1936). En regard, les partis politiques de gauche (*Parti Communiste, Parti Socialiste Ouvrier, POUM*) ne rassemblent qu'un nombre restreint de militants. Face au coup d'État du général Franco, le 18 juillet 1936, les deux grandes organisations anarchistes, la CNT et la FAI (*Fédération Anarchiste Ibérique*) veulent mener en même temps la guerre et la révolution. Depuis longtemps, en Espagne, un antifasciste ne peut être qu'un révolutionnaire.

Révolution sociale contre coup d'État

La rébellion du général Franco trouve donc les libertaires en état d'alerte. L'ordre de grève générale lancé par la CNT est un appel à la lutte antifasciste. Par-delà les divergences idéologiques, la solidarité des républicains, communistes, socialistes, anarchistes se manifeste dans les combats menés contre les attaques des militaires rebelles. Tandis que le pouvoir politique de Madrid se dissout, des milices populaires se constituent.

Le centre du pays avec la Manche, la Nouvelle-Castille, une partie de l'Estrémadure, passe sous l'autorité des communistes et des socialistes. Une sorte d'autonomie régionale assure à l'Aragon, aux Asturies, à la Biscaye une quasi-indépendance. La Catalogne reste le

fief des anarchistes. Après la première victoire sur les forces rebelles, Companys, président du gouvernement catalan, reçoit une délégation armée de la CNT et de la FAI : *Sans vous, leur dit-il, les fascistes triompheraient en Catalogne. C'est vous, anarchistes, qui avez sauvé la Catalogne et je vous en remercie. Mais aussi vous avez gagné le droit de prendre en mains la direction de la vie publique. Nous sommes prêts à nous retirer et à vous laisser la responsabilité de la situation.*

Les interlocuteurs connaissent bien Companys, qui s'est acquis une grande célébrité vers 1920 en défendant les anarchistes. En 1934, lors d'un soulèvement, il a proclamé la République catalane et a été condamné à 30 ans de réclusion. Pourtant, Garcia Oliver décline l'offre d'assumer le pouvoir politique. L'ensemble de la vie économique est à présent gérée par les anarcho-sindicalistes ; et les libertaires, hier encore pourchassés, se retrouvent à la tête de l' *Alliance révolutionnaire antifasciste*. Les représentants anarchistes Joaquim Ascaso, Durruti, Garcia Oliver dirigent le *Comité des milices antifascistes* formé le 23 juillet 36 à Barcelone.

La CNT organise la reprise du travail et socialise l'économie ; ce sont désormais les travailleurs qui contrôlent et organisent la production, la presse, la radio, les grands meetings populaires.

Les rivalités de partis ou les divergences de but minent pourtant les efforts collectifs. Le *Parti socialiste unifié de Catalogne* (PSUC), l'UGT catalane tentent de freiner la révolution sociale en s'appuyant sur les craintes des classes moyennes, tandis que le POUM s'efforce de populariser la thèse d'un *gouvernement ouvrier*. Au mois d'août 1936, les impératifs militaires entraînent une offensive antifasciste contre les nationalistes de l'Aragon. La *Colonne Durruti* arrive à 30 km de Saragosse et, tout en libérant villes et villages, soutient la création de *collectivités agricoles autogérées* mises spontanément sur pied par les paysans. Guerre et révolution ne sont pas ici dissociées. On comprend dès lors quel dynamisme anime les hommes de la *Colonne Durruti*, venue d'Aragon à Madrid, et arrêtant les franquistes dans la Cité Universitaire de la capitale espagnole.

Le 26 septembre, la CNT accepte d'entrer dans la *Généralité*, c'est-à-dire dans le Gouvernement catalan désormais appelé *Conseil de défense régional*, auquel se joignent des membres du POUM (Andrés Nin est ministre de la Justice) et du PSUC. L'avance des nationalistes rapproche d'ailleurs les socialistes et les anarchistes catalans. Le 22 octobre, leurs deux centrales syndicales précisent les objectifs à atteindre : expropriation des grands capitalistes, collectivisation de leurs entreprises, maintien des petits producteurs.

Fin octobre 1936, devant la menace nationaliste sur Madrid et la pression que fait peser la guerre sur la vie politique, des membres de la CNT acceptent de participer au gouvernement central. Quatre syndicalistes prennent donc en charge un portefeuille ministériel : Juan Peiro devient ministre de l'industrie Juan Lopez Sanchez, ministre du Commerce ; Federica Montseny, ministre de la Santé et Garcia Oliver, ministre de la Justice. L'apport de ce sang nouveau suffisait-il à justifier l'optimisme de la presse anarchiste voyant dans le 4 novembre *Un des faits les plus transcendants qu'enregistra l'histoire politique de, notre pays ?*

À la Justice, Garcia Oliver José fait montre de belles capacités. Un anarchiste ministre de la Justice n'est d'ailleurs pas chose courante. Mais cette participation à un gouvernement bourgeois, cette entrée dans l'appareil de l'État, susciteront bien des questions et bien des réactions. D'ailleurs le gouvernement de Largo Caballero a perdu son prestige. Il quitte Madrid encerclé et se replie à Valence. Sur la route, le convoi est stoppé un moment à Tarancon par des anarchistes qui laissent aux ministres le choix de repartir immédiatement à Madrid ou d'être fusillés...

Barcelone, mai 1937 la contre-révolution

En 1937, tandis qu'à Moscou la *Pravda* précise que l'épuration des trotskystes et anarchistes catalans *sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en URSS*, la lettre ouverte de

Camillo Berneri à Federica Montseny s'inquiète des discours éloquents et des articles brillants tenus ou écrits par les ministres anarchistes emprisonnés dans une *stratégie de position*. *L'heure est venue*, conclut Berneri, *de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la "République de toutes les classes". Le dilemme : guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire ou la défaite.*

Le 21 novembre 1936, atteint d'une balle dans le poumon, Durutti tombe au cours de la bataille de Madrid. A-t-il été abattu par des communistes qui voulaient liquider une figure légendaire de l'anarchisme espagnol ou, comme le pense H. Thomas, par l'un de ses propres hommes réfractaires à la nouvelle attitude des anarchistes (la militarisation des milices et *la discipline de l'indiscipline* prêchée énergiquement par Durutti depuis le mois d'août) et à leur participation au gouvernement ? Le mystère de la mort de Durutti, le plus populaire des anarchistes de la révolution de 36, n'a jamais été élucidé.

L'opposition entre les deux "camps" se radicalise : d'un côté, les tenants de la révolution sociale comme levier pour battre les franquistes (CNT, FAI, UGT, POUM et certains secteurs socialistes) et de l'autre, les communistes et les partis bourgeois partisans d'une "pause", voire d'un retour aux institutions traditionnelles (militarisation des milices, retour à la grande propriété, normalisation dans les usines) pour gagner la guerre "anti-fasciste". En Catalogne, les communistes du PSUC sabotent le ravitaillement des villes et créent les sinistres *Gardes d'Assaut* (troupes d'élite de maintien de l'ordre), dans le Levant et en Aragon, les mêmes font tout pour torpiller les collectivités agricoles autogérées et rendre leurs terres aux anciens propriétaires "bourgeois".

Partout, les communistes, soucieux de rassurer la classe moyenne, de ne pas effaroucher les démocraties occidentales non-interventionnistes et de mener une guerre classique contre les nationalistes, sont hostiles à

la collectivisation des terres et aux milices populaires, alors que les anarchistes étendent, chaque fois qu'ils en ont les forces, les méthodes de gestion collective et désapprouvent la reconstitution d'une armée régulière hiérarchisée et autoritaire. Aux tenants d'une *république parlementaire démocratique* s'opposent les défenseurs d'une *révolution sociale* désireux de fonder un nouvel ordre en multipliant les socialisation et les structures autogérées localement et fédérées régionalement.

Le 25 avril 1937, le journal cénétiste *Solidaridad Obrera* lance une vive attaque contre les communistes. Le même jour, Rolian Cortada, dirigeant des *Jeunesses socialo-communistes* de Barcelone, est assassiné. Les communistes ripostent en exécutant deux anarchistes, dont le maire de Puigcerda.

Le 3 mai, un incident déclenche une lutte sanglante à Barcelone entre les communistes et les anarchistes. Ce jour-là, le chef (communiste) de la police, Rodriguez Sala, s'en vient au Central téléphonique (tenu depuis 36 par la CNT) au prétexte de s'assurer que les anarchistes n'ont pas branché de table d'écoute pour surprendre les directives gouvernementales. Les membres de la CNT croient que le gouvernement veut faire main basse sur la Telefonica. Fusillades. Intervention de la garde civile. Barricades surgies un peu partout dans la ville. Tirs de mitrailleuses. Assauts contre les casernes et les édifices publics. Au soir du 8 mai le bilan officiel est lourd : plus de 500 morts, (dont Camillo Berneri, abattu le 5 mai) et au moins mille blessés. Les dirigeants de la CNT qui auraient pu rappeler des colonnes du front (avec tous les risques que cela comportaient) s'y refusent et, au contraire, lance un vibrant appel au calme et au dépôt des armes. Les anarchistes de la base se sentent trahis par "leurs" ministres. C'est le coup d'arrêt fatal pour la révolution sociale en Catalogne.

Un appel du *Comité pour la Révolution Espagnole* dénonce le parti communiste espagnol et le Parti Socialiste Unifié de Catalogne qui *mettant à profit la popularité que leur a valu le ravitaillement de l'Espagne par la Russie soviétique et plus encore les abondantes ressources matérielles dont ils disposent par suite de leur contact*

intime avec l'URSS, ont déclenché une abominable campagne contre le POUM, la CNT et la FAI, organisations ouvrières hostiles à leurs domination, résolues à s'opposer à l'établissement de toute dictature totalitaire, résolues à pousser aussi loin que possible les conquêtes de la classe ouvrière.

Les positions sont donc nettement tranchées lorsqu'éclate la crise entre le président du Conseil, Largo Caballero, et les communistes. La tentative de les exclure et de former un gouvernement de syndicalistes appuyé par la CNT et l'UGT tourne court.

Rappelons qu'à l'époque, les seules livraisons d'armes d'importance viennent d'URSS (payée avec l'or du Trésor espagnol) et que les communistes locaux usent et abusent de cette position de force.

Juan Negrin (un socialiste nettement plus perméable aux visées communistes que Largo Caballero) devient Premier ministre d'un cabinet qui ne comporte aucun anarchiste. Il faudra attendre mars 1938 pour revoir un ministre anarchiste dans le ministère Negrin. À ce moment, la présence de Segundo Blanco à l'Éducation et à la Santé publique (comme en novembre 1936) avec une situation militaire dramatique. Dans la même optique, la CNT et l'UGT tombent d'accord pour travailler à l'accroissement de la productivité. Un plan d'ensemble doit organiser le travail industriel. Mais les entreprises gérées par des comités de travailleurs reçoivent désormais leurs matières premières du ministre de l'Économie et sont, à présent, surveillés par des médiateurs. Lorsque la victoire des armées rebelles est certaine, deux anarchistes, Gonzalez Marin et Eduardo Val, donnent leur appui à la junte insurrectionnelle du Colonel Casado qui, en mars 1939, veut engager des pourparlers immédiats avec les nationalistes en vue d'arrêter les hostilités.

C'est ce que les historiens appelleront la guerre civile dans la guerre civile. La tragédie s'achève. La révolution sociale n'ayant pu s'épanouir, l'échec militaire est à présent inévitable pensent les anarchistes.

L'union sacrée autour des communistes et des partis bourgeois a étouffé la flamme révolutionnaire.

Guerre et révolution

La participation des anarchistes à la Révolution espagnole est donc une participation sans équivoque. Quel en a été le résultat ? La présence au pouvoir de ministres anarchistes ne soit pas faire illusion. *Quand on fait le bilan de ce collaborationnisme, écrit Gaston Leval, on arrive à la conclusion que la promenade dans les allées du pouvoir fut négative en tous points. Où trouver, s'ils existent, des témoignages de l'uvre libertaire ? La seule uvre constructive, poursuit le même auteur, valable, sérieuse, qui s'est faite pendant la guerre civile a été précisément celle de la révolution, en marge du pouvoir. Les collectivisations industrielles, la socialisation de l'agriculture, les syndicalisations des services sociaux, tout cela, qui a permis de tenir pendant près de trois ans et sans quoi Franco aurait triomphé en quelques semaines, a été l'uvre de ceux qui ont créé, organisé sans s'occuper des ministres et des ministères.*

Pour les libertaires, la guerre est en même temps un combat révolutionnaire. Les régions où les idées libertaires sont solidement ancrées, la Catalogne, l'Aragon, le Levant, ont donc connu un profond bouleversement social. Dans les campagnes, l'autogestion s'affirme alors comme le moteur de l'économie. La rébellion franquiste éclate en effet au moment où la faim de terres n'est pas apaisée. De surcroît, cette rébellion surgit le 19 juillet 1936, en une saison où la récolte des moissons est une donnée impérative. Le départ des grands propriétaires fonciers permet alors aux communautés rurales, en accord avec les délégués à l'agriculture, de réquisitionner les machines des grands domaines et d'entasser dans des locaux de fortune le blé, les fruits, les légumes de ces immenses exploitations. Un comité local élu s'occupera de ces biens collectifs. En octobre 1936, le quotidien CNT de Madrid appelle l'État à *reconnaître ce qui se fait sur les terres espagnoles* et non à nationaliser les terres à son profit. Il met en valeur les mots d'ordre des congrès de syndicats agricoles : *Socialisation de la terre par et pour les travailleurs ! Socialisation et non étatisation ! Prise en charge de la production par les organisations de classe des ouvriers !*

Une grande partie des terres qui échappent à l'emprise des franquistes passe sous le contrôle des organismes qui ne sont ni des conseils municipaux ni des syndicats : *les collectivités agraires*, dépourvues de propriétaires et d'administrateurs. L'Aragon en comptera 400, le Levant 900, la Castille 300, l'Estrémadure 30, la Catalogne 40.

Collectivités d'Aragon

En Aragon, 80% des terres cultivées appartenaient aux grands propriétaires. Le mouvement de socialisation agraire est donc rapide. Les 14 et 15 février 1937, vingt-cinq fédérations cantonales sont représentées au Congrès constitutif de la *Fédération des collectivités d'Aragon* qui se déroule à Caspe. Les délégués proviennent de 275 villages et sont mandatés par 141.430 familles. Le Congrès vote un ensemble de résolutions qui déterminent l'activité à venir. La monnaie est supprimée et un fonds commun de marchandises et ressources financières servira d'échanges avec les autres régions. Un *carnet de ravitaillement familial*, ou *carnet de consommation*, est instauré. L'organisation communale est respectée, mais les limites traditionnelle des villages perdent leur importance ; des échanges de main-d'uvre, d'instruments et de matières premières doivent en effet s'opérer de village à village. Des fermes et des pépinières expérimentales s'emploieront à sélectionner les semences, à améliorer le cheptel. On prévoit la division du sol aragonais en trois grandes zones vouées à la production de semences pour l'ensemble des collectivités. Les petits propriétaires qui refusent d'adhérer à la Collectivité ne peuvent prétendre bénéficier d'aucun service ni d'aucun avantage apporté par cette dernière. Mais leur liberté est sauvegardée. Enfin, dans une perspective beaucoup plus large, le Congrès se propose *d'organiser les échanges à l'échelle internationale, grâce à l'établissement de statistiques relatives aux excédents de production de la région ; on constituera une caisse de résistance afin de pourvoir aux besoins des collectivités fédérées toujours en bonne harmonie avec le conseil régional d'Aragon.*

Collectivités du Levant

La *Fédération régionale du Levant* réunissait cinq provinces essentiellement agricoles où la révolution s'était toujours identifiée à la prise de possession du sol. La collectivisation a progressé plus lentement qu'en Aragon du fait du maintien de la structure administrative de l'État. Ce sont les syndicats paysans qui mettent sur pied les premières collectivités. L'ensemble des collectivités regroupées en *fédérations cantonales* aboutit au *comité régional*. Ce comité, bien étudié par Gaston Leval dans son livre *Espagne Libertaire* (éditions du Monde Libertaire, indispensable à qui veut comprendre le phénomène), se compose de vingt-six sections techniques : *culture des fruits en général, agrumes, vignes, oliveraies, horticulture, riz, bétail ovin et caprin, porcin et bovin ; venaient ensuite les sections industrielles : vinification, fabrication d'alcools, de liqueurs, de conserves, d'huile, de sucre, de fruits, d'essences et parfums ainsi que d'autres produits dérivés ; de plus, on créa des sections de produits divers, d'importation-exportation, de machineries, transports, engrais ; puis la section du bâtiment, orientant et stimulant la construction locale d'édifices de toute espèce ; enfin la section d'hygiène et d'enseignement.*

La moitié de la production d'oranges du pays, un fort pourcentage de celles du riz et des légumes frais, dépendent de la Fédération. L'esprit d'initiative entraîne la création de fabriques de conserves de légumes, l'essor de l'élevage des animaux de basse-cour, l'utilisation nouvelle des oranges desquelles on extrait du miel, du vin, de la pulpe. Comme partout, la soif d'instruction entraîne l'apparition d'une ou deux écoles dans chaque collectivité. En Castille, l'essor des collectivités s'étend sur les grands domaines de l'aristocratie et atteint son plein effet au moment où, le gouvernement ayant quitté Madrid, l'appareil étatique se relâche. Une très grande solidarité existe entre ces collectivités qui reversent leur excédent d'argent à des caisses cantonales de compensation dont le siège est installé à Madrid. Des laboratoires renseignent les agriculteurs sur l'efficacité des engrais, la profondeur des labours, le choix des semences. L'objectif est de produire. Partout les collectivités castillanes développent donc sur des terres ingrates la production de céréales, l'élevage, le vignoble.

L'industrie socialisée

À elle seule, la Catalogne abrite 70% du potentiel industriel. C'est pourquoi les expériences les plus significatives se déroulent dans cette province. À l'inverse du phénomène de socialisation ou de collectivisation qui secoue les campagnes, il semble qu'on assiste dans le secteur industriel à *un néo-capitalisme ouvrier, une autogestion à cheval entre le capitalisme et le socialisme*. Le 23 octobre 1936, apparaît à Barcelone un *Comité central de l'Économie*. Dès le 24, le gouvernement catalan, par un décret de collectivisation, légalise un état de fait : occupation des usines abandonnées et établissement du contrôle ouvrier sur ces entreprises. Aucun plan préconçu n'a entraîné les ouvriers à s'approprier ces moyens de production. Mais cette spontanéité ne saurait dissimuler l'influence libertaire. Depuis longtemps, la presse, les réunions anarchistes avaient préconisé la tactique à suivre : prise en main des entreprises par les travailleurs eux-mêmes ; contrôle de la vie économique par les syndicats. La collectivisation est limitée aux entreprises qui dépassent 100 personnes ou à celles dont les propriétaires ont disparu ou sont considérés comme franquistes. Peuvent s'y ajouter, sur décision du *Conseil de l'Économie*, celles qu'il était *désirable de soustraire à l'activité de l'entreprise privée*. L'intervention du *Conseil de l'Économie* dans un mouvement relevant jusqu'alors des seules décisions de la base montre quelles limites les hommes politiques et les dirigeants entendaient donner à l'autogestion ouvrière. Le gouvernement (et non le syndicat) se posait en dirigeant de la vie économique. La première étape de cette collectivisation industrielle consiste à remettre dans le rang les anciens patrons utilisés, à présent, comme ouvriers ou techniciens et à les remplacer par des délégués syndicaux. À un propriétaire unique succède ainsi un propriétaire collectif qui répartit les bénéfices entre tous ses membres. La deuxième étape vise à donner la réalité du contrôle aux syndicats d'entreprises qui jouent à présent le rôle d'entreprises industrielles. À Barcelone, par exemple, le syndicat du bâtiment prend en charge tous les travaux des multiples entreprises en bâtiment de la cité. Étant donné que certaines industries sont plus rentables que d'autres, il n'existe pas de véritable égalité sociale. Certains travailleurs perçoivent des salaires élevés, d'autres se contentent de

revenus médiocres. On envisage donc de créer un comité de liaison entre les divers syndicats de façon à ce qu'une caisse commune puisse répartir équitablement les revenus de chacun. C'est l'étape ultime de la socialisation. En aucune manière, il ne s'agit de *nationaliser*, de remettre la direction de la vie économique à l'État. Ce qu'on souhaite, c'est l'organisation de l'économie par les travailleurs eux-mêmes.

Le syndicat des travailleurs catalans pour l'eau potable, le gaz et l'électricité est un bon exemple de cette prise en main de la production. Le 19 juillet 1936, tandis que les insurgés franquistes tentent de contrôler Barcelone, quelques militants décident d'assurer la permanence des services essentiels. Des comités d'entreprises s'organisent et un comité central réunit des représentants de la CNT et de l'UGT. Au début, les syndicats se contentent de remplacer les entreprises capitalistes. Puis, la collectivisation prend corps. Le groupe de base, ou *section*, est constitué par 15 travailleurs. Il nomme deux délégués, l'un dirigera le travail de la section, l'autre fera partie du comité d'entreprise. Les commissions de section désignent à leur tour un *comité de bâtiment* qui regroupe un administrateur, un délégué des travailleurs manuels, un technicien. Au sommet se trouvent les trois conseils d'industrie (eau, gaz, électricité) composés de huit délégués chacun. L'ensemble dépend du *Conseil général* des trois industries appelé à harmoniser l'ensemble de la production. Le cas des tramways de Barcelone illustre également l'originalité de cette collectivisation.

La compagnie générale des tramways (jusqu'en 1936 société anonyme contrôlée par des capitaux belges) employait 7.000 travailleurs dont 6.500 adhéraient à la CNT. Lors des premiers combats, les tramways constituèrent un matériau de choix pour la confection des barricades. Très tôt, la section syndicale désigne plusieurs de ses membres pour étudier la reprise du trafic et occuper les locaux administratifs. Quelques jours après la fin des combats, sept cents tramways aux couleurs de la CNT (noir et rouge) circulent dans les artères de la ville. Au cours de l'année 1937, les tramways de la CNT transportent 50 millions de voyageurs supplémentaires. *Pour les quatre derniers mois de 1936, l'excédent des recettes dépasse de 1.127.049,27 pesetas l'excédent des mois de 1935 et ce en dépit d'une baisse sensible des*

tarifs. La concentration des travailleurs, la meilleure utilisation et le meilleur entretien du matériel, la suppression des hauts traitements rendent possible pareille gestion.

Ainsi, dans cette Espagne ravagée par des combats sans merci, s'élaborent des structures jusqu'alors inconnues.

Le grand principe est celui de *l'égalité*, la grande loi celle d'*une fraternité* dispensant des bénéfices égaux entre tous les producteurs. Un ordre ancien s'effondre dans les horreurs réciproques de deux camps, également acharnés à vaincre. Derrière les exécutions sommaires, par-delà les incessantes querelles des partis et des états-majors politiques, derrière les interventions étrangères, une socialisation (et non une nationalisation) s'organise par et pour les travailleurs.

L'expérience tentée et réalisée par dix millions de travailleurs espagnols trop courte pour permettre de dresser un bilan définitif, reste le meilleur témoignage de ce que serait une communauté anarchiste, c'est-à-dire d'un groupement privé consciemment d'autorité étatique.

L'affaire Sacco et Vanzetti

Pendant des années, des centaines de millions d'hommes vont se passionner pour ces deux anarchistes italiens émigrés aux États-Unis dans le Massachusetts, un des États les plus aristocratiques de la Fédération. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les États-Unis connaissent une période troublée. Les attentats et les hold-up se multiplient. L'un d'eux se déroule le 24 décembre 1919 à Bridgewater, dans les environs de Boston. Et voici que le 15 avril 1920 sont abattus dans la même région deux caissiers qui transportent la paie du personnel d'une fabrique de South-Braintree. L'inspecteur Stewart recherche les coupables dans les milieux italiens. Pourquoi chez les Italiens ? C'est qu'une sorte de racisme latent se développe à présent

en Amérique. Devant l'entrée massive d'immigrants misérables venus des pays méditerranéens ou slaves, on veut préserver une certaine unité ethnique en privilégiant l'élément *vieil américain*, donc l'élément nordique composé de Britanniques, d'Allemands et de Scandinaves protestants. Dans cette perspective, les Italiens, catholiques, turbulents, prêts à accepter n'importe quelle besogne, sont considérés avec défiance. La découverte de la voiture volée (qui a servi aux agresseurs) conduit précisément Stewart sur la piste d'un Italien en fuite nommé *Boda*. Son "flair" policiers le pousse alors à faire arrêter deux autres Italiens, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Les policiers se frottent les mains, sans réaliser qu'une nouvelle affaire Dreyfus (mais ici le *rita*/remplacera le *Juif*) commence aux États-Unis. De surcroît, les deux hommes sont anarchistes. Or, depuis le 1er mai 1888, une violente campagne tente d'isoler les milieux libertaires.

Sacco, né en 1891 sur les bords de l'Adriatique, troisième fils d'une famille de 17 enfants, est installé aux États-Unis depuis 1908. Ouvrier cordonnier, il mène une existence paisible avec son épouse Rosina Zambelli. Tout au plus participe-t-il certains soirs aux réunions et aux travaux d'un groupe libertaire.

Vanzetti, célibataire piémontais, a essayé une foule de petits métiers. Il vend à présent du poisson à travers les quartiers italiens et rêve d'un monde meilleur.

Le 15 avril, jour du dernier attentat, Vanzetti a poussé comme d'habitude sa carriole dans les rues, serré de nombreuses mains, parlé à de multiples clients. Sacco, qui a obtenu un congé, a délaissé l'usine et s'est rendu au consulat italien de Boston pour faire renouveler son passeport. Et pourtant, au procès préliminaire de Vanzetti, le 22 juin 1920, quelques "témoins" prétendent reconnaître en lui l'agresseur. Le verdict tombe : *douze ans de travaux forcés*.

Lorsque le nouveau procès commence en mai 1921, l'opinion du juge Thayer et du procureur Katzmann est déjà faite. En dépit des "témoins" qui se contredisent, les deux inculpés sont condamnés à mort le 14 juin suivant. Leurs affirmations répétées d'innocence sont restées sans écho. Mais leur avocat, Fred Moore, obtient une déclaration d'un expert

en balistique attestant que la balle tirée le 15 avril n'a pu sortir du revolver de Sacco. Par la suite, un nommé Maderios (condamné à mort pour le meurtre d'un encaisseur) affirme avoir organisé le hold up du 15 avril en compagnie de quatre Italiens dont l'un, déjà arrêté, ressemble étrangement à Sacco.

La presse relate les nouveaux développements de l'affaire. Des comités de soutien s'organisent. En dépit des tracasseries policières, les anarchistes américains clament l'innocence de Sacco et Vanzetti. En France, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Amérique du Sud, les anarchistes mobilisent l'opinion. Le 24 octobre 1921 une foule immense, difficilement contenue par dix mille agents et dix-huit mille soldats, déferle dans les rues de Paris. Londres, Rome, La Haye connaissent des défilés agités. Mais le juge Thayer confirme, en révision, la sentence capitale. William Thompson, nouvel avocat des deux condamnés, reprend alors toute l'enquête et découvre les vrais auteurs du crime. L'exécution des deux libertaires est pourtant fixée au 12 juillet 1927. En France, Louis Lecoïn lance une grande campagne de protestation. Des listes de pétitions circulent dans le monde de la politique, des lettres, des arts, du barreau. L'argent afflue. Lecoïn édite une affiche dont le titre, *Six ans devant la mort*, mobilise les hésitants. Des meetings se tiennent dans chaque ville de France où réside un consul américain. Lecoïn obtient même la signature de Mme Nungesser, dont le fils vient de trouver la mort en essayant de traverser l'Atlantique en avion. Lindbergh, en visite à Paris, est également sur le point de signer mais l'ambassadeur américain lui arrache la demande de grâce. Pour sa part, la Ligue des Droits de l'Homme recueille trois millions de signatures.

La pression se fait plus vive. Le nouveau gouvernement du Massachusetts, Alvin Fuller, se laissera-t-il fléchir par ces dizaines de millions de signatures, ces centaines de milliers de télégrammes venus des quatre coins du monde ? Non. Dans la nuit du 4 août 1927, il repousse le dernier recours en grâce. L'exécution est prévue pour le 10 août. Quelques minutes avant l'exécution, Sacco et Vanzetti ont obtenu un nouveau sursis de 12 jours. Ils peuvent déposer un pourvoi devant la Cour suprême du Massachusetts. Le 19, le pourvoi est refusé. Dans la

nuit du 23 août 1927, les deux sursitaires du couloir de la mort montent sur la chaise électrique de la prison de Charlestown. *Je suis innocent* redit une dernière fois Vanzetti. *Vive l'anarchie* crie Sacco.

Et partout, les anarchistes et les hommes de toute opinion prennent connaissance des lettres écrites par les deux hommes durant leur long calvaire. Celles de Vanzetti : *L'anarchie est aussi belle pour moi qu'une femme, plus belle même puisqu'elle renferme tout le reste et la femme et moi. Calme, sereine, honnête, virile, terrestre, sans peur, fatale, généreuse, implacable - tout cela et bien autre chose [...] Jusqu'à ce qu'aucun homme ne soit plus exploité ou opprimé par un autre homme, nous n'abaisserons pas l'étendard de la liberté.*

Celles de Sacco : *Je n'aime rien d'autre que notre foi, elle m'a donné le courage et la force en ces terribles années de lutte et, aujourd'hui comme hier, je suis fier d'aimer cette foi [...] Nous sommes fiers de mourir et nous tomberons comme tout anarchiste doit tomber [...] C'est la lutte entre le riche et le pauvre pour la sécurité et la liberté ; fils, tu comprendras plus tard cette inquiétude et cette lutte contre la mort de la vie [...] Oui. Ils peuvent crucifier nos corps, mais ils ne peuvent pas détruire nos idées, elles resteront pour les jeunes gens de l'avenir.*

Ce dernier moment est le nôtre. Cette agonie est notre triomphe ! avait lancé Vanzetti à ses juges. De par le monde, en effet, la permanence de leur idéal n'allait cesser de s'affirmer. En Italie, bien entendu, où le ciment temporaire de la campagne en faveur des deux innocents réunit les deux groupes ; en France, où le tirage du *Libertaire* passe de 8.000 à 50.000 exemplaires le jour de leur exécution...

Le mouvement libertaire français

Était-ce le désir d'enterrer trop vite un mouvement qui partout jouait les empêcheurs de gouverner en rond ? En 1964, Henri Avron (tout le monde peut se tromper), dans son étude sur l'anarchisme, affirmait *Il y a belle lurette que l'ombre de Ravachol ne soulève plus ni l'inquiétude*

des uns ni la passion révolutionnaire des autres. Le temps a fait son œuvre en reléguant l'anarchisme au nombre des mouvements d'idées qu'il est possible d'étudier objectivement. Quatre ans plus tard, Mai 1968 montre à l'évidence que l'anarchisme, loin d'être une théorie démodée, mobilise des foules enthousiastes. Par de multiples voies, les thèses libertaires ont en effet continué leur cheminement...

Divisions...

La guerre de 1914-1918 fut sans conteste un coup d'arrêt fatal au développement de l'anarchisme partout dans le monde. En Belgique, alors que jusqu'à 1914, le mouvement libertaire est le premier censeur à gauche du Parti Ouvrier, il perd peu à peu de son influence.

En France, la *Fédération communiste anarchiste* française a cessé d'exister. Au lendemain du conflit, en novembre 1920, une *Fédération anarchiste* tient un premier Congrès à Paris. Pour éviter toute confusion avec les communistes, elle prend le nom d'*Union anarchiste*. Sous des noms divers, elle maintient son existence jusqu'en 1939 : *Union anarchiste*, *Union anarchiste communiste révolutionnaire*.

Administré par Louis Lecoin, le journal *Le Libertaire* diffuse les analyses et les perspectives de la Fédération. L'attrait de la Révolution russe et de l'apparition de Soviets susceptibles, croit-on alors, de conduire à la révolution libertaire, a conduit les deux compagnons Lepetit et Vergeat à Moscou. En juillet 1920, ils assistent au I^{er} congrès de l'*Internationale communiste* mais disparaissent mystérieusement en mer du Nord pendant leur retour.

La collaboration avec le Parti communiste cesse le 11 janvier 1924 après les bagarres du meeting de la Grange-aux-Belles. À nouveau se pose le problème du renforcement de l'unité du mouvement. Le 1^{er} novembre 1927, dans sa majorité, le congrès de Paris adopte les thèses de Nestor Makhno dont la *Plate-forme* se veut favorable à une organisation *particulièrement forte politiquement et unie au point de vue tactique*. En 1934 pourtant, la synthèse de Sébastien Faure l'emporte : l'anarchisme est un *corps composé* constitué par la combinaison de trois

éléments : l'anarcho-syndicalisme, le communisme libertaire et l'individualisme anarchiste.

Des milliers d'anarchistes d'origine étrangère ont alors trouvé asile en France. Et au moment de la guerre d'Espagne, l'*Union anarchiste*, sous l'impulsion de Lecoïn, met sur pied le *Comité pour l'Espagne libre* assez vite transformé en une *Solidarité Internationale Antifasciste*. Ce comité expédie des vivres, organise des manifestations, s'efforce de mobiliser l'opinion. L'accord de Munich, même s'il marque la capitulation des démocrates devant les ambitions nazies, trouve les anarchistes divisés. Les pacifistes approuvent Lecoïn : *Pour que la guerre ne passe pas, nous étions prêts à tout et à plus encore. Personnellement, j'eusse pactisé avec le diable pour l'éviter. De même, pendant le conflit, je me serais damné tout à fait pour en écourter la durée.*

En septembre 1939, Lecoïn rédige le tract *Paix immédiate* tiré à 100.000 exemplaires et signé par des écrivains ou des hommes politiques comme Alain, Victor Margueritte, Jean Giono, Marceau Pivert, Georges Yvetot... En 1943, des contacts se nouent pour ressusciter la Fédération. En 1944, le premier Congrès clandestin se tient à Toulouse. La Libération réanime le mouvement anarchiste. La nouvelle *Fédération anarchiste* regroupe des collectivistes, des individualistes dont Émile Armand reste la principale figure, des anarcho-syndicalistes groupés autour de Pierre Besnard. Mais la cohabitation des divers courants de pensée et d'action s'avère difficile. Le dynamisme des collectivistes assure à ces derniers le contrôle de la Fédération.

Mais l'influence libertaire dépasse de loin les milieux militants. Dès 1924, le Surréalisme, *fils de la frénésie et de l'ombre*, reprend à son compte deux mots d'ordre lapidaires : *Changer la vie* (Rimbaud), *Transformer le monde* (Marx). Jusqu'en 1925, les premiers textes des surréalistes sont clairement anarchistes tel cet extrait de la *Révolution surréaliste* n°12 parue en 1925, *Ouvrez les prisons ! Licenciez l'armée ! Il n'y a pas de crimes de droit commun. Les contraintes sociales ont fait leur temps.*

En 1945, le désir de renouveau, la volonté de découvrir les forces inconnues d'une liberté chèrement conquise entraînent vers l'aventure

une foule de jeunes de toutes opinions. Ils trouvent dans les *Auberges de la Jeunesse* des centres tonifiants où la remise en cause, la contestation des structures sociales feront l'objet de maints débats. Cette contestation s'étend déjà aux *directions* et *appareils* des partis et des syndicats. C'est ainsi que le 25 avril 1947, la première grève sauvage secoue la Régie Renault. Des petits groupes de trotskystes, des jeunes socialistes ralliés à Marceau Pivert (dirigeant *gauchiste* de la Fédération SFIO de la Seine), des anarchistes lancent un débrayage qui paralyse les ateliers, en vue d'obtenir une augmentation horaire de dix francs de l'heure. Le numéro du *Libertaire* consacré à ce mouvement, dépasse les 100.000 exemplaires, preuve de l'intérêt que suscitent l'analyse et la pensée libertaires. Une pensée que certains s'efforcent alors d'emprisonner dans une lourde administration. Mais tous les comités, toutes les commissions, tous les dirigeants de cette *Fédération communiste libertaire* de plus en plus tentée par l'électorisme n'empêcheront pas le groupe parisien *Louise Michel* de mener à bien la construction d'une autre *Fédération anarchiste* fidèle aux sources et dont l'organe d'expression deviendra... *Le Monde libertaire*.

Difficile à cerner mais essentielle dans la diffusion des grands thèmes libertaires a été l'influence d'hommes aussi divers qu'Albert Camus, Louis Lecoq, Georges Brassens, Léo Ferré, Jacques Prévert. *Personne plus que Camus*, note Maurice Joyeux, n'a *ouvré pour désacraliser les notables de la politique et leur appareil et c'est en cela qu'il fut le représentant le plus marquant de la jeunesse qui refusait l'embrigadement, la discipline et, en fin de compte, ce qu'il appelait le socialisme césarien*. Bien avant le fameux slogan *Métro, boulot, dodo*, Camus a constaté l'absurdité du décor : *Lever, tramway, quatre heures de bureau ou d'usine, repas, tramway, quatre heures de travail, repas, sommeil [...] et lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, et samedi sur le même rythme, cette route se suit aisément la plupart du temps. La contestation de l'absurdité de la vie, loin de conduire au suicide aboutit à la révolte. Par la révolte qui remet en question le monde, l'homme se crée et donne un sens à son existence.*

Le syndicalisme révolutionnaire montre l'efficacité de la révolte. Ses succès s'expliquent aisément, pense Camus, car il part de base concrète, la profession qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie, tandis que la révolution césarienne part de la doctrine pour y faire rentrer de force le réel. Après son départ du journal *Combat*, Camus publie l'essentiel de ses articles dans une presse libertaire sinon proche d'elle : *Le Libertaire, Le Monde Libertaire, la Défense de l'Homme, Liberté, La Révolution prolétarienne, Témoin*. Les anarchistes sont donc habilités à voir en Camus, un des représentants de la pensée libertaire.

Louis Lecoïn

Le Gandhi français reste sans doute le meilleur exemple du militant libertaire tout à la fois orateur et homme d'action. *Mon existence a été bien remplie et je n'ai pas lieu de m'en montrer mécontent*, note-t-il dans l'introduction de son autobiographie, *Le cours d'une vie*. Bien remplie puisqu'après Blanqui, il reconnaît être celui qui, en France, est resté le plus longtemps emprisonné pour délits d'opinion : douze ans ! Né en 1888 à St-Amand-Montrond (Cher), où son père était journalier, le spectacle de l'injustice sociale le révolte très tôt. Il adhère aux milieux anarchistes et fréquente Sébastien Faure. Le service militaire entraîne son premier refus. En octobre 1910, son régiment est envoyé contre les cheminots en grève. Lecoïn refuse. Traduit devant le conseil de guerre de Bourges, il est condamné à six mois d'emprisonnement. Dans sa prison, lui parvient un volumineux courrier d'encouragements et d'approbations. Devenu secrétaire de la *Fédération Communiste Anarchiste*, il est arrêté fin 1912, pour propagande contre la guerre et reste interné jusqu'en 1920. Ses séjours au Dépôt, à la Santé, à la centrale de Clairvaux, à la prison du Cherche-Midi, à Poissy, au fort de Bicêtre, au pénitencier d'Alberville lui font connaître les horreurs d'un univers qui vise parfois à briser l'homme sinon à l'anéantir.

En 1921, au congrès confédéral de la CGT à Lille, il fait ajourner provisoirement la scission. Puis il donne un instant son adhésion à la nouvelle CGTU. Sous son impulsion, l'*Union anarchiste* mène plusieurs

campagnes pour obtenir de larges amnisties. À nouveau emprisonné pour avoir jeté des tracts dans l'Hémicycle du Palais-Bourbon, Lecoin commence une grève de la faim pour obtenir le régime politique. Principal promoteur, en 1927, de la campagne de protestation en faveur de Sacco et Vanzetti, il ne peut empêcher l'exécution des deux anarchistes italiens. Il s'introduit alors, déguisé, la poitrine barrée de décorations, au congrès de l'American Legion qui se déroule à Paris et, avant d'être arrêté, s'écrie par deux fois *Vive Sacco et Vanzetti!*

Son tract de septembre 1939 lui vaut de connaître une fois encore les rigueurs du régime pénitentiaire et concentrationnaire à la Santé, à Gurs, à Nexon, dans le Sud-Algérien jusqu'en septembre 1941. En octobre 1948, il lance le premier numéro d'une revue mensuelle intitulée *Défense de l'Homme*. Il veut arracher l'homme à *l'État tentacule* profiteur réel de la guerre, *saignant sa proie jusqu'à l'ultime goutte*, décentraliser l'existence des individus, *fédérer* ceux-ci. En 1955, il abandonne la direction de la revue et se retire à Vence. La mort de son épouse l'incite à lancer l'hebdomadaire *Liberté* dont la devise, *Tout ce qui est humain est nôtre*, résume l'esprit.

Mais il est déjà poussé à entreprendre son ultime combat : la défense des objecteurs de conscience. En luttant pour obtenir un statut reconnaissant l'objection, Lecoin veut également lutter contre la guerre, pour la disparition des armées. Quarante-vingt-dix objecteurs de conscience sont alors emprisonnés. L'un d'eux, E. Schaguené, totalise neuf ans de prison ; à cinq reprises il a refusé d'apprendre à combattre. Douze personnalités s'engagent ainsi aux côtés de Lecoin et fondent un comité de patronage du *Secours aux objecteurs de conscience* : André Breton, C.A. Bontemps, Bernard Buffet, Albert Camus, Jean Cocteau, Jean Giono, Lanza del Vasto, Henri Monier, l'abbé Pierre, Paul Rassinier, le pasteur Roser, Robert Tréno. Le 1er juin, Lecoin, âgé de 74 ans, commence une grève de la faim. Le 23 juin, presque mourant, Lecoin apprend que le gouvernement de Georges Pompidou déposera un projet de loi sur l'objection de conscience. D'autres combats, d'autres pétitions menèrent l'affaire à terme. Le 22 décembre 1963, la loi accordant statut aux objecteurs de conscience est finalement adoptée. En 1964, un comité se constitue pour faire attribuer à Louis Lecoin le

prix Nobel de la Paix. Mais Lecoïn retire sa candidature pour ne pas compromettre les chances de Martin Luther King.

Chargé du secrétariat du *Comité pour l'extinction des guerres*, il adresse en 1970 au général Franco un télégramme de protestation contre le procès de Burgos. En 1971, à 83 ans, presque aveugle, usé par les années de détention et son inlassable activité, il meurt à la tâche *anarchiste de la vieille école*, toujours confiant en l'*Anarchie seule doctrine qui soit taillée pour universellement s'adapter à tous les peuples, à tous les individus*.

À l'audience de Camus, à l'influence de Lecoïn, s'ajoutent la notoriété des textes chantés par *Georges Brassens* et *Léo Ferré*. Un instant permanent de la *Fédération anarchiste* (où il s'est occupé du travail d'organisation et du *Libertaire*), Brassens, dans la sobriété de ses poèmes, exalte le non-conformisme et le refus des situations acquises, condamne l'hypocrisie d'une morale rassurante, ressuscite le paradis d'une nature amie de l'homme. C'est au gala du *Groupe Louise Michel*, à la Mutualité, le 10 mai 1968 (pendant la nuit des barricades) que Léo Ferré créa sa célèbre chanson : *Les Anarchistes*.

Mai 1968

N'ayant nul besoin d'être encadrés par un parti politique, canalisés dans des structures ou dirigés par un état-major, les thèmes libertaires ont donc poursuivi leur progression dans les milieux les plus divers et tout spécialement dans une jeunesse résolue à changer la société tout en changeant sa propre vie. Le mouvement historique épris des thèses de Bakounine et de Proudhon (mais hostile aux théories marxistes) avait vu surgir, dans les milieux étudiants des années 1960, un courant soucieux d'intégrer les apports de Marx ou ceux de Freud.

D'avril 1956 à juin 1964, *Noir et Rouge* publie vingt-sept numéros ronéotypés consacrés à un anarchisme *qui se définit non seulement comme une conception humaniste individualiste, philosophique et éthique mais aussi organisationnelle, sociale, économique, collectiviste et*

prolétarienne. Pour certains étudiants, la contestation de l'Université semble inséparable de celle de la société.

La liberté, l'esprit critique, l'impertinence deviennent des exigences fondamentales. Surgie au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, cette nouvelle génération ne peut que constater l'échec de ses aînés libertaires et s'interroger également au lendemain des révélations du rapport Krouchtchev sur le bien-fondé du modèle stalinien.

L'ampleur de la vague démographique d'après-guerre a d'ailleurs conduit vers l'enseignement supérieur une masse croissante d'étudiants tandis que manquent les moyens financiers pour accueillir pareille marée. Dès lors, les revendications strictement matérielles forment une excellente plate-forme susceptible de mobiliser les foules. Ainsi se dessine une révolte totale de la jeunesse contre le monde des adultes.

Plus spécialement, les jeunes anarchistes de Nanterre repoussent l'analyse théorique et les méthodes tactiques des "vieilles" organisations. L'opposition au vieux monde, à celui des adultes, des pouvoirs constitués, des notables bien en place sert ainsi de ciment à la centaine d'étudiants révolutionnaires de tendances diverses qui se retrouvent dans le *Mouvement du 22 mars*. Même si Daniel Cohn-Bendit traduit par ses prises de parole et par ses décisions, une forme d'autorité, le *Mouvement* ne reconnaît ni chef ni meneur : *Nous sommes tous des Cohn-Bendit*. À la Sorbonne surgit, au même moment, le *Mouvement d'Action Universitaire* qui désire *remettre en cause l'autoritarisme académique et imposer le contrôle de l'institution par les usagers*.

Thèmes traditionnel

Les tracts alors édités par les groupes libertaires exposent les thèmes traditionnels du courant libertaire.

Dénonciation de la duperie des partis politiques et des états-majors syndicaux : *N'abandonnez pas vos droits entre les mains des politiciens qui conduisent toutes les révolutions dans l'impasse de la démocratie parlementaire !*

Volonté d'abattre l'État : *Contre l'État qui est le coordinateur de toutes les forces de répression ! - Les anarchistes réclament l'abolition de l'État et de son appareil autoritaire, afin de promouvoir une Fédération de communes libertaires unies entre elles par de libres contrats.*

Autogestion : *Pour l'Université aux professeurs et aux étudiants ! Pour l'usine aux travailleurs ! Pour la terre aux paysans ! Les anarchistes réclament l'autogestion des organismes de production par les producteurs eux-mêmes et la répartition des produits par des coopératives de producteurs consommateurs.*

Rappel des grandes épopées libertaires : *Comme en Ukraine en 1917 ! Comme en Espagne en 1936 ! La liberté ou la mort ! Vive l'anarchie !*

Refus de toute autorité : *l'abjecte Église catholique, le militarisme ; refus des tabous sexuels, de la technocratie...*

Grève gestionnaire

Ce pouvoir sans intermédiaire a commencé à s'esquisser à Nantes, ville où l'influence anarchiste a toujours été importante. Le 6 novembre 1967, s'y étaient déroulés les premiers états généraux ouvriers-paysans.

C'est dans cette ville, à l'usine nantaise Sud-Aviation qu'éclate, en mai 1968, la première grève avec occupation d'usine. Très vite, un comité intersyndical siège à la mairie et assure le fonctionnement des services publics et le ravitaillement des grévistes. Tous ces faits permettent à *Tribune du 22 mars* d'affirmer : *S'il y avait 10, 20 Nantes, la révolution se ferait réellement, concrètement par la base, c'est-à-dire durablement. S'il y avait 10, 20 Nantes, nous n'aurions pas à devoir compter avec les bureaucraties en place.*

À Nantes, donc, les anarchistes, loin de dénigrer l'action syndicale, travaillent franchement avec les militants ouvriers. Il en va de même à Limoges, où deux motifs poussent les anarchistes à développer leur activité dans les syndicats. Tout d'abord l'organisation anarchiste ne

doit pas, en tant que telle, être utilisée pour élargir l'audience des idées libertaires. Par ailleurs, la présence des anarchistes dans les comités de base surgis ici et là exploitera le mécontentement d'*une certaine frange de syndicalistes ou d'autres individus qui ont été écurés par l'attitude du PC et de la CGT.*

Pour mener la révolution, constatent en effet certains anarchistes, il a manqué *une organisation syndicale révolutionnaire, suffisante en quantité comme en qualité.* Et ce, au moment même où les idées essentielles du syndicalisme révolutionnaire s'exprimaient dans la lutte quotidienne, par le biais de la grève généralisée. *La puissance de la grève générale est démontrée dans un sens écrit alors Guilloré dans La Révolution prolétarienne, revue syndicaliste révolutionnaire fondée par Pierre Monatte en 1925. Rien n'est plus possible pour le gouvernement, quel qu'il soit, et par conséquent, tout devient possible pour le peuple en révolte. Arrêter ainsi, par une volonté collective, l'économie d'un grand pays ; prouver, en se croisant les bras la force, la réalité de l'"autre pouvoir" ; occuper les usines mortes : la démonstration est faite et s'impose.*

Les anarchistes pourtant ne s'illusionnent guère. Cesser le travail, arrêter la production, occuper les usines n'apportent pas la victoire. Certes, la paralysie est totale. Mais une deuxième étape est indispensable : la remise en route de l'économie par les travailleurs eux-mêmes et bien des anarchistes croient ici à l'efficacité du syndicalisme révolutionnaire.

Il faut prouver l'autogestion en autogérant, pense Guilloré. Il faut produire sans maître, sans profiteur, et répartir selon d'autres lois. Il faut aller chercher auprès des agriculteurs qui répandent leurs récoltes sur les routes de quoi alimenter, à des prix sans concurrence, les familles ouvrières des villes [...] À la spontanéité dans le refus, la négation des structures sociales actuelles, doit succéder la spontanéité dans l'affirmation, la réalisation de structures nouvelles.

C'est qu'à défaut de cette prise en main de l'appareil économique par les producteurs eux-mêmes, cette grève plus ou moins générale de mai 1968 (avec ses huit à dix millions de grévistes) ne peut être qu'un

échec. Dès lors, pensent les anarchistes groupés autour des *Cahiers de l'Humanisme libertaire*, il importe de méditer le témoignage d'Élisée Reclus à propos de la Commune de Paris de 1871 : *C'est dans les têtes et dans les curs que les transformations ont à s'accomplir avant de tendre les muscles et de se changer en phénomènes historiques.*

Cette révolution dans les têtes et dans les curs que signifie-t-elle ? Cette révolution n'est rien d'autre qu'un énorme et lent travail d'éducation, éducation qui doit viser à donner aux producteurs la pleine capacité d'administration, la totale compétence pour gérer avec efficacité les entreprises arrachées au patronat. S'il est relativement aisé de lancer des pavés, il est incomparablement plus difficile de façonner des cerveaux aptes à suppléer les cadres capitalistes. Bakounine, dont le portrait orne les murs de la Sorbonne, aux côtés de ceux de Proudhon, de Marx et de Che Guevara, Bakounine voyait dans l'insurrection *une fête sans commencement et sans fin, une griserie de l'âme*. De la même manière, le Daniel Cohn-Bendit de 68 (pas le député européen des années 90) constate : *C'était un peu la fête...* Il faut pourtant dépasser cette griserie inévitable, pense Maurice Joyeux. *Entre le spontanéisme, la révolution dans la joie et dans l'amour, et le professionnalisme politique, il y a la place pour un mouvement axé sur l'organisation cautionnée par la raison.*

Un des maillons de ce mouvement révolutionnaire doit se forger à l'école. Dans des écoles où les enseignants s'efforcent de développer l'esprit critique des enfants et des jeunes, apprennent à tout remettre en cause, à n'admettre *aucun tabou, aucun dogme, aucune morale*. On retrouve ici l'exemple de Francisco Ferrer, de Paul Robin, de Sébastien Faure. À terme, croit Jean-Loup Puget, *l'école sera libératrice quand le maître ne sera plus un maître, mais simplement celui qui aide l'enfant, qui le guide, jamais celui qui apporte la vérité.*

Dans la grande tornade qui bouleverse ainsi pendant deux mois les structures du pays, les anarchistes ont donc développé leurs affirmations et leurs revendications.

Par ailleurs, un effort de réflexion s'est développé chez certains militants moins engagés dans les combats de rue ou les occupations.

Pour ces derniers, la grève des bras croisés n'est pas synonyme de victoire, la paralysie de l'économie n'est pas le gage des transformations fondamentales. Les producteurs doivent être capables par eux-mêmes et pour eux-mêmes de faire tourner les entreprises, rouler les moyens de transport, faire fonctionner les moyens d'information, exploiter les richesses agricoles. L'autogestion présuppose l'auto-éducation des travailleurs.

L'esprit révolutionnaire doit se doubler d'une parfaite compétence.

Prendre la terre, détenir les moyens de production, camper dans les universités n'est qu'un préambule, indispensable mais non suffisant.

Sans cet immense et patient effort d'assimilation de toutes les techniques de gestion et de production, la révolution est condamnée à n'être qu'une kermesse temporaire.

À suivre...

Secrétariat aux Éditions
de la
Fédération Anarchiste Francophone

EN DÉBAT / EN MOUVEMENT

ATTAC
grain de sable ou
huile dans les rouages ?

ATTAC, Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens, s'est constituée en juin 1998, à l'initiative du Monde

diplomatique. Elle compte à ce jour 13.000 adhérents et 130 comités locaux (notamment en France et en Belgique).

La *Taxe Tobin*? c'est-à-dire la taxation modérée (0,05%) des transactions spéculatives, est la revendication fondatrice d'**ATTAC**. C'est cette idée qui donne son nom à l'association ; c'est la seule qu'on voit formulée, dans le premier article des statuts, comme moyen pour que les citoyens reconquièrent *du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie*. La *Taxe Tobin* est considérée comme la première urgence, même si **ATTAC** cherche à mobiliser sur d'autres axes (Millenium Round OMC, fonds de pension, dette du tiers monde, plans du FMI, accords internationaux, confiscation et marchandisation du vivant, blanchiment de l'argent et paradis fiscaux...).

Le texte qui suit est une critique du livre de François Chesnais, *Tobin or not Tobin, une taxe internationale sur le capital* et met en évidence les limites de la proposition de Tobin.

Les modes d'action d'**ATTAC** sont un mélange de contre-expertise économiste savante, avec un objectif pédagogique et de vulgarisation, et de militantisme traditionnel destiné à mobiliser l'opinion. Selon l'association elle-même, la plus importante activité militante des membres d'**ATTAC** a été la signature d'une pétition adressée au gouvernement français pour l'application de la *Taxe Tobin*, et le terrain sur lequel elle dit vouloir porter ses actions est celui du recours à la justice. **ATTAC** cherche à créer un mouvement d'opinion qui puisse peser sur les gouvernants afin de les guider vers une plus grande régulation des ressorts économiques. Il s'agit ainsi de donner à l'État un pouvoir accru de réglementation pour plus de régulation, d'obtenir une plus grande transparence sur les mouvements de capitaux. **ATTAC** travaille à une sorte de glasnost du capitalisme, un renforcement des États sur le plan économique et financier, une revitalisation de la citoyenneté par le droit des peuples à l'ingérence dans la sphère financière.

ATTAC attire la gauche et la gauche de la gauche, et a des relais au sein des partis politiques au gouvernement français, disposant même

d'un comité à l'Assemblée nationale. Un groupe de députés de la gauche plurielle a d'ailleurs proposé un amendement à la loi de finances visant à instituer une taxe spéciale de 0,05 % (le montant de la *Taxe Tobin*) destinée, disent-ils, à lutter contre les mouvements spéculatifs de capitaux. Jospin lui-même déclarait récemment que *l'État doit se doter de nouveaux instruments de régulation adaptés à la réalité du capitalisme.*

ATTAC
n'est pas anticapitaliste,
elle propose
une régulation du capitalisme

À aucun moment l'association n'emploie d'ailleurs le mot *capitalisme* : elle parle de *dictature des marchés*, de *libéralisme économique*, de *spéculation* et de *sphères financières*. **ATTAC** met sur un plan d'égalité et de communauté d'intérêts les *peuples*, les *institutions démocratiques* et les *États*, gommant les conflits de classes, l'exploitation économique et l'oppression politique. Elle entretient l'idée que les États auraient en charge *l'intérêt général*, qu'ils seraient victimes d'une conspiration des multinationales qui les déposséderaient de leur pouvoir de décision, qu'ils seraient *acculés* par le libéralisme débridé à *une course éperdue aux faveurs des gros investisseurs*. Alors que c'est avec l'aval des États que les multinationales façonnent le devenir de toutes les ressources et activités humaines et que les États jouent à merveille leur rôle de chiens de garde du système (voir, en Belgique, les lois spéciales sur la criminalité organisée et sur les missions des services de renseignements).

Cela amène à penser qu'**ATTAC** a le double objectif d'encourager les gouvernements à garder les pleins pouvoirs et de prévenir les explosions sociales. C'est-à-dire de créer *de nouveaux instruments de régulation et de contrôle* à la fois contre la sauvagerie du libéralisme et contre la radicalité rupturiste des oppositions que cette sauvagerie peut faire naître. Elle le dit elle-même : il s'agit de *relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique.*

Il est vrai cependant qu'entre les propositions d'**ATTAC** et les possibilités de débats et de travail à la base, il peut y avoir des écarts. **ATTAC** cristallise une certaine dynamique en affirmant refuser ce qui est présenté comme une fatalité économique et politique, et en proclamant la nécessité de retrouver du pouvoir sur sa vie en se réappropriant le champ du politique et des choix de société. Il reste à savoir si, dans le cadre des comités locaux, il peut y avoir place pour des analyses et des pratiques qui remettent en cause *étatisme* et *capitalisme*, et qui aillent au-delà de la proposition d'une simple régularisation des "excès" du capitalisme...

Tobin or not Tobin

Une taxe internationale sur le capital

Il faut saluer la publication de ce petit livre (1) qui synthétise magistralement - comme seul François Chesnais sait le faire - les problèmes de régulation de la finance internationale, de la globalisation que celle-ci a imposée à l'économie capitaliste, de l'imbrication entre globalisation financière et poids croissant des opérateurs dits "institutionnels", tels les fonds de pensions qui cherchent à imposer des choix de société lourds de conséquences.

Le premier chapitre est consacré à un historique de la *Taxe Tobin* et au contexte dans lequel elle s'inscrit. On y trouve une explication claire de sa logique, que l'ancien prix Nobel d'économie avait formulée il y a 27 ans dans le but de stabiliser les échanges financiers internationaux.

Le deuxième retrace les étapes de la libéralisation et de la mondialisation de la finance, explique l'importance des fonds communs de placement et le rôle des fonds de pension dans la spéculation internationale.

Le troisième analyse les objections des détracteurs de la *Taxe Tobin* et démontre de façon convaincante qu'il s'agit d'une mesure qui, pour être mise en œuvre, a besoin d'un choix politique préalable.

Le quatrième enfin dénonce les *nouveaux croisés des fonds de pension à la française*, esquisse un bilan de la mondialisation et montre l'engrenage de la récession mondiale qui est en train de se mettre en place.

Faire payer (un peu) les riches...

Si on reste captivé par la clarté des propos de l'auteur, il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de failles et de contradictions se font de plus en plus évidentes au fil des pages, soulevant inévitablement quelques questions.

L'auteur est convaincu que *la perspective certaine d'une récession mondiale rampante, au cours de laquelle la progression du produit brut mondial tombera près de zéro, comme la forte possibilité d'une crise mondiale beaucoup plus grave, provoquée par un krach à Wall Street, vont mettre à l'ordre du jour, de nouveau, la question du coût social et humain exorbitant du capitalisme et donc de la nécessité de rechercher les moyens d'en sortir* (p.86). Or, cette recherche que l'auteur appelle de ses vœux, n'apparaît nulle part dans ce texte, ne serait-ce que sous la forme d'interrogations.

Une question se pose d'emblée, à laquelle on ne trouve pas de réponse satisfaisante dans l'ensemble de l'ouvrage : *quel est le véritable but de la Taxe Tobin ?*

S'agit-il de stabiliser une économie capitaliste mondialisée où les échanges financiers ont tendance à s'autonomiser de plus en plus de la production matérielle et de la distribution des biens produits ou bien de s'attaquer aux bases de l'économie capitaliste ? À aucun moment n'est posé le problème du levier qui nous permettrait de nous débarrasser de la logique du profit qui domine notre société, à aucun moment ne sont visées la production et la distribution de la richesse sociale - qui déterminent les rapports fondamentaux de notre société - en vue de leur transformation radicale. Les enjeux de la *Taxe Tobin* se situent eux aussi au niveau de la finance et des équilibres politiques des gouvernements nationaux, qui jusque-là ont appuyé la financiarisation de l'économie.

La proposition de Tobin ne vise nullement à s'attaquer aux fondements de la société du capital, et l'auteur du livre le dit sans ambiguïté : *Cette taxe permettrait de réduire la dimension du marché, de diminuer la volatilité des transactions et de pénaliser les opérations les plus étroitement spéculatives* (p.51).

L'énumération des effets de la *Taxe Tobin* est à cet égard assez explicite : *La Taxe Tobin jouerait un rôle utile en réduisant les profits que peuvent espérer les opérations spéculatives journalières et hebdomadaires, sans pénaliser les opérations financières de long terme qui sont les contreparties des opérations liées au commerce international et à l'investissement productif à l'étranger (...) La Taxe Tobin réduirait la dimension du marché des changes sans le paralyser. Elle agirait à titre préventif en rendant non profitables certaines opérations spéculatives sur les marchés des changes, et éviterait ainsi que se forment des attaques déstabilisatrices contre les monnaies* (p.54).

Pour le dire en termes moins techniques, elle stabiliserait les conditions d'exploitation sur l'ensemble de la planète, que les aventures débridées de la finance mondialisée risquent de perturber.

**... mais ne rien changer
aux rapports de classes !**

Bien qu'on ne puisse faire ce reproche au livre de François Chesnais, on ne peut que remarquer que, dans plusieurs des textes de ses partisans, la *Taxe Tobin* a un petit goût de déjà vu, qui rappelle la formule populiste des gauchistes : *Faire payer les riches*. Même si la formulation est moins fruste et la présentation forte en argumentations techniquement séduisantes, c'est bien ce qui ressort des arguments présentés par la cohorte d'économistes "de gauche" qui a épousé cette idée. Par moments, on a aussi l'impression de réentendre certaines des argumentations qui ont eu libre cours, au sujet notamment de la réduction du temps de travail, selon lesquelles on peut "réformer" les choses sans rien toucher surtout, aux fondements des rapports sociaux.

Tout se passe comme si, dans cette période où les mouvements sociaux marquent le pas et où les gouvernements de la *gauche plurielle* et du *centre arc-en-ciel*, dans toutes leurs variantes européennes, s'emploient à leur couper l'herbe sous les pieds, certains sont à la recherche d'ersatz de mouvements sociaux, ersatz car non enracinés dans les lieux réels de l'exploitation et de l'oppression. S'il s'agit vraiment d'apporter une réponse à *la volonté manifestée par des travailleurs (salariés, chômeurs ou retraités), des étudiants, des lycéens de comprendre le capitalisme dans ses formes contemporaines et de se réunir dans une campagne, non pour subir ni replâtrer ce système, mais pour le combattre* (p. 16), il faut bien admettre que la proposition de Tobin ne va pas dans cette direction.

Alternative Libertaire

Très largement inspiré d'un article du mensuel *Courant Alternatif*, c/o Clé des Champs, BP 8, 44220 Couéron.

(1) *Tobin or not Tobin, une taxe internationale sur le capital*, François Chesnais, L'esprit frappeur n42), 1998, Paris, 86p., 10ff.

Contre l'OMC et le capitalisme pour un réel partage des richesses !

À l'occasion du sommet de l'*Organisation Mondiale du Commerce* de Seattle, une large mobilisation s'est affirmée pour refuser le diktat des multinationales.

Créé en 1995, l'OMC a pour objectif d'établir les grandes règles du commerce international. À ce titre de nombreux aspects de notre vie

quotidienne sont directement concernés par les négociations et ce qui en résulte : agriculture, services publics, culture, alimentation...

Le caractère nocif de l'OMC n'est plus à démontrer : disparition de cultures vivrières rendant des peuples dépendants de la production des pays exportateurs, remise en cause des services publics, prépondérance des économies les plus fortes au détriment des pays en voie de développement...

On peut donc se féliciter de la mobilisation planétaire contre un organisme qui décide de notre avenir et qui accélère les processus destructeurs du capitalisme libéral.

Pour autant, nous n'oublierons pas que l'OMC est une des structures dont le capitalisme transnational s'est doté avec le FMI (dont la fonction est d'imposer à travers des prêts un modèle unique de développement économique), la Banque Mondiale... Et que chacune de ces structures participe activement, dans son domaine de compétences, au pillage des ressources naturelles, à l'abandon des droits sociaux et de leurs conquêtes, à la course au gaspillage et à une consommation outrancière, à la concentration des capitaux et des pouvoirs, à la disparition des cultures locales, à la compétition économique entre les peuples de la planète... au bout du compte à un avenir sans autres perspectives que de consommer, capitaliser, en se fermant au sort des autres voire en les rejetant : un monde parfait pour des lobotomisés.

À partir de ce constat, nous ne demanderons donc pas un quelconque "contrôle citoyen" de l'OMC ou de ces structures planétaires qui encadrent nos vies. Car outre l'impossibilité de faire accéder une telle revendication (si l'OMC, ou le FMI, voire l'ONU était contrôlables par les peuples, cela se saurait depuis longtemps : il n'y aurait plus ni guerres, ni famines !), il faudrait examiner de façon réaliste la question de la représentation. Car les États de la planète qui participent à ces différents organismes supranationaux du système capitaliste sont déjà censés représenter les citoyens ; serait ce reconnaître avec nous que les États ne sont pas neutres et qu'ils ne sont que les instruments des puissances d'argent ? Enfin, si "on" veut contrôler l'OMC, c'est que l'on

considère que c'est un mal nécessaire. Bref, que le capitalisme est le seul horizon pour les peuples de la planète.

Pour notre part, nous restons partisans de la résistance à la mondialisation conçue par les marchands de tous poils, à condition que la "lutte contre le libéralisme" n'empêche pas une réelle remise en cause du capitalisme dont le libéralisme est une variante. Les guerres, les régressions sociales, la permanence de la misère, le pillage de l'environnement, l'émergence de régimes autoritaires (fascisme brun ou rouge, théocraties...) causaient leurs ravages avant l'apparition du libéralisme actuel. Nous pensons donc qu'il faut toujours encourager et participer à la lutte contre le capitalisme, ici comme ailleurs, en poussant à l'organisation des mouvements sociaux indépendants des états-majors politiques mais porteurs de transformation sociale. En complément, nous devons aussi réfléchir à des formes d'organisations de la production, de la distribution et de la consommation qui permettent des perspectives de développement humain reposant sur la distribution des richesses produites dans le cadre d'une économie socialement utile, une réelle égalité des droits notamment dans les processus des décisions. Le fédéralisme, l'autogestion généralisée, le mutuellisme sont des pistes viables et à redécouvrir contre la gangrène capitaliste. Il y a urgence.

Fédération Anarchiste

CONTR'INFO

Ce que vous
ne deviez pas
savoir sur Nihoul

Dès le lendemain de l'arrestation de Nihoul, en août 1996, débute une campagne de presse en sa faveur, qui trouve son apothéose dans les émissions *Au Nom de la loi* et dans le livre de Dawant, *L'enquête manipulée*. Nihoul y est présenté comme un homme d'affaires, un escroc sympathique, et un bouc émissaire de l'affaire Dutroux. Connerotte, emporté, l'a pris pour le cerveau de l'affaire et nous a tous fait fantasmer. Battons-nous donc la coulpe, avec Philippe Brewaeys, qui s'inquiétait récemment de ce que *Monsieur Nihoul* allait devenir après tout ce temps passé en prison...

Pinçons nous, réveillons-nous, arrêtons de fantasmer et revoyons les faits. *Au cours des premières heures de l'enquête, on a vérifié les appels entrants et sortants des téléphones de Dutroux. Ce qui frappe, c'est le nombre de contacts. Dans les jours qui précèdent l'enlèvement de Laetitia, Nihoul et Dutroux se téléphonent jusqu'à cinq fois par jour. Certains appels sont brefs, d'autres durent près d'une demi-heure. Le 10 août, le lendemain de l'enlèvement, Dutroux appelle Nihoul. Dans la soirée du dimanche 11 août, c'est Nihoul qui appelle Dutroux. Les 12 et 13 août, Nihoul appelle encore. Il existe un enregistrement de cette dernière conversation, dans laquelle Nihoul se fait soudain menaçant : "Si Lelièvre me double, je le trouverai" (PV 112.357, BSR de Bruxelles, 4 septembre 1996, Les dossiers X, p.91, voir AL 223).*

Au moment où Nihoul prononce cette phrase, il ne sait pas que Dutroux a déjà été arrêté et que la femme qui décroche est gendarme. L'enquête a montré que Nihoul a fourni à Lelièvre mille comprimés d'extasy le lendemain de l'enlèvement de Laetitia. On peut donc légitimement penser que cette livraison (valeur : environ 250.000FB) est en rapport avec l'enlèvement de Laetitia, et que Nihoul s'inquiète, le 13 août, de ne plus recevoir de nouvelles de la jeune-fille. Le 14 août, la PJ contacte Nihoul par téléphone. Celui-ci se dérobe, en prétendant être à Zeebrugge, alors qu'en réalité, il est à Jette. Contacté à nouveau le lendemain, il prétend cette fois être en France. Lorsque la PJ menace de lancer un mandat d'arrêt international, Nihoul se décide enfin à être entendu.

Après l'arrestation de Nihoul, Dutroux, Martin et Lelièvre parlent de lui. Dutroux : *Lelièvre m'a mis en contact avec lui, parce qu'il cherchait des filles pour les placer dans un réseau de prostitution... Il m'a conseillé d'organiser des partouzes sado-masochistes, parce que ça rapportait plus... Nihoul est lui-même un fervent adepte du sadomasochisme.* Michèle Martin parle aussi : *Le week-end des 9 et 10 août, Nihoul a appelé anormalement souvent.* D'après elle, Nihoul a rendu plusieurs visites à Dutroux à Marcinelle au cours du mois d'août 1995, au moment où Julie et Melissa s'y trouvaient séquestrées. Confronté à des déclarations de ce genre, Connerotte va logiquement considérer Nihoul comme la cible numéro un (*Les dossiers X*, p.94).

Ces soupçons gravissimes portant sur Nihoul se sont-ils dissipés par la suite ? Tout au contraire. Les raisons de penser que Nihoul est directement mêlé aux enlèvements d'enfants (dont il est inculpé) n'ont fait qu'augmenter. S'il n'a pas participé à l'enlèvement de Laetitia, comment expliquer que onze témoins l'aient aperçu à Bertrix, la veille de cet enlèvement ? Pourquoi son ami, l'ancien avocat Michel Vander Elst lui a-t-il fourni un alibi boiteux, qui s'est écroulé par la suite ? Qui est *Jean Michel* à qui Laetitia a entendu Dutroux téléphoner pour annoncer : *Ça a marché ?* (Audition de Laetitia Delhez, BSR de Marche-en-Famenne, pv 100.228L115, *Les dossiers X*, p.91)

Un certain nombre de ces éléments ont été découverts après la levée, en janvier 1997, du mandat d'arrêt de Nihoul dans le cadre de l'affaire Dutroux. Par exemple, la localisation des principaux témoignages sur la présence de Nihoul à Bertrix (le 8 août 1996) a eu lieu après la levée de ce mandat. Son alibi pour le 8 août s'est seulement écroulé en mai 1999.

Non seulement Nihoul n'est pas blanchi dans l'affaire Dutroux, mais il existe donc des faits nouveaux permettant d'émettre un nouveau mandat d'arrêt. Ajoutons qu'une des raisons de maintenir un inculpé en prison est le risque d'entraver la manifestation de la vérité. Or, on sait que des témoins qui ont reconnu Nihoul à Bertrix ont été harcelés et menacés. On sait aussi que Lelièvre a cessé de témoigner contre Nihoul en évoquant des menaces de mort.

C'est pourquoi la libération de Nihoul est un scandale et un mystère qui amène à s'interroger sur les motifs de cette décision.

Dysfonctionnement ? Etouffement ? Peut-être la réponse nous est-elle fournie - avec une intéressante duplicité - par Nihoul lui-même, qui écrit dans son (premier) livre : Je n'ai jamais entendu parler de chantage ou de pression exercée sur des personnes fréquentant ces clubs (de partouzes), même si ces endroits étaient peuplés non seulement par des hommes et des femmes d'affaires, mais également par des politiciens, des avocats, ou des magistrats voire même les épouses de ceux-ci, ainsi que par certaines personnes des deux sexes faisant partie de la noblesse (*Nihoul, Rumeurs et vérités*, p.46).

Malgré une vaste campagne d'intoxication des médias, la libération de Nihoul nous ramène donc à deux questions fondamentales de l'affaire Dutroux-Nihoul : jusqu'où va le "bras long" de Nihoul et laissera-t-on faire Bourlet - qui a besoin de l'accord du juge Langlois pour faire emprisonner à nouveau Nihoul ?

Marc Reisinger
Association Pour la Vérité

Anemie Bulté, Douglas De Coninck et Marie-Jeanne Van Heeswyck : *Les dossiers X, ce que la Belgique ne devait pas savoir sur l'affaire Dutroux* (éd. EPO).
